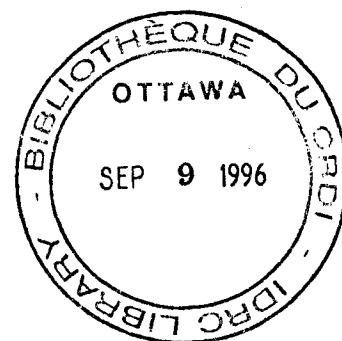


Benyahia Mahmoud

Travail de Recherche

Présenté à Naser Faruqui

**"STRATÉGIES ET ENTENTES
POUR UN PARTENARIAT -
COFINANCEMENT DES PROJETS
DANS LE SECTEUR DE L'EAU
POUR LES P.V.D. ENTRE
E.R.N. - GESTION DE L'EAU DU C.R.D.I.
ET DIVERS ORGANISMES"**



C.R.D.I. le 24 août 1995

ARCHIV

341.1:336.1

IDRC

M 3

Tables des matières

1ère Partie:

1)	Introduction	1
2)	Historique	4
3)	Les institutions financières et le cofinancement	6
a)	le cofinancement des projets dans le secteur de l'eau dans les p.v.d.: Modes d'interventions	6
b)	caractéristiques des agences ou Banques ayant une expérience de cofinancements	7
c)	analyse de l'état (organisations, conditionalités et financements de la B.I.R.D.)	8
d)	analyse des interventions de la Banque Mondiale et collaboration des banques régionales de développement et Fonds internationaux	13

2ième Partie:

4)	<u>Problèmes liés à l'eau et objectifs de la politique et la Banque Mondiale</u>	17
a)	Institutions de l'ONU et gestion des ressources en eau	18
5)	<u>Prêts de la Banque Mondiale dans les secteur de l'eau</u>	19
a)	Les types de cofinancements	23
b)	Le rôle des participants au cofinancement	24
c)	l'intérêt de la participation à un financement	25
d)	Le cofinancement et les organismes privés (Banques et les organismes de crédit à l'exportation)	28
e)	Projets et types de cofinancements selon l'étude de l'O.C.D.E	31
6)	<u>Stratégies, moyens et ententes pour un partenariat dans les projets de développement entre le C.R.D.I. et la Banque Mondiale</u>	32

3ième Partie:

7)	Banques Régionales de développement avec cofinancements dans le secteur relié à l'eau: B.A.S., B.I., B.A.D., B.Is.D.	41
----	--	----

8)	Banques et Fonds internationaux multilatéraux avec cofinancements dans le secteur relié à l'eau: B.A.D.E.A., B.D.C., B.O.A.D., F.K.D.E.A., F.O.P.E.P., F.S.D., F.A.D.D.E.A., F.A.D.E.S.,	58
9)	Liste d'autres organismes bilatéraux pour le développement international avec cofinancements	88
10)	L'Agence canadienne de développement international (A.C.D.I.) dans le secteur relié à l'eau dans les p.v.d.	90
11)	Les entreprises privées canadiennes dans les projets de développement dans le secteur de l'eau dans les p.v.d.	94
12)	Concepts de l'aide des Fonds Arabes et des institutions islamiques, dans le domaine de la coopération du développement	102
13)	Recommandations et plan d'action	109
14)	Conclusion	118

Références bibliographiques

Annexes

1ère Partie:

1) Introduction

L'économie mondiale se réorganise, s'internationalise. Le monde de la coopération internationale lui aussi change, exige également d'adopter de nouvelles approches.

Lors de la conférence des NATION-UNIES sur l'environnement et le développement (C.N.U.E.D.) tenue à Rio de Janeiro (Brésil), en juin 1992, le premier Ministre du Canada élargissait et consolidait le mandat du C.R.D.I. Cette institution est ainsi devenu l'organisme canadien responsable en collaboration avec les pays en développement de l'application du plan d'action 21. Selon ce plan, toutes les nations doivent jouir des meilleurs avantages économiques et sociaux, d'une juste distribution des ressources et d'un environnement sain.

Le cadre d'action du programme d'aide publique au développement, qui tient compte des contraintes budgétaires du gouvernement, repose de plus par le renforcement du partenariat; les partenaires canadiens comprennent, les ONG, le secteur privé, les universités et les collèges, les organisations professionnelles ainsi que gouvernements Fédéral, provinciaux et municipaux, tous jouant depuis longtemps un rôle clé dans le programme canadien de développement.

Le Canada collabore également avec de nombreuses institutions et organisations internationales et, surtout, avec les peuples et les institutions des pays en développement.

Face aux changements survenus sur la scène nationale et internationale dans le monde interdépendant d'aujourd'hui, la prospérité à long-terme d'une société dépend de plus de plus de l'accès aux circuits financiers et aux marchés internationaux.

À cet effet l'objectif de notre rapport est une tentative de prospection, d'explorer les possibilités de financements dans le secteur de l'eau dans les projets des p.v.d.

Vu l'étendu du sujet, nous essayerons de dégager les informations essentielles et pertinentes qui peuvent être utilisées par les services de E.R.N. gestion de l'eau (C.R.D.I.) dans sa stratégie de coopération dans le cadre du partenariat et ainsi de pouvoir créer une dynamique de "génération de revenus". Ceci peut permettre au C.R.D.I., d'envisager de se redéployer, de tisser des liens dans l'économie Canadienne (entreprises privées), de tisser des nouveaux liens avec des organismes multilatéraux (Banque Mondiale, banques régionales etc.) afin de renforcer sa coopération à long terme dans les P.V.D., le but est d'aider les pays à sortir de la pauvreté.

À cet effet, il faut rappeler, qu'en 1992 la Division d'environnement et ressources naturelles (E.R.N. - C.R.D.I. a été établie avec un mandat pour le support de la recherche dans la gestion des ressources de l'eau et la gestion de l'environnement urbain (programme 1993 - 1997). L'engagement de la division (E.R.N.) est d'appuyer la recherche pour promouvoir le développement du partenariat et des réseaux, la participation active des communautés dans la recherche, la gestion des ressources, l'efficacité et la compréhension des politiques des résultats de la recherche jusqu'à la construction de capacité des institutions (capacity-building).

Ce Rapport contient 4 parties:

- 1) L'historique du partenariat du C.R.D.I.
- 2) Les institutions financières, identifier les agences ou qui ont un cofinancement dans le secteur de l'eau.

- a) Analyser l'état (financier et solvabilité) de ces institutions, agences ou banques.
 - b) Analyser quels genre d'intervention effectués par ces agences ou banques avec les opérateurs locaux (État, parapublique, privé) dans le pays receveur et sous quelles formes (description des projets).
 - c) Déterminer quelles sont les meilleures stratégies et avenues d'ententes pour un partenaire avec ces agences ou banques? (Parallèle funding, co-funding ou conseillers en services ou autres etc.)
- 3) Identifier les entreprises du secteur privé au Canada en particulier, qui interviennent dans les projets de l'eau, gestion, approvisionnements et assainissements dans les pays en développement. (Concentration initiale sur le développement de stratégies pour intégrer la nature et la recherche en science sociale pour améliorer la gestion des ressources aquatiques, dont les objectifs principaux sont de rehausser la production de nourriture, l'emploi etc.. dans un environnement viable, équitable et durable.)
- a) Analyser l'état (financier et solvabilité) des entreprises du secteur privé.
 - b) Analyser le genre d'intervention avec les opérateurs locaux (État, parapublique, ou privé) avec le pays receveur et sous quelles formes (description des projets).
 - c) Déterminer quelles sont les meilleures stratégies ou avenues d'ententes pour travailler (partenaire) avec ces entreprises privées? (Parallèle funding, co-funding, ou conseillers en services ou autres, etc..).

- 4) Recommandations, stratégies et moyens pour le C.R.D.I. pour élaborer un partenariat avec ces agences, banques et entreprises privées dans les projets de l'eau dans les pays en développement.

2) L'historique du processus du partenariat au C.R.D.I.

L'expérience du C.R.D.I. en matière de partenariat remonte au début des années 1980. La qualité des décideurs au sein du C.R.D.I., a permis de prendre des décisions et saisir l'occasion à temps pour identifier et définir des nouvelles approches et orientations pour le C.R.D.I., afin de continuer sa mission.

En 1981, Le C.R.D.I. a été parmi les premiers à apprendre l'intention du gouvernement Fédéral d'annoncer à la conférence de Nairobi sur les nouvelles sources d'énergie renouvelable, l'affectation de 10 millions de dollars à la recherche énergétique. Le centre a pu obtenir les fonds qui ont servi entre autres à établir le groupe de recherche en énergie (1982-86).

Récemment le C.R.D.I. a vu la possibilité pour lui d'agir comme courtier du savoir (KNOW-HOW) entre le Canada, les pays en développement et l'Europe de l'est. Il a donc mis sur pied le bureau pour les initiatives en Europe centrale et orientale (BIECO). Il a obtenu un contrat de 5 millions de dollars des affaires extérieures et la promesse de rassembler 2.5 millions de sources privées. À ce jour, la ville d'Edmonton et Hewlett Packard International ont contribué fonds et compétences.

D'autres partenaires viendront bientôt s'ajouter et ouvrir au C.R.D.I. toute une gamme de possibilités pour exploiter ses compétences. La participation à des réunion internationales ou la prise de décisions audacieuse (basées sur l'information privilégiée et des positions avant-gardistes sur des questions d'ordre de politique, et de développement international) ont permis au C.R.D.I. de tirer parti des compétences-Réseau international, souplesse et qualité de son système administratif - qui le hissaient à la tête du peloton: décision rapide d'appuyer la

transition vers la démocratie en Afrique du Sud, soutien technique au processus de paix multilatéral au Moyen-Orient, appui des réformes au Vietnam, Bellanet-réseau d'informatique qui relie des bases données des projets des agences bilatérales de développement à travers le monde, information / partage et coordination. Cette initiative a été développée par le C.R.D.I., S.A.R.E.C., Suède, Banque Mondiale, et A.C.D.I., etc. secrétariat international de Micronutrient Initiative (M.I.) est crée en 1992, par le C.R.D.I., A.C.D.I., UNICEF, U.N.D.P., et la Banque Mondiale dont le but visé est d'éliminé les Micronutrient-Malnutrition par un programme d'actions et durables etc.

En 1989, le C.R.D.I. a signé une entente type avec l'A.C.D.I. de contribution modèle dans le cadre de partenariat. Depuis 1991, le C.R.D.I. a géré des projets de partenariat dépassant la valeur de 50 millions de dollars Canadiens, avec des organismes publics.

Les services du C.R.D.I. sont sollicités par de différents, organismes publics pour gérer et réaliser plusieurs projets dans différents domaines reliés à l'eau¹, on peut citer sept cas types de cofinancement:

Jusqu'en mars 1995, le C.R.D.I. enregistre au moins sept projets de cofinancement reliés directement dans le domaine de l'eau et 71 projets de partenariat sur une base d'ententes de contribution dans de divers projets y compris ceux reliés à l'eau.

Notons que les 2/3 des sommes impliquées dans ces projets de partenariats relèvent directement avec l'A.C.D.I.

En ce qui concerne le partenariat entre le secteur privé et le C.R.D.I., actuellement il se trouve à tout ses début. Cependant il constitue un développement

1 Voir - annexes - cas types de projets de co-financement.

incontournable dans la stratégie du partenariat du C.R.D.I. La stratégie du C.R.D.I. vise d'élargir son alliance de coopération dans un large éventail partenariats au Canada comme à l'étranger, de façon à réunir le meilleur bassin possible de compétences et de savoir - faire.

3) Les institutions financières et le cofinancement:

- a) Le cofinancement des projets dans le secteur de l'eau dans les p.v.d.:
Modes d'interventions:

Généralement le cofinancement est de nature multilatérale ou bilatérale.

Nous nous proposons d'étudier d'abord en premier lieu les institutions multilatérales majeures qui ont des cofinancements dans le secteur de l'eau

En second lieu, nous analyserons les institutions bilatérales qui ont des cofinancements dans le secteur relié à l'eau, et enfin nous analyserons le secteur privé (entreprises canadiennes) qui interviennent dans les p.v.d. dans les secteurs de l'eau et l'assainissement.

- 1) Le cofinancement multilatéral; il est réalisé par des organismes internationaux dont sont membres de nombreux pays. Ces organismes ont une vocation <<mondiale>>, comme les institutions de la Banque mondiale; soit une vocation "Régionale" c'est à dire tournée vers une partie une région du monde, seulement: Amérique Latine, Afrique, Asie par exemple:

Ces organismes se refinancent, en émettant des emprunts, ou en recevant des subventions (Ex. L'I.D.A. association internationale pour le développement) du groupe de la Banque Mondiale. dans le premier cas les fonds de cofinancement des projets <<Rentables>>, Selon les critères de chaque institution, dans le second

cas les fonds servent à des investissements dont la rentabilité est difficile à apprécier où à des investissements dans les pays les plus pauvres.

2) Le cofinancement bilatéral; il est réalisé par des organismes <<nationaux>> créés dans les principaux pays industrialisés depuis les années 1960 et dans les pays de l'OPEP depuis quelques années. Leur objectif est de créer les conditions favorables à l'investissement privé en prenant en charge en partie des réalisations d'infrastructures ou en s'associant aux capitaux privés ou en favorisant l'exportation de certains types de biens destinés à moderniser l'appareil local de production.

b) Caractéristiques des agences ou banques ayant une expérience de cofinancements:

Par institutions financières internationales, on entendra ici le groupe de la Banque Mondiale et la Banque des Règlements internationaux (B.R.I.). Ces institutions constituent ce qu'on peut appeler les institutions monétaires et financières internationales au sens complet du terme, ou à vocation mondiale. Elle ont pour fonction explicite d'intervenir sur un plan quasi mondial en matière de Régulation monétaire ou financière. Il existe d'autres très nombreuses institutions financières internationales, par exemple celles qui sont à vocation <<Régionale>> telles que la banque Européenne d'investissement, la banque Africaine de développement, la banque interaméricaine de développement, la banque asiatique de développement la banque islamique etc. leur objectif principal est de fournir des ressources financières à des institutions économiques diverses dans une zone géographique limitée, régionale ou continentale.

Elles n'ont pas directement de fonction de régulation financière mondiale.

La terme <<Banque Mondiale>> désigne la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et sa filiale, l'association internationale

de développement (IDA). La BIRD a deux autres filiales, la société financière internationale (SFI) et l'agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI). La banque, la SFI et l'AMGI sont parfois désignées sous l'appellation de B.R.I. < <Groupe de la Banque Mondiale> > d'investissement. La B.R.I. octroie des concours divers à des banques centrales. Un objectif commun de ces trois institutions est d'assurer d'avantage de coopération financière entre le plus grand nombre possible de pays dans le monde.

c) Analyse de l'état (organisation, conditionalités et financement de B.I.R.D.)

La B.I.R.D. (Banque Mondiale)¹ est presque entièrement consacrée aux prêts en faveur du développement économique. Ses statuts subordonnent l'octroi des prêts à la réalisation de projets bien étudiés jugés prioritaires, visant à accroître la production de biens et de services dans le pays bénéficiaire suivis et contrôlés par la B.I.R.D. On peut dire que dans la période récente, l'objectif quasi exclusif de la Banque Mondiale est de promouvoir le développement économique des P.V.D. membres par l'apport d'une aide financière et technique destinée à des projets d'investissement spécifiques et bénéficiant de garantie de l'État membre concerné.

Lors de son adhésion, le pays membre souscrit une fraction du capital de la B.I.R.D., qui contienne donc, d'abord comme une sorte de coopérative de crédit à capital variable et dont les membres sont des États. Cette souscription, qui dérive du quota affecté au pays, est fonction de l'importance du pays dans l'économie mondiale. Le nombre de droits de vote ou voix est quasi proportionnel à cette souscription (250 voix pour chaque pays, plus une voix pour chaque part de capital souscrite: cela fait qu'il y a un léger avantage en faveur de petit pays).

Chaque pays membre nomme un gouverneur et un gouverneur suppléant. L'ensemble des gouverneurs forme le conseil des gouverneurs.

1 H. Bretandea "La Banque Mondiale" coll-que-sais-je? No. 2330, P.U.F. Paris 1986

Les pouvoirs de la Banque sont dévolus au conseil des gouverneurs qui peut en déléguer une partie aux administrateurs. Ce qui relève exclusivement des gouverneurs concerne l'admission de nouveaux membres, l'augmentation du capital, l'interprétation des statuts, la conclusion d'accords avec d'autres institutions internationales, la répartition du revenu net annuel de la Banque.

Les administrateurs constituent le principal, organe de direction de la Banque et restent les représentants permanents des pays membres. Cinq sont nommés par les principaux souscripteurs (États-Unis, Japon, l'Allemagne et Royaume-Uni). Seize sont élus pour deux ans par un groupe géographique de pays. Chaque administrateur dispose en bloc du total des voix qu'il réunit. Les administrateurs nomment le président de la Banque, qui dirige les services et le conseil d'administration. Le président de la B.I.R.D. est aussi celui de ses deux filiales: Association internationale pour le développement (A.I.D.) et Société financière internationale (S.F.I.).

En octobre 1966 a été créé le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (C.I.R.D.I.). Il fonctionne avec le soutien logistique de la Banque et a pour objet de proposer des solutions de conciliation en cas de litiges à propos d'investissements internationaux. Environ quatre vingt-dix pays sont signataires de cet accord.

Notons que le Canada n'est pas signataire de cet accord, donc ne fait pas parti du C.I.R.D.I.

En 1985, les gouverneurs de la Banque ont approuvé les statuts d'une Agence multilatérale de garantie des investissements (A.M.G.I.). Cette agence aura pour objet de garantir le risque d'expropriation pour les investissements dans les p.v.d.. Les services de la B.I.R.D. comprennent plus de 6000 fonctionnaires.

Notons que les Banques multilatérales de développement (Banque Mondiale et les Banques régionales de développement) sont la plus importante source de financement du développement économique dans plus de 100 pays à faible revenu et à revenu intermédiaire et elles dispensent le quart de l'aide mondiale au développement. Font partie des B.M.D. le groupe de la Banque Mondiale (dont la Société financière internationale, S.F.I.), les Banques Asiatiques, Africaine, interaméricaine et caraïbéenne de développement et la Banque Européenne pour la reconstruction et le développement.

La capacité des B.M.D. d'utiliser le capital versé par leurs membres pour réunir d'importants capitaux de développement est en soi une contribution unique et importante. Pour chaque dollar de capital versé, les B.M.D. peuvent prêter entre 10\$ et 40\$. Chaque année le groupe de la Banque Mondiale et les banques régionales de développement assurent plus de 40 milliards \$ US en financement de projet et lèvent des montants équivalents de pays emprunteurs et de cofinanciers pour des projets d'une valeur de près de 100 milliards \$ US.

Comme il est membre permanent du Conseil d'administration de chacun des B.M.D., le Canada est bien positionné pour agir sur tous les aspects des politiques et pratiques de ces institutions, grâce à ses administrateurs, le Canada a voix au chapitre et peut influencer directement sur les décisions de financement des B.M.D.¹ ce qui est particulièrement critique en cette période de compression des fonds consacrés au développement international.

Le compte atteste la souscription du Canada en ce qui concerne la Banque Mondiale, si on fait une rétrospection depuis le 31 mars 1994, le Canada souscrit à 44,795 actions, la valeur totale de ces actions est \$ 5,403,844,825 US de ce montant il faut déduire les sommes suivantes \$ 114,341,194 US et plus \$ 235,082,539 CDN en termes de contributions annuelles. La portion étrangère de

1 Voir en Annexes - tableaux de souscriptions du Canada aux B.M.D.

paiements a été traduite en dollars canadiens au taux d'échange de la fermeture de la fin de l'année (\$ 1 US / \$ 1.3835 CDN). La responsabilité conditionnelle du Canada pour la portion remboursable avant échéance de ses actions est \$ 5.069 million US.

Les ressources financières de la B.I.R.D. proviennent de deux sources principales: Les souscriptions et les emprunts.

La Banque procède à des émissions publiques fait des placements auprès de banques centrales ou d'États et emprunte à court terme sur le marché ou à des comptes auprès de banques centrales. La Banque Mondiale utilise beaucoup la technique de Swaps "échange de dettes" afin d'abaisser au minimum le coût des ressources empruntées. Cela permet à la B.I.R.D. de faire payer à ses emprunteurs des taux débiteurs bien inférieurs à ceux qu'ils obtiendraient sur les marchés (s'ils parvenaient à y obtenir des prêts!...). En général, la banque n'intervient pas seule dans ses opérations de prêts. Ainsi en 1994 plus de la moitié des projets approuvés ont fait l'objet d'un cofinancement provenant d'autres sources (Bilan de 1994)¹.

Les cofinancements sont faits principalement avec des organismes publics bilatéraux on multilatéraux, des institutions de crédit à l'exportation et des banques commerciales.

La banque s'est voulue de-plus en plus < <partenaire pour le développement> > avec des banques commerciales afin de les inciter à prêter aux p.v.d.

Le processus du déroulement des opérations de prêts; chaque prêt passe généralement par six phases:

1 Banque Mondiale, document Bilan 1994.

- Identification: C'est la phase du choix des projets prioritaires pour le pays concerné.
- Préparation: C'est l'emprunteur qui a la responsabilité de la préparation du projet. La banque veut intervenir en précisant ses normes et en aidant à trouver l'assistance technique éventuellement nécessaire. Mais le projet doit rester celui du pays emprunteur et ne pas apparaître comme un projet de la banque.
- Évaluation: Elle est faite par la banque et consiste à envoyer une équipe de spécialiste dans le pays emprunteur pour examiner le projet sous les aspects technique, institutionnel, économique et financier. C'est dans cette phase que la Banque procède à une analyse des coûts des avantages du projet et que celui-ci est soumis aux normes économiques et financières fixés par la banque.
- Négociation et soumission aux administrateurs: L'emprunteur et la Banque définissent leur accord de prêt et l'accord de Projet si l'institution chargée de réaliser le projet n'est pas l'État emprunteur. Si l'emprunteur n'est pas un État membre/La Banque passe un accord de garantie avec l'État concerné.
- Exécution et supervision: L'exécution du projet relève de la responsabilité de l'Emprunteur. La Banque procède pendant cette phase à des contrôles réguliers du projet en cours, éventuellement à l'aide d'un service chargé d'analyser sa réalisation.
- Évaluation rétrospective: Tous les projets financés par la B.I.R.D. sont soumis au département de l'évaluation rétrospective qui relève des administrateurs. Cette instance examine tous les aspects du projet après réalisation: adéquation aux objectifs poursuivis, incidence économique et sociale, résultats financiers conformité, efficacité, etc.

Notons que la Banque Mondiale est devenue un haut lieu de définition politique des paramètres des concepts et des programmes qui font le tour du monde parce-que l'incidence de la Banque lui permet d'imposer son discours aux décideurs publics. Ainsi, dès la fin des années quatre-vingt, la Banque proposait comme services essentiels au développement à long terme, le maintien de l'éducation et de la santé, et la protection des groupes sociaux les plus vulnérables (BASIC-NEEDS).

On justifiera les conditions qui se sont ajoutées aux ajustements structurels et l'on désigne maintenant sous le nom de conditionnalités.

Ainsi, le prêt ne sera débloqué par exemple, que si le gouvernement réduit les entreprises publiques. Souvent ces conditionnalités imposeront des changements juridiques majeurs dans les domaines des investissements, des relations de travail, de la taxation et d'une façon générale dans tout ce que l'on qualifie de "enabling business environment". On peut se demander qui s'opposerait à ces principes? Ils sont cependant porteurs de contradictions.

En effet, la politique d'ajustements structurels a beaucoup réduits les capacités des États à atteindre ces objectifs et à répondre aux besoins de la population.¹

Destinée initialement à financer la reconstruction d'après-guerre, la Banque Mondiale a su efficacement redéployer ses activités vers l'aide à moyen et long termes aux pays en développement.

Cependant, à la réunion du G7 en juin 1995 à Halifax, les dirigeants des pays les plus industrialisés du monde ont évoqués des possibilités de restructuration des institutions monétaires mondiales (dont la Banque Mondiale). Les accords de Bretton-Woods existant depuis cinquante ans.

1 Susan George et Fabrizio Sabelli: Crédits sans frontières - la religion séculière de la Banque Mondiale Édition la découverte Paris 1994

À cet effet, la mise en place d'un ordre monétaire international s'imposait du point de vue américain tout au moins, dans la mesure où il s'agissait essentiellement de réduire les risques que pouvaient laisser courir sur le développement du commerce international l'instabilité des monnaies et les déséquilibres des balances des paiements.

En outre, des propositions du Congrès Américain visaient à réduire de 1.2 milliards de dollars l'engagement annuel des États-Unis aux ressources de l'institution.¹

d) Analyse des interventions de la Banque Mondiale et la Collaboration des Banques Régionales de Développement et Fonds Internationaux.

La collaboration de la Banque Mondiale avec les banques régionales s'est également développée au niveau des projets avec le cofinancement dans des volets environnementaux et autres projets. La Banque a lancé plusieurs initiatives de cofinancement et de collaboration au niveau régional.

- Le programme pour l'amélioration de l'environnement dans les métropoles (appuyé par le PNUD et la Banque Mondiale) porte sur la renforcement des institutions dans cinq grande villes d'Asie. Le programme d'assistance technique pour la protection de l'environnement méditerranéen (parrainé par la banque Européenne d'investissement et la Banque Mondiale) vise l'environnement terrestre; et le programme d'action environnementale pour l'Europe centrale et orientale (Appuyé par la Banque Mondiale et des bailleurs de fonds Européens vise les priorités environnementales régionales à prendre en compte pour l'établissement des plans nationaux.

De même sous les auspices de la Banque, du PNUD et du centre des Nations Unies pour les établissements humains, le programme de gestion urbaine

1 Jeune-Afrique-Économie: "Priorité Africaine pour la Banque Mondiale" No. 200 - juillet 1995. p.29.

encourage l'application de politiques appropriées et fournit une aide aux villes avec lesquelles ont été établies des relations de partenariat. Une autre source importante de financement ciblé est le fonds valorisation des ressources humaines, constitué par le Japon pour la fourniture d'assistance technique. Ce fonds a continué de financer des services d'assistance technique a l'appui de projets de programmes de la banque, l'accent étant mis sur l'amélioration de la qualité des projets entrant dans le portefeuille de la Banque; l'environnement est l'un des secteurs à bénéficier en priorité de ses ressources.

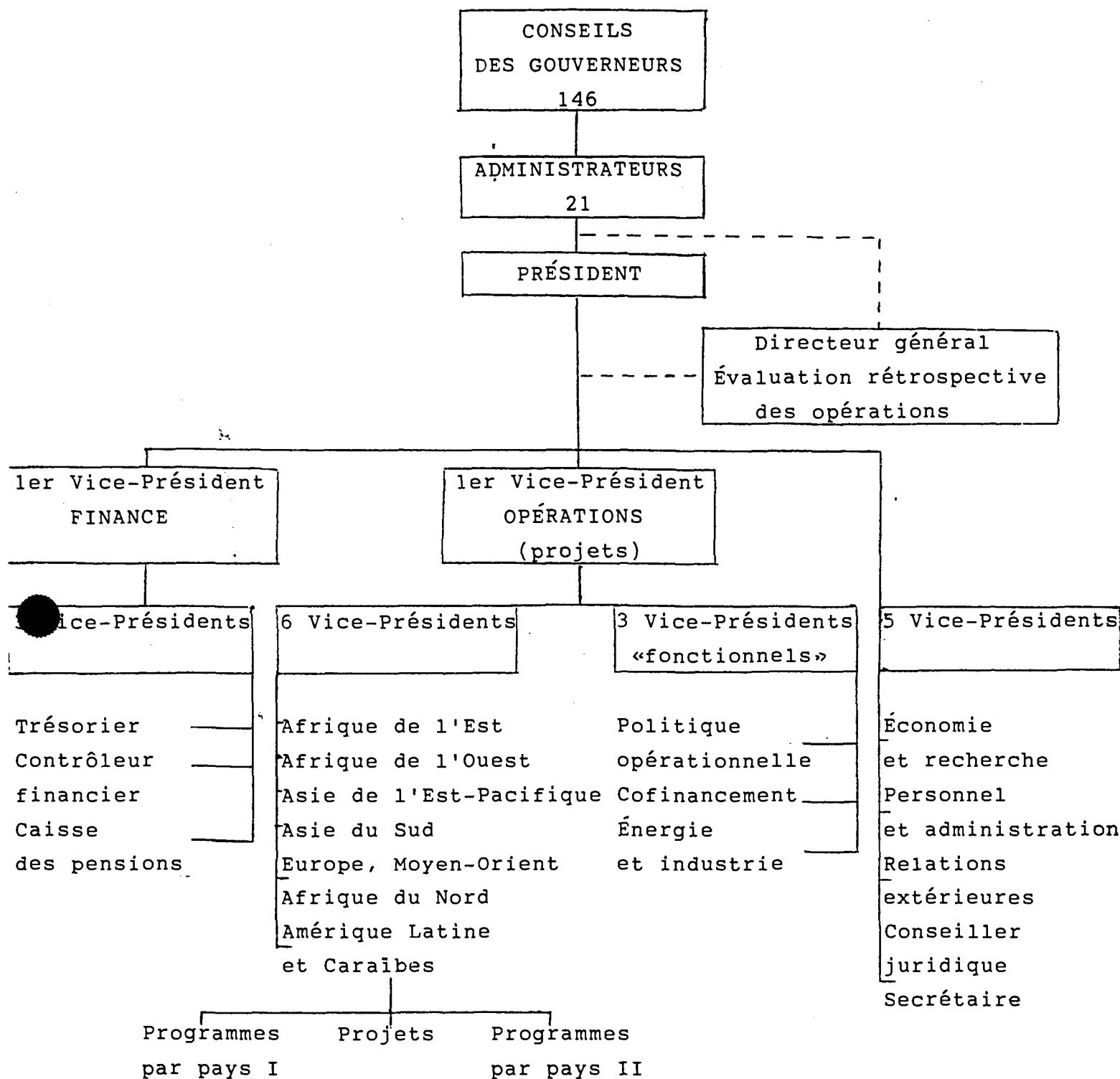
Enfin, on doit signaler que la Banque Mondiale possède un Fond spécial de recherche de plus de 14 millions de dollars U.S. par an. C'est une source facilement accessible pour E.R.N. - gestion de l'eau du C.R.D.I. et qui doit être exploitée à l'avenir ...

Ce programme de recherche est dirigé par la Division de l'eau et d'assainissement (Sanitation) de transport, et le département de développement urbain de la Banque Mondiale.¹ Les activités au siège social du programme à Washington, D.C. incluent la surveillance des projets, coordination des champs d'activités, conduite de recherche appliquée, dissémination d'information, relations avec donateurs/partenaires et administration.

Quatre groupes régionaux d'eau et système sanitaire dirigent directement tous les champs d'activités et servent comme source d'assistance technique pour les gouvernements, organisations non gouvernementales et les autres agences de support externes. Situés à Abidjan, Nairobi, New Delhi et Jakarta, chaque groupe régional d'eau et système sanitaire est dirigé par un

1 Voir - organigramme de la Banque Mondiale, ci-après.

Organigramme simplifié de la Banque Mondiale



Chaque pays est suivi par un «chargé de prêt» du Département «Programmes» concerné.

Chaque projet est suivi par un «chargé de projet» du Département «Projets» de la même région.

directeur régional, composé d'équipe inter-disciplinaire d'experts issue de la Banque Mondiale, U.N.D.P. et autres agences de donateurs/partenaires.

Dans les pays où sont concentrés les programmes des équipes nationales ont été recrutées ainsi que des coordonnateurs. Le programme a fonctionné avec plusieurs agences/partenaires pour établir un réseau régional en Amérique Centrale et un autre en Bolivie.

Ceci nous amène donc d'analyser en premier lieu les organismes (majeurs) régionaux qui ont des projets de cofinancement.

2ième Partie

4) Problèmes liés à l'eau et objectifs de la politique de la Banque Mondiale

L'objectif de la Banque¹ est de réduire la pauvreté en aidant les pays à promouvoir un développement équitable efficace et durable. Cela veut dire aider à mettre en place, d'une manière économiquement viable, respectueuse de l'environnement et socialement équitable, des installations d'eau potable et d'assainissement, de protection contre les inondations de drainage et d'approvisionnement en eau pour des activités productives. La nouvelle approche a pour but d'atteindre ces objectifs avec plus d'efficacité tout en préservant l'hydrosphère. Vu le caractère fragmentaire qu'a souvent revêtu la gestion des ressources en eau par le passé cette approche préconise l'établissement d'un cadre global pour la formulation de politiques nationales et de décisions publiques qui tiennent compte des interdépendances caractéristiques des ressources en eau. Vu le gaspillage et les inefficacités dûs à l'erreur, fréquemment commise, de ne pas se servir des prix et autres moyens similaires pour gérer la demande d'eau et en guider la répartition la nouvelle approche montre combien il est important d'utiliser des mécanismes de mise oeuvre décentralisés et les forces du marché pour la fourniture des services d'eau. Reconnaisant que l'utilisation de l'eau, sous toutes ses formes, a des répercussions sur les écosystèmes naturels et la santé des populations, la nouvelle approche souligne combien il est important d'évaluer et d'atténuer les conséquences écologiques des investissements publics et d'établir une réglementation.

1 Banque Mondiale; "Document de politique générale: gestion des ressources en eau". 1993. 160 p.

a) Institutions de l'ONU et gestion des ressources en eau

La Banque collabore étroitement avec un grand nombre d'institutions de l'ONU concernées par la gestion des ressources en eau, notamment les programmes des nations-unies pour le développement (P.N.U.D.), l'organisation des nations-unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.), l'organisation mondiale de la santé (O.M.S.), le fonds des nations-unies pour l'enfance (UNICEF), l'organisation météorologique mondiale organisation des nations-unies pour l'éducation la science et la culture (OMM/UNESCO), le département du développement économique et social de l'ONU et le programme des nations unies pour l'environnement (ONUEN), qui participent en même temps à plusieurs programmes de collaboration réciproque.

Les ressources en eau sont l'un des secteurs auxquels la Banque a le plus prêté au cours des 30 dernières années. Par son appui au travail sectoriel et ses investissements dans l'irrigation, l'approvisionnement en eau l'assainissement, la lutte contre les inondations et l'hydroélectricité, la Banque a contribué au développement d'un grand nombre de pays et aidé beaucoup de villes à se doter de services essentiels.

Les difficultés rencontrées par les projets qui bénéficient d'un concours de la Banque sont le reflet d'un ensemble plus grand de problèmes posés par la gestion des ressources en eau, problèmes qui ont été mis en lumière dans le document de politique générale (1993)¹.

L'approche de la Banque après ce constat repose sur les éléments suivants: l'eau est une ressource de plus en plus rare qui exige une gestion économique et environnementale. La situation est rendue plus grave du fait de l'accroissement

1 Banque Mondiale "Document de politique générale". 1993. ibid

rapide de la population et des progrès de l'urbanisation dans les pays en développement. Notant que cette nouvelle approche est conforme à la déclaration de Dublin (1992 de la conférence internationale sur l'eau et l'environnement, ainsi qu'Action 21 (1992 de la conférence des nations-unies sur l'environnement et le développement).

L'objectif suprême que vise la Banque est de faire reculer la pauvreté en aidant les pays à promouvoir un développement équitable efficace et durable. Ceci veut dire aider à mettre en place des installations d'eau potable et d'assainissement de protection contre les inondations et de fourniture d'eau pour des activités productives, d'une manière économiquement viable, respectueuse de l'environnement et socialement équitable.

La Banque mondiale vise aussi à donner la priorité aux pays où la gestion de l'eau soulève de graves problèmes. Un grand nombre de ces pays se retrouvent au Moyen-orient en Afrique du Nord, en Asie centrale et en Afrique sub-saharienne.

5) Prêts de la Banque Mondiale dans le secteur de l'eau

Le rapport¹ de l'exercice 1994, la Banque mondiale a recensé au moins 12 projets d'assainissement d'adduction d'eau ont reçu plus de 1 milliard de dollars de prêts de la Banque. Parmi ces projets quatre (deux au Brésil, un en Corée et un en Turquie) visaient spécifiquement à renforcer la capacité nationale de gestion dans le domaine de l'eau.

D'autres projets approuvés cherchaient aussi à réduire les problèmes liés à l'eau et à l'assainissement;

1 Rapport de la Banque Mondial; exercice de l'année 1994.

Au Karnataka, en Inde, le projet d'assainissement et d'alimentation en eau des zones rurales devrait profiter à 1.200 villages environ (quelque 4,8 millions de personnes), dont près de 40% se trouvent en dessous du seuil de pauvreté. Le projet comprend la construction de nouveaux systèmes d'adduction d'eau ou la remise en état d'installations anciennes, un programme de surveillance de la qualité de l'eau et des mesures visant la recharge des nappes phréatiques.

L'aménagement d'équipements sanitaires, notamment de caniveaux, de latrines à fosse, de lavoirs et de cabines de bain; et la sensibilisation des collectivités aux problèmes de santé publique de façon à les inciter à demander de meilleures équipements d'hygiène et d'assainissement.

En Indonésie, le projet d'assainissement et d'approvisionnement en eau des communautés à faible revenu profitera dans plus de 1.400 villages, à quelque 2 millions de personnes dont le revenu est inférieur au seuil de la pauvreté.

Il comprend la construction et la remise en état d'installations d'alimentation en eau et la promotion d'équipements d'assainissement peu coûteux. Dans le cadre du volet << assainissement >>, des artisans locaux apprendront à installer dans les habitations huit types différents de latrines, dont l'aménagement est intégralement subventionné. Le projet inclura aussi des activités d'éducation en matière d'hygiène et d'assainissement.

Au Pakistan, c'est le deuxième projet d'alimentation en eau et d'assainissement pour KARACHI permettra d'améliorer la qualité de l'eau et la fiabilité des services de distributions au profit de tous les habitants, quelque soit leur revenu, mais surtout des pauvres.

L'offre d'eau potable sera accrue par des mesures destinées à réduire les pertes et à améliorer la gestion et l'organisation de la compagnie locale des eaux. Pour

améliorer l'assainissement en accroissant la couverture des services d'égout et la capacité de traitement.

Selon les estimations de la Banque Mondiale¹, le défi à relever pour répondre aux besoins en eau de la planète est immense. Pour les seuls pays en développement, il faudra réunir 600 à 700 milliards de dollars au cours des dix prochaines années pour l'irrigation, l'hydro électricité, l'adduction d'eau et l'assainissement. Les prêts de la Banque Mondiale (environ 20 milliards de dollars pour les cinq prochaines années) en couvriront une faible partie. L'essentiel devra provenir des pays eux-mêmes. (p.27)

En outre, l'étude de John Briscoe² (chef de la division d'Eau et Sanitation à la Banque Mondiale) fait une perspective pour les années à venir (court terme) des moyens à entreprendre pour juguler avec les problèmes dans le secteur de l'eau et l'assainissement dans les p.v.d. et démontre que les p.v.d. doivent modifier rapidement leur façon de gérer l'eau.

Les projets de développement dans les P.V.D. atteignant des montants de plus en plus élevés, leur financement exige des montages financiers qui s'associent dans un cofinancement:

- La banque mondiale ou les banques régionales de développement (Banque Interaméricaine de développement, Banque Africaine de développement, Banque d'Asie de développement, etc.);

1 Gerson Feder et Guy le Moigne; in - Finances & Développement - "gestion équilibrée de l'eau" - World Bank - Juin 1994

2 Voir - John Briscoe; in Revue - Environment - "When the cup is half full" (improving water and sanitation services in the developing world), May - 1993

- Les organismes publics d'aide au développement (internationaux ou nationaux, comme le C.R.D.I.);
- Les banques < <privées> >, banques commerciales, banques d'investissements banques d'affaires, etc.
- Les organismes nationaux d'aide à l'investissement à l'exportation à l'étranger, comme la S.E.E. (société pour l'expansion et l'exportation au Canada).

Il appert qu'un cofinancement est un montage complexe qui doit être examiné sous plusieurs aspects en particulier:

- Les types de cofinancements;
- Le rôle des participants;
- L'intérêt de la participation à un cofinancement.

a) Les types de cofinancements:

La revue¹ de la Banque interaméricaine de développement (avril 1992); signale que l'on pratique au moins 3 formes de cofinancements; "as is evident from these examples cofinancing can take a number of different forms:

1 Revue the I.D.B. - Inter-American Bank. April 1992.

* Joint financing: The bank and the participating institution grant separate loans for the project. The I.D.B. responsible for evaluating the projects and for administering both loans.

* Parallel financing: The I.D.B. and other institutions such as the world bank, extend separate loans to finance a project. Each institution conducts its independent evaluation of the project and administers its own loan.

* export credit: The I.D.B. provides the borrower with guidance in obtaining export credits, which are granted or insured by specialized national agencies in the major industrial countries, the loan agreements usually require the borrower to purchase goods and services in the lending country.

Although F.B.G. cofinancing has grown significantly and is an important source of additional funding for its borrowing member countries. It has largely been limited to official sources. As the countries strengthen their economies and increase their creditworthiness, opportunities will increase for the I.D.B. to expand its cofinancing with private source. The term "cofinancing" generally applies when the I.D.B. contributes its own resources for project financing and at the same time arranges for participation from other funding sources, such as international financial institutions, development assistance agencies, national export credit and insurance institutions and private and institutional". P.3.

b) Le Rôle des participants au cofinancement:

Il varie en fonction des formes de cofinancement mais aussi selon les types d'organismes impliqués (organismes publics, privés de crédit à l'exportation). En ce qui nous concerne nous nous intéressons au cas de la division de l'eau - E.R.N. comme participant à un cofinancement.

Les organismes publics, comme le C.R.D.I., constituent le type de participant le plus fréquemment rencontré dans le cofinancement. Les Banques internationales collaborent avec ces organismes, soit à la demande de l'emprunteur qui les sollicite de son côté, soit de sa propre initiative une fois ces organismes publics de crédits réunis les banques internationales de développement en collaboration étroite avec eux, préparent et évaluent les projets négocient les prêt en supervisant l'emploi.

Tantôt il s'agit d'organismes multilatéraux et nationaux établis dont le personnel participe à l'évaluation du projet, tantôt les Banques se chargent seules de cette tâche et communiquent aux organismes publics les résultats des missions de préparation et d'évaluation pour leur permettre de prendre une décision à leur participation; tantôt ce sont les organismes publics intéressés qui évaluent le projet même.

Les négociations sont menées différemment selon qu'on adopte le financement conjoint ou le financement parallèle.

c) L'intérêt de la participation à un cofinancement;

Le cofinancement présente les avantages suivants pour la division de l'eau -E.N.R. et les autres partenaires:

- Il permet aux Banques internationales de développement de consacrer les ressources grâce à un nombre plus important de projets et promouvoir une utilisation plus efficace et plus économique de la totalité des ressources extérieures disponibles.
- Dans les cas de cofinancement avec la Banque Mondiale l'accord de prêt la Banque Mondiale contient une clause de manquement réciproque qui donne à celle-ci la possibilité d'interrompre le déboursement ou d'accélérer les remboursements de ses prêts si les coprêteurs suspendent leur prêts ou les accélèrent;
- La centralisation de tous les paiements reçus de l'emprunteur à un compte ouvert au nom de l'organisme.
- Tout retard ou tout défaut de paiement est donc porté immédiatement à la connaissance de la Banque de développement.
- Il permet aux emprunteurs d'obtenir des montants plus importants et des conditions légèrement améliorées sur leurs crédits bancaires, en raison du risque moindre que prennent les banques. Le cofinancement les aide à établir leur solvabilité auprès des Banques privées et d'organismes de financement des exportations et réduire de ce fait le financement de Banque de développement.
- l'inclusion du crédit exportation dans ces opérations cofinancées incite les autorités à accorder une rallonge de ce type de crédit au profit du pays bénéficiant du projet financé.
- Le cofinancement ne peut être réalisé que lorsque les conditions suivantes sont remplies:

- * Le bénéficiaire doit être une < <signature publique éligible> > au financement de la Banque de développement.
- * Le montant du projet doit être important pour justifier l'intervention de plusieurs organismes;
- * Le recours à la Banque de développement implique le recours aux procédures de l'appel d'offres international sous le contrôle de la Banque développement. La division de l'eau - E.N.R. du C.R.D.I. comme centre de recherche, il serait intéressant de déployer des efforts en vue de la promotion des activités de recherches qui seraient au préalable un atout auprès de ces Banques de développement pour l'obtention de projets. Généralement deux méthodes sont utilisées dans le cofinancement des projets dans les P.V.D:

- 1) Le financement conjoint: Dans lequel la Banque de développement et les coprêteurs se partagent le financement de la totalité ou de certains postes de dépenses dans des proportions convenues entre eux.

Ce type de financement présente deux Avantages:

- Il évite la compétition entre les organismes de financement sur le choix de ce que chacun considère comme la partie la plus intéressante du projet que pour des raisons d'intérêts.
- Il simplifie la procédure financière et le contrôle de l'exécution des projets ce qui est appréciable pour les P.V.D., généralement sous-équipés sur le plan administratif.

Cependant ce type de financement entraîne deux difficultés:

- Il est nécessaire d'harmoniser et de coordonner les procédures propres à chaque organisme de financement;
- Il rend compliqué l'intégration d'une source de financement liée mais est cependant possible, si l'aide liée n'est pas exclusive, d'en tenir compte lors des procédures de concurrence.

Dans un financement conjoint les négociations sont menées conjointement par les coprêteurs en tant qu'administrateur mandataire.

Le financement parallèle: Dans le financement parallèle, chaque participation financière est préalablement affectée à une partie distincte du projet, traitée indépendamment des autres.

Dans ce cas les coprêteurs participent aux négociations de la banque de développement en tant qu'observateurs, surtout s'il est prévu comme c'est souvent le cas, que la banque de développement assume la responsabilité de la supervision. Chaque prêteur peut administrer sa propre partie du projet. On peut dire que l'approche de cofinancement conjoint tend à l'heure actuelle à devenir plus fréquente.

En outre, la Banque Mondiale fait bénéficier les investisseurs privés de son travail d'identification, préparation évaluation, supervision des projets des renseignements sur les pays et sur les projets les plus généralement des services évoqués dans l'étude sur le cofinancement.

Le cofinancement a permis aux organismes n'ayant pas un personnel suffisant, ni une connaissance très poussée du pays en développement et des projets, comme

c'est le cas de la BADEA, fonds saoudien ... de participer à de nombreux financements plus tôt et dans un grand nombre de pays.

d) Le cofinancement et les organismes privés (Banques) et les organismes de crédits à l'exportation:

Les Banques de développement encouragent le cofinancement en coopération avec les banques commerciales, les compagnies d'assurance et d'autres institutions situées en dehors du pays emprunteur. Le cofinancement avec des organismes privés pas soumis à des règles rigides, mais fréquemment les organismes privés négocient et signent des contrats de prêt avec l'emprunteur et décident eux mêmes de demander ou non des garanties au gouvernement du pays bénéficiaire de prêt.

Pour encourager la participation d'organismes financiers privés au financement des projets, la banque de développement donne à ceux-ci avec le consentement de l'emprunteur, des renseignements sur le pays et le projet étant donné que les investisseurs privés peuvent ne pas être en mesure d'effectuer une analyse aussi complète et détaillée des projets pour lesquels ils accordent des prêts. Dans certains cas, les coprêteurs fournissent du personnel nécessaire pour aider l'équipe de la Banque de développement à évaluer le projet; dans d'autres ils laissent cette tâche à la Banque de développement ou effectuent leur propre évaluation.

Les organismes privés peuvent donc bénéficier des études détaillées de la Banque de développement et d'une supervision des projets ainsi que de l'exécution des formalités afférentes aux prêts privés, telles que décaissement et versement des commissions.

Le frein au cofinancement de projets entre les organismes privés et la banque de développement est la durée trop courte des prêts privés qui limite les pays bénéficiaires de ces prêts aux seuls pays en développement à revenu élevé.

Ces dernières années le crédit à l'exportation est devenu une source importante de cofinancement en particulier pour le financement de projets de grande envergure dans l'industrie et les services publics réalisés dans les pays en développement à revenu moyen et élevé.

Les modalités de coopération financière entre la Banque de développement et les organismes de crédit à l'exportation ont évolué. Avant les années 1980, cette aide (notamment avec la Banque Mondiale) qui consistait à faire en sorte que les organismes offrant des crédits à l'exportation, fournissent ou garantissent à des conditions intéressantes une part de financement des biens qui faisaient l'objet d'un appel d'offre international. Devant la réticence des pays à ce type de financement la coopération a évolué vers une approche de cofinancement parallèle qui n'a pas fait l'objet d'accord formel, c'est à dire, que l'emprunteur se charge d'obtenir le meilleur prix et les meilleures conditions possibles auprès des organismes de financement des exportations.

Il permet aux emprunteurs d'obtenir des montants plus importants et des conditions légèrement améliorées sur leur crédits bancaires en raison du risque moindre que prennent les banques. Le cofinancement les aide à établir leur solvabilité auprès des banques privées et d'organismes de financement des exportations et réduire de ce fait le financement de la banque de développement.

Il leur permet aussi d'obtenir un ensemble d'aides et de services telles:

- Les liaisons avec fournisseurs de technologie et de Know How, étude et mise en oeuvre du projet;

- La mise en contact avec les institutions spécialisées et banque privées qui connaissent les fournisseurs de technologie et spécialistes nécessaires pour réaliser le projet.

Cependant, certains P.V.D. craignent que les organismes financiers, publics ou privés internationaux ou nationaux, n'utilisent ces mécanismes financiers pour imposer aux pays emprunteurs de la politique économique à suivre, les banques de développement pivot du financement devenant les organismes de surveillance.

En effet, depuis quelques années les milieux financiers internationaux manifestent leur inquiétude au fur et à mesure que grandit l'endettement de certains pays, au point que périodiquement, se font jour les craintes de situation de cessation de paiement pour certains d'entre eux.

Notant que la capacité de remboursement dépend du rapport entre, d'une part les entrées de devises (Exportations de biens et services plus importations de capitaux) et, d'autre part les sorties de devises (importation de biens et services plus le service de la dette extérieure), la réserve de devises servent de < < stock tampon > > en cas de manque temporaire de devise, par exemple à la suite d'une échéance particulièrement lourde de dette ou d'une augmentation brutale des importations (mauvaise récolte par exemple) ou d'une chute brutale des exportations (destruction de récoltes, effondrement des cours, cataclysme naturel).

Les différentes formes de cofinancement international pour les projets dans les P.V.D. est très semblable à ce que l'on connaît au début des années 1980.

Les différentes formules de projet et types de cofinancements comme des moyens de les utiliser au mieux, rendent encore plus indispensable de connaître les caractéristiques de chacun:

e) Projets et types de cofinancements:

En se référant l'étude de projets¹ effectuée par O.C.D.E. (1978)

Modèle	Analyse	Accord de prêt	Réalisation du projet
1	Plusieurs analyses individuelles non-harmonisées par les divers partenaires	Accords séparés bilatéraux non-harmonisés	Réalisation séparée des diverses parties du projet (soumission, supervision, exploitation) et parallèlement financement séparé par les divers partenaires
2	Analyse par l'un des membres du syndicat	Un seul accord sur base syndicale	Réalisation par le chef de file du syndicat
3	Analyse unique et uniforme pour tous les partenaires	Accords bilatéraux séparés mais harmonisés, conclus par chaque partenaire	Réalisation par l'un des partenaires
4	Analyse commune réalisée par un collectif mixte	Accords bilatéraux séparés mais harmonisés, conclus par chaque partenaire	Réalisation commune avec division du travail régionale ou technique
5	Un partenaire ne participant pas au financement est chargé de l'analyse	Accords bilatéraux séparés mais harmonisés conclus par chacun des partenaires participant au financement	Le partenaire chargé de l'analyse est également responsable de la réalisation

1 O.C.D.E.: "Coopération trilatérale" 1978. Document d'études - économique

Cette étude démontre les tendances et les risques encourues selon le modèle de projet.

Le modèle 1; implique toutes sortes de risques développement négatifs par pertes de temps manque d'harmonie doubles emplois et friction causées par l'absence de coordination.

Le modèle 2; Les coprêteurs disparaissent derrière le syndicat.

Le modèle 3; Rapidité de l'analyse et représentation individuelle des partenaires lors de la conclusion de contrat.

Le modèle 4; intéressant si un partenaire lie son financement a certaines parties au projet.

Le modèle 5; intéressant si un de coprêteurs a une compétence limitée.

6) Stratégies, moyens et ententes pour un partenariat dans les projets de développement entre la division de l'eau - E.R.N. C.R.D.I et la Banque mondiale

La Banque Mondiale est financée par les contributions des États membres du monde industrialisé et par des emprunts sur le marché commercial. La B.I.R.D. appartient aux 178 pays qui en sont à la fois les emprunteurs et les bailleurs de fonds. Bien qu'elle ne soit pas constituée comme une Banque du secteur privé elle enregistre des bénéfices d'environ un milliard de dollars (Américains) par an.

Les prêts sont octroyés directement aux gouvernements ou encore à des entreprises privées ou des organismes publics à condition que les gouvernements en garantissent le remboursement, La plupart sont assortis de faibles taux

d'intérêts et de conditions de remboursement (ou ce que l'on appelle le plus souvent les conditionnalités).

Les fonds prêtés servent à financer toute une gamme de projets dans des domaines de l'énergie, l'agriculture, l'eau, et les transports, l'objectif général étant d'améliorer le niveau de vie des pays récipiendaires. Le but principal est de réduire la pauvreté dans les pays les plus pauvres du monde.

La Banque Internationale pour la reconstruction et le développement (B.I.R.D.), principale institution du groupe de la Banque Mondiale, a enregistré un résultat net positif de 1,35 milliard de dollars (28%) à l'issue de l'exercice 1994/1995, selon un communiqué¹ publié par l'institution internationale de développement. En 1993/1994, le bénéfice était de 1,05 milliard de dollars.

Au cours de cet exercice clos en juin, la B.I.R.D. a effectué pour 16,9 milliards de dollars de nouveaux prêts contre 14,2 milliards USD l'exercice précédent, soit une augmentation de 19%. Ce montant ne tient pas compte des prêts de l'Association internationale pour le développement (AID-IDA), qui prête aux pays les plus pauvres. Les prêts totaux du groupe Banque Mondiale en 1994/1995 totalisent 22,5 milliards de dollars.

Le taux d'intérêt moyen des prêts accordés par la B.I.R.D. a été de 7.10% au 1er semestre de l'exercice et de 7.09% au second, en baisse par rapport aux taux pratiqués l'année précédente (7.43% et 7.27%).

La B.I.R.D. de son côté a emprunté sur les marchés l'équivalent de 9 milliards de dollars à moyen et long terme et 33,9 milliards à court terme. Le taux moyen

1 Journal la Presse - Canadienne - cahier - économique - 29 juillet 1995

auquel elle a emprunté es de 6.32% pour des fonds dont la maturité est en moyenne de 7.4 ans.

Le capital de la Banque souscrit par les pays membres actionnaires s'élève à 176,4 milliards de dollars. La totalité des encours, c'est-à-dire des crédits octroyés, se monte à 123,5 milliards de dollars contre 109 milliards de dollars en 1994 soit une hausse de 12.9 %. Le montant des emprunts en cours souscrits par la Banque sur le marché totalise 111,6 milliards de dollars contre 101 milliards USD pour l'exercice précédent (10%).

Le ratio entre les réserves de l'institution et ses prêts s'est amélioré pour être positif de 17,23 milliard de dollars soit 14,25%. Ses provisions pour risque de non-remboursement sont maintenues au niveau de 3% des prêts en cours, soit 3,7 milliards.

La Banque Mondiale a situé la stratégie du secteur de l'eau et de l'environnement à trois niveaux:

Celle-ci vise une approche à même d'assurer une croissance soutenable;

- 1) renforcement des institutions des investisseurs.
- 2) La sensibilisation sur le phénomène de la pollution.
- 3) Dissémination de l'information afin de circonscrire les enjeux du secteur de l'eau liés a l'environnement.

Pour entamer les discussions avec la Banque Mondiale sur les projets cofinancés de développement dans le secteur relié à l'eau - 2 départements nous apparaissent comme les plus appropriées en ce qui nous concerne à savoir,

- Division Water and Sanitation. (Department Water and Urban Development
- Department, Cofinancing and Financial - adv - Services

Les possibilité d'un partenariat sur les bases de cofinancement entre le E.R.N. - C.R.D.I et la Banque mondiale sont très grandes et une source de diversification de génération de revenus nous avons relevés une grande variété de projets dans le secteur de l'eau qui pourraient être visés par le E.R.N. - C.R.D.I dans les p.v.d.

- La recherche dans le secteur de l'eau relié à la santé.
- La protection, l'amélioration et le rétablissement de la qualité de l'eau.
- l'abaissement de la pollution des eaux.
- Fourniture d'eau potable.
- l'assainissement, l'évacuation et le traitement des eaux usées.
- La réutilisation de l'eau dans diverses activité économiques.
- Mettre au point des méthodes techniques financières et institutionnelles originales de nature à réduire les coûts unitaires.
- Technologies qui permettent d'améliorer l'approvisionnement en eau, la protection contre les inondations.

- Systèmes de répartition de l'eau d'irrigation et améliorant l'efficacité d'utilisation de l'eau (exploitation et l'entretien des ouvrages).

D'autres axes de recherches sont explicités par la Banque Mondiale tels que:

- * Systèmes institutionnels et réglementaires; la réforme institutionnelle porte essentiellement sur les bassins fluviaux, considérés comme lieux géographique de choix pour l'analyse et de gestion coordonnée.

Il serait judicieux pour le E.R.N. - C.R.D.I. dans un éventuel partenariat avec la Banque Mondiale en matière de projet d'être sélectif dans ses choix des projets.

Il est important d'avoir des informations fiables, notamment lorsque la situation économique, commerciales change rapidement comme c'est souvent le cas aujourd'hui.

L'identification d'un projet suppose qu'au préalable, il ait subi une étude de prévisibilité. Cette étude consiste en un examen sommaire mais complet de tous les aspects du problème de manière à définir les caractéristiques générales du projet d'en estimer les coûts d'investissement et d'opération et d'en apprécier l'intérêt économique.

- D'avoir une politique de protection; qui peut prendre deux formes principales, selon qu'il s'agit d'une protection juridique ou d'une garantie de type financier. (L'arbitrage et l'assurance accordée par un organisme du pays d'origine de l'investissement direct, (Canada, U.S.A,)).
- D'examiner avec la Banque Mondiales la possibilité d'associer deux ou trois autres P.V.D., proposer une sorte de garantie régionale conjointe pour les

projets et les investissements pour faciliter l'octroi des crédits supplémentaires et assurer des investissements viables.

Notons que la Banque Mondiale exige l'obtention de garanties:

- Garantie intrinsèque plus garanties gouvernementales;
- Souvent garantie des actionnaires privés.
- vis-a-vis de l'emprunteur, la B.I.R.D. vérifiera:
 - Sa solvabilité;
 - La qualité du personnel;
 - La présentation technique et financière du projet.

Les critères de choix de la B.I.R.D. se classent en deux grandes catégories:

- Analyse des conséquences de la réalisation du projet aux points de vue:
 - Consommation globale;
 - Distribution de revenus et augmentation du revenu national;
 - Niveau de l'emploi;
 - Indépendance;

- Analyse des possibilités pour l'emprunteur de rembourser les prêts:
 - Pour les projets créateurs de revenus la Banque s'assure d'abord que les tarifs pratiques permettent à l'entreprise de faire face à ses revenus;
 - Pour les projets non créateurs de revenus, la Banque examinera la situation financière des organismes de tutelle en leur suggérant de mettre en place de nouvelles sources de revenus (impôts, taxes). Si elle le juge nécessaire pour faire face aux remboursements.

On doit signaler aussi que la Banque étoffe bien ses projets et intervient à tous les niveaux d'une opération, ne laissant souvent que peu de place à l'action des organismes nationaux des pays aidés.

Elle intervient en particulier de plus en plus au niveau de la définition même des projets et ceci dans le cadre de l'assistance technique.

Elle suit de près toutes les négociations et demandera la preuve des capacités financières de l'emprunteur en obtenant un relèvement de ses tarifs si nécessaire. Elle suivra en fin tout le processus et la réalisation du projet.

Il n'en demeure pas moins qu'un organisme comme le E.R.N. - C.R.D.I. n'est pas un inconnu dans la sphère de recherche et du développement international et devrait être associé comme un partenaire qui a apporté beaucoup dans les P.V.D. au niveau:

De développer les compétences scientifiques, d'aider des communautés de bases des institutions de recherches pour qu'ils puissent résoudre leurs problèmes dans différents domaines.

- Cependant, le E.R.N. - C.R.D.I. doit promouvoir dans son approche et ses négociations avec la Banque mondiale, les autres banques de développement régionales, ainsi qu'avec les bailleurs de fonds: Les compétences, la capacité et les opérations du C.R.D.I. sur le terrain (P.V.D.) ainsi que sa structure décentralisée (sept bureaux régionaux) qui reflète son désir de consolider la recherche et le développement dans les P.V.D.
- Démontrer à la Banque Mondiale, l'approche du C.R.D.I. en tant que partenaire dans les projets en développement vise à la réalisation et au support du PROGRÈS à la sécurité humaine et à l'établissement d'une bonne gestion et de responsabilité (good-governance) dans les institutions publiques (États, régions, municipalités).
- L'appui du E.R.N. - C.R.D.I. à l'amélioration de la participation communautaire (self-reliance) et d'assurer un développement équitable (réduction de pauvreté) qui est nécessaire pour de saines politiques économiques.
- De mettre l'emphasis que dans les projets de développement du E.R.N. - C.R.D.I., ils s'inscrivent dans la stratégie de développement durable, non seulement de satisfaire les critères techniques et économiques, mais aussi d'aider de mettre en place des structures d'organisation (capacity building) administratives, institutionnelles et sociales.
- Démontrer que le E.R.N. - C.R.D.I. s'est doté d'équipes inter-disciplinaires compétentes à travers le monde dans les pratique de recherches sur la terrain, sur des questions et les impacts environnementaux, socio-économique, et culturels.

- Démontrer que l'orientation du E.R.N. - C.R.D.I. dans la recherche et la gestion de l'eau repose sur les éléments suivants:
 - * Le principe de protection de l'environnement et des ressources en eau visant à préserver les écosystèmes et à protéger la santé, des stratégies (études, multidisciplinaire, d'impacts) la planification, la conception l'exécution et promotion de la décentralisation de la gestion de l'eau vers les usagers. Créer l'environnement qui permettra à l'entreprise de prospérer est indispensable pour pouvoir générer d'autres projets(communautaires).
 - * Le principe d'économie dans la gestion de l'eau. Support à la gestion commerciale des entreprises de l'eau (entreprises privées, information, communication).
 - * Le E.R.N. - C.R.D.I. appui la mise en oeuvre de la gestion de l'eau nécessite la mobilisation appropriée des moyens financiers (États, banques, municipalités, entreprises privées et investisseurs, C.R.D.I.), dans un cadre de partenariat basé sur le cofinancement.

Il nous semble que nous avons essayé de réunir les points essentiels qui permettent largement de dégager un terrain d'entente pour pouvoir négocier avec la Banque Mondiale, ainsi que les autres Banques régionales de développement, des projets de gestion de l'eau dans les p.v.d., sur la base de cofinancement.

3ième Partie

7) Banques Régionales de Développement avec Cofinancement dans le Secteur Relié à l'eau

Banque asiatique développement (BAsD)

Siège Social: 6 ADB Avenue, Mandaluyong, Metro Manila, Philippines

téléphone: (63-2) 711-3851

Fac-similé:

Cable: ASIANBANK MANILA.

Télex: 29066 ADBPH (RCA) 42205 ADB PM (ITT) 63587 ADB PN (ETPI).

Adresse: PO Box 789, 1099 Manila, Philippines.

- But: Encourager la croissance économique et la coopération asiatique et dans la région de l'océan pacifique. Faire la promotion d'investissements, de capital privé et public, pour le développement utiliser les ressources à leur disposition pour des prêts de développement pour les membres de Banque.
- Les prêts et les Aides: sont destinés aux pays pauvres de la région.
- Incitations pour les entreprises privées ou publiques;
- Coordination des plans de financement nationaux; et assistance technique.
- Cofinancement: Prêts classiques attribués sur fonds propres ou sur fonds empruntés, garanties totales ou partielles sur prêts accordés par d'autres organismes, la Banque intervient comme organe exécutif des programmes financés par le PNUD, prise participation dans toute institution ou entreprise.
- Bénéficiaires: Les gouvernements, organismes publics et institutions d'un pays régional membre de la Banque.
- Critères et condition d'obtention: Les prêts et
- Aides doivent toujours être demandées par un pays membre régional.
- Rentabilité des projets proposés.
- Rentabilité Économique pour le pays on la Région.

Banque Inter-Américaine de Développement (BID)

Siège Social: 1300 New York Avenue, Washington, DC. 20577, USA,

Téléphone: (1-202) 623-1000

Fax: 789-2835.

Cable: INTERBANC,

Télex: 64141.

- **But:** Faire la promotion des investissements de capital public et privé dans les régions pour de développement utilisation de leur propre capital, et aussi des fonds accumulés dans le marché financier et autre sources disponibles, pour financer en priorité des projets d'économie et de projets sociaux dans la région; encourager l'investissement privé dans les projets dans les entreprises et activités qui contribuent au développement économique. Coopérer avec les pays membres en orientant leurs politiques de développement vers une meilleure utilisation de leurs ressources, encourager une plus grand complémentarité entre leurs économies fournir une assistance technique pour la préparation, le financement et l'exécution des plans et projets de développement, incluant l'étude de priorité et la formulation de projets spécifiques proposés.
- **Les prêts:** sont destinés aux États Latino-américains.
- **Cofinancement:** La Banque intervient souvent en cofinancement avec des Banques commerciales ou des institutions d'aide au développement suivant la rentabilité du projet financé. Dans ce cas, le principe de Banque est de négocier elle-même avec le pays bénéficiaires puis de vendre une partie de sa participation à d'autres organismes financiers.
- **Bénéficiaires:** Les gouvernements, leurs subdivisions publiques, les organismes publics d'un État membre.
- **Critères et conditions d'obtention:** Les éléments les plus importants de sélection;
 - Importance du projet pour l'intégration de l'Amérique Latine.
 - Rentabilité économique et sociale du projet;
 - Capacité de L'emprunteur à réaliser ce projet: organisation financière, administrative, opérationnelle;
 - Priorité à l'emploi, l'énergie, l'agriculture.

Bien que cela ne nous aie pas été demandé de faire la stratégie de négociations et ententes pour la Banque inter-américaine, nous signalons en passant que la B.I.D. procède des mêmes démarches que la Banque Mondiale.

TABLEAU VI. CONCOURS FINANCIERS EN 1993
(En millions de dollars des Etats-Unis)

Pays	Projet	Baillleurs de fonds			
		BID	Banque mondiale	Japon	Autres
Argentine	Couloirs routiers	340,0	61,4	—	50,0 ^c
	Programme de crédit multisectoriel global	300,0	—	300,0 ^a	—
Bolivie	Urbanisation et assainissement, PRODURSA II	64,0	—	13,0 ⁱ	—
	Aménagement des communautés de petits agriculteurs	12,5	—	7,5 ⁱ	—
Brésil	Assainissement de la baie de Guanabara	350,0	—	294,2 ^b	—
Costa Rica	Programme de réforme du secteur public	80,0	100,0	—	—
	Programme d'électrification	320,0	—	—	51,0 ^c
Equateur	Programme routier national	120,0 ⁱ	—	—	30,0 ^a
Jamaïque	Amélioration de l'enseignement primaire, II	28,0 ⁱ	—	—	2,4 ^d
	Soutien au secteur privé dans le développement de l'énergie	57,5	60,0	—	10,0 ^c
Mexique	Programme en faveur des sciences et de la technologie	150	—	—	30 ^e
Nicaragua	Réfection des routes rurales	46,0	—	—	5,0 ^d
Panama	Programme de réfection et d'administration des routes	180,0	60,0	—	—
République	Mise en valeur de l'agriculture	48,0	—	—	6,0 ^b
Dominicaine	Programme d'électrification	148,8 ⁱ	23,6 ⁱ	—	6,3 ^d
Salvador	Remise en état du système de distribution d'eau et d'évacuation des eaux usées	19,0 ⁱ 125,9 ⁱ	—	11,0 ^b 80,0 ^b	—
	Mise en valeur du secteur de l'électricité	—	—	—	—
Uruguay	Programme de crédit multisectoriel global	90,0 ⁱ	—	35,0 ^a	—
Venezuela	Gestion des routes primaires	200,0 ⁱ	150,0 ⁱ	—	70,0 ^a
	Centrale hydro-électrique à Caruachi	500,0	—	—	60,0 ^a 50 ^a
Région	Défense de l'environnement et réinstallation à Yacyretá	130,0	59,0	—	—
TOTAL		2 578,0	340,0	740,7	260,7

^a Banque export-import du Japon (JEXIM).

^b Fonds de coopération économique d'outre-mer (OECF) du Japon.

^c Banque européenne d'investissement (BEI).

^d Fonds nordique de développement.

^e Fonds espagnol du Cinquième centenaire.

^f Banque nordique d'investissement.

^g Société andine de développement (CAF).

^h Fonds international de développement agricole (FIDA).

ⁱ Agence japonaise de coopération internationale (JICA).

^j Approuvés avant 1993 ; ne sont pas ajoutés au total.

^k Financement parallèle ; ne sont pas ajoutés au total.

Sur les montants totaux engagés par la (B.I.D.) la part du secteur relié à l'eau se situe à environ 15 à 20% chaque année. On peut citer, à titre d'exemple quelques expériences de la Banque inter-américaine de développement (I.D.B.) dans le secteur de l'eau.

- Au Brésil, (prêt en 1992) \$ 450 million for a program to clean up the Tiete River in the metropolitan area of Sao Paulo, Brazil's industrial heartland. The financing is the IDB's largest ever and consists of a loan of \$ 400 and 50 million from the Fund for Special Operations. The resources will be used by the Sao Paulo State Basic Sanitation Authority to begin the cleanup of the Tiete River, the first great river sanitation project in Latin America. The program will substantially enhance the quality of life for the population of the river basin, and will improve health and environmental conditions in an area with over 16 million people. The program's total cost is estimated at \$ 900 million.
- Au Nicaragua (prêt en 1992) \$ 476 million for water and sewage systems. A loan of 32 million from the Fund for Special Operations and \$ 15 million from the Bank's ordinary capital will be used by the Nicaraguan Water and Sewer Authority (INAA) to rehabilitate water and sewage systems in Managua, the capital, and 27 interior municipalities. The program will improve the availability and quality of water through the installation of some 20,500 household meters and the overhaul of 1100 connections in 20 localities.

Sewerage systems will be rehabilitated in seven localities, through the overhaul of pumping stations, the replacement of pumps and the dredging and cleanup of treatment lagoons. The program, which has an estimated total cost of \$ 64.2 million, will benefit an estimated 800,000 people.

Notons qu'en 1993, la Banque inter-américaine de développement (B.I.D.) a continué de mobiliser des ressources supplémentaires en cofinanceant des projets avec des institutions bilatérales et multilatérales (voir tableau ci-joint - BID en 1993). Les concours financiers, y compris les opérations avec la Banque Mondiale, ont totalisé 1,341 million de dollars.

Banque Africaine de Développement (BAD)

Adresse: 01 BP 1387, Abidjan 01, Côte d'Ivoire.

Téléphone: (225) 204-444

Fax 217-753 / 204-901 / 204-909

Cable: AFDEV ABIDJAN.,

Telex: 22202 - 22979 - 23498 - 23717

- **But:** Financer les projets et programmes de développement Économique et social des pays Africains provisions d'assistance technique et support institutionnel, mobiliser les ressources externes dans sa capacité de catalyseur pour induire d'autres financements, avoir d'autres financements que juste celui de la banque africaine de développement).
- **Les prêts et aides:** peuvent se présenter sous différentes formes et destinées aux États Africains.
- **Cofinancement:** L' emprunteur doit financer au minimum 30% du montant du projet sur ses fonds propres.
- **Bénéficiaires:** Les gouvernements, organismes publics et institutions d'un État membre; les entreprises privée situées sur le territoire d'un État membre et ceci sans référence à la Nationalité des actionnaires; les Banques Nationales de développement pour les petits projets; toute organisation ou institution régionale ou multinationale s'intéressant au développement de l'Afrique.
- **Critères et conditions d'obtention:** Les éléments les plus importants pouvant déterminer l'octroi d'une aide de la Banque sont:
 - Rentabilité économique du projet: Influence sur l'État bénéficiaire au niveau budgétaire, sur l'économie, la balance des paiements, sur la vie des ménages;
 - Financement du projet à hauteur de 30% minimum (quelque fois 50%) sur les fonds propres de l'emprunteur.
 - Ces aides et prêts doivent toujours être demandées par un pays membre de la Banque Africaine de Développement. (Notons que le Canada est membre de la B.A.D..

Remarques: sur la B.A.D; Souffre au niveau de sa direction d'un conflit de compétence entre le président et le conseil d'administration - certains pays membres de la BAD ne s'étant pas intégralement acquittés de leurs souscription en capital.

- Une administration lente, la Banque éprouve des difficultés-sa solvabilité demeure fragile.

Stratégies, moyens et ententes pour un partenariat dans les projets de développement dans le secteur relié à l'eau entre E.R.N. - gestion de l'eau du C.R.D.I. et la B.A.D. (Banque Africaine de Développement)

La politique opérationnelle de la B.A.D. découle de ses buts et de ses fonctions à savoir: fournir des fonds sous forme de prêts et d'assistance technique pour les projets et programmes contribuant au développement économique et au progrès social de pays membres africains, individuellement et collectivement.

Pour atteindre ses buts, la Banque attache une importance toute particulière à la faisabilité technique, financière et économique dans le choix des projets. Les opérations de la B.A.D. ne prévoient aucun quota spécifique de prêts pour un ou plusieurs pays.

Les projets d'infrastructure sociale, tels que construction de logements, d'école et d'hôpitaux, ont occupé une place relativement modeste dans les opérations de la B.A.D. Cependant, le Fond Africain de Développement (F.A.D.) et le Fonds Spécial du Nigéria (F.S.N.) sont les Fonds Spéciaux du groupe qui accordent des prêts à des conditions de faveur à ces projets sociaux.

Les projets de tous les secteurs, privés et publics, peuvent bénéficier de prêts pourvu qu'ils satisfassent aux critères de viabilité. Tous les prêts de la B.A.D. sont garantis par le gouvernement du pays emprunteur, soit individuellement dans le cas de projets nationaux, soit collectivement s'il s'agit de projets multinationaux. Les prêts peuvent être uniques par projets, ou globaux lorsqu'ils sont consentis à des institutions nationales telles que des Banques de développement qui les rétrocèdent à des projets de petite ou moyenne dimension, dont la taille ne justifie pas l'intervention directe de la B.A.D. Dans certains cas exceptionnels, la Banque peut participer au capital d'une entreprise, la préférence étant accordée aux projets dans lesquels les intérêts locaux sont majoritaires.

Les prêts de la B.A.D. servent au financement de composantes nécessaires à l'exécution de projets de développement viables; en principe, ils ne doivent pas dépasser 50% du coût total du projet.

Les propositions de projets parviennent à la Banque de diverses façons. Ainsi, il peut s'agir de demandes directement adressées par les emprunteurs éventuels, de projets identifiés par les missions de la B.A.D. ou par l'intermédiaire d'autres institutions s'intéressant au développement de l'Afrique.

La première condition requise par la Banque est la présentation par le demandeur d'une esquisse de projet comportant des indications sur le statut légal de l'emprunteur, la nature et les buts du projet, sa place dans les plans de priorité du pays (faisabilité technique, économique et financière du projet).

Dans le cas où la Banque estime que le projet répond à ses critères et est conforme à ses buts et objectifs, l'emprunteur est habituellement invité à se rendre au siège pour discuter de la proposition de prêt qui est assortie de conditions - types.

Ces négociations ont pour but de parvenir à un accord sur la définition du projet, son plan de financement, son exécution et le montant ainsi que les modalités du prêt.

Le suivi des opérations du projet est effectué soit par la présentation régulière de rapports, soit par l'envoi périodique de missions de supervision, le contrôle a pour but de trouver des solutions à tout problème technique ou financier imprévu qui pourrait surgir au cours de l'exécution du projet.

On peut remarquer dans le Rapport Annuel que la B.A.D. met l'accent sur les secteurs de l'agriculture et de l'infrastructure. La B.A.D. a participé à la réalisation de programmes intégrés de développement rural couvrant la production animale et céréalière, la construction de route, la fourniture d'eau et d'énergie etc. dans les zones urbaines les prêts de la banque ont porté sur la fourniture d'eau, l'assainissement, l'énergie etc.

Au début des années 90 la B.A.D. s'est trouvée confronter à des perspectives sombres pour les économies de la plupart de ses pays membres. Selon les évaluations des Nations-unies au moins 30 pays des 43 pays classés comme étant les plus pauvres du monde sont situés sur le continent africain. En outre, des études comparatives sur les pays en développement dans le monde indiquent que les P.I.B. les plus bas et les taux de croissance démographique les plus élevées sont enregistrés en Afrique.

Pour certains pays membres de la B.A.D., ces difficultés ont été aggravées par des conditions climatiques défavorables telle la sécheresse sévissant par intermittence dans la région sahélienne, en Afrique de l'est et du nord. (désertification, insuffisance de la recherche, l'exode rural etc...)

La plupart des pays membres de la B.A.D. ont donc dû utiliser leurs faibles ressources pour assurer l'alimentation de leurs populations, fournir un minimum de services sociaux essentiels.

La situation des pays africains s'est détériorée ces 2 dernières années du au fait de l'augmentation des prix des aliments de base, de la dévaluation du franc C.F.A., de l'ajustement structurel guerres-civiles (Somalie, Rwanda, etc... la liste est longue, les conséquences de cette crise, marquée par des déficits de la balance des paiements, ont été si graves dans de nombreux cas que les ressources extérieures disponibles ne pourront être utilisées que pour l'importation de biens essentiels tel que les denrées alimentaires et les services sociaux. L'Afrique vit aujourd'hui l'une des périodes les plus difficiles de son histoire.

Pour résoudre les problèmes que pose une telle situation, les pays africains ont eu recours à diverses mesures. Certains ont dû emprunter des Fonds importants aux taux en vigueur sur les marchés de capitaux internationaux. Il semble que ces emprunts ont été essentiellement utilisés pour les besoins de la consommation.

D'autres pays ont dû imposer de fortes restrictions monétaires et fiscales, allant même jusqu'à réduire le volume des importations essentielles au développement et à la consommation. Dans ces conditions, la plupart des pays membres africains de la B.A.D. se sont trouvés dans l'impossibilité de réaliser des plans de développement avec leurs seules ressources.

L'aide internationale prend donc une importance toute particulière pour les pays africains bien que, dans ce domaine, ils restent assez mal placés.

En effet les capitaux privés sont généralement attirés par les conjonctures économiques plus favorables des pays à revenus moyens, l'aide publique restant la seule source extérieure de financement du développement.

La mobilisation de Fonds à des conditions privilégiés grâce à des canaux multilatéraux¹ pourrait peut-être partiellement atténuer cette crise que travers l'Afrique.

Le développement africain en tête des préoccupations des décideurs nationaux et internationaux, mais aussi de réaliser, de créer le progrès, d'ouvrir l'Afrique sur les marchés du monde. En face de la marginalisation accrue du continent, conséquence des globalisations des marchés et de la course effrénée à la compétitivité internationale et à la productivité, l'Afrique ne gagne pas de terrain.

On peut constater aujourd'hui que les États Africains ont beaucoup de peine à subvenir aux besoins de la B.A.D. voire à lui trouver un président africain². La Banque Mondiale finance, bon an mal an une soixante projets en Afrique à l'hauteur de 3 à 4 milliards de dollars US soit deux fois plus que la B.A.D.

Cependant, l'économie africaine est plus différenciée qu'on ne le pense. Trois pays en particulier: le Maroc, l'Algérie et surtout l'Afrique du Sud sont semi-industrialisés et ont des capacités industrielles installées et non utilisées du fait de la concurrence du Nord qui bénéficient d'économies d'échelle. Ils pourraient jouer le rôle de pôles continentaux de développement et de courroies de transmissions interrégionales de croissance qui permettraient de contribuer à <<L'arrimage de l'Afrique au monde développé>>.

1 Voir - tableaux - ci-après portant sur le cofinancement du groupe de la B.A.D. pour les années 1991-1992-

2 Voir - en annexes - "Document sur la BAD" en Jeune-Afrique; du 22 au 28 juin 1995

- La B.A.D. utilise largement la technique de cofinancement pour la mobilisation des capitaux. Le ratio est actuellement de pour 1 dollar investi par le groupe, d'autres sources de financement en procurant 3. (Voir - tableaux suivants: opérations de cofinancement du groupe B.A.D. en 1991 et 1992)
 - Les éléments les plus importants pouvant déterminer l'octroi d'une aide de la part de la B.A.D. sont les suivants:
 - la rentabilité économique du projet.
 - la B.A.D. finance des projets à hauteur de 30 et 50%.
 - la B.A.D. fonctionne selon le modèle de la Banque Mondiale en termes de critères, conditions des financements, etc..
- E.R.N. - gestion de l'eau du C.R.D.I. peut obtenir directement de la B.A.D. un prêt pour les projets de développement pour l'Afrique - (Le Canada est membre de la B.A.D.)
- La fourniture des biens et services doit faire suite à un appel d'offres internationaux et une adjudication, effectués tous deux sous contrôle de la B.A.D.: cependant, si l'écart de prix est faible, préférence sera donnée à une entreprise africaine.

Soulignons que pour répondre à un appel d'offre de la B.A.D., les organismes comme E.R.N. - gestion de l'eau du C.R.D.I. et les Sociétés Canadiennes doivent savoir qu'il est impératif de consulter le résumé trimestriel des opérations de la B.A.D., ainsi que son programme annuel de prêts publié au mois de novembre de chaque année. On peut se procurer des exemplaires de ces documents en s'adressant à la direction de l'Expansion du Commerce en Afrique du Ministère des Affaires étrangères et du commerce international (613-944-6579). Une fois un projet identifié, on peut demander des renseignements supplémentaires sur les projets en s'adressant à l'ambassade ou au représentant canadien responsable du territoire en questions.

À noter, enfin que ce n'est pas la B.A.D. qui fait la sélection des offres présentées dans le cadre d'un projet, mais bien l'Agence d'exécution du pays emprunteur. Le rôle de la B.A.D. se limite principalement au contrôle et à la surveillance des activités conformément à ses règlements.

À la différence d'autres organisations internationales, la B.A.D. ne paye pas directement les fournisseurs, mais procède selon l'une des trois manières suivantes:

- remboursement à l'emprunteur des dépenses encourues et donc déjà payés par celui-ci;

- avance de fonds à l'emprunteur pour démarrage et fonds de roulement: Cette avance représente au maximum 10% du montant total du prêt;
- remboursement d'une banque commerciale sur une présentation d'une lettre de crédit.

On peut remarquer que cette formule n'est pas très intéressante pour E.R.N. - gestion de l'eau, et comporte des complications administratives.

En prenant en considération certaines difficultés que traverse cette Banque de développement africaine depuis déjà des années (conflits internes, bureaucratie latente, pertes de temps etc... en vue des besoins et des potentialités de l'Afrique dans tous les domaines, il y a lieu de signaler que malgré l'ampleur de ces problèmes politiques et économiques auxquels est confronté le continent africain, la B.A.D. seule institution financière de développement du continent africain, doit assumer ses responsabilités vis-à-vis des pays membres, à savoir la réalisation des objectifs qu'elle s'est fixée et des priorités définies par les gouvernements africains.

Enfin, lors des négociations, E.R.N. - gestion de l'eau du C.R.D.I. doit se référer à ses réalisations déjà effectuées dans ce continent dans le secteur de la recherche de l'eau et sanitaire; et focaliser sur les capacités d'apporter une expertise au niveau de la:

- 1) gestion des services d'eau et d'assainissement (gérance);
- 2) approvisionnements d'eau dans les zones urbaines et rurales dans tout le continent africain;
- 3) et support dans le domaine de la recherche et formation dans des centres spécialisés. Notons que les besoins sont divers et très grands.

D'autres axes peuvent être développés sur les questions qui relient:

- les aspects environnementaux, culturels et socio-economiques
- des études qui démontrent le lien entre la terre, l'eau et le recyclage.
- l'impact du recyclage et la mauvaise gestion de l'environnement urbain et les ressources de base.

Enfin, il faut signaler que les études et recherches portant sur l'Afrique mettent souvent l'accent sur l'utilité et la nécessité de la chose, mais pas sur les contraintes: possibilités des risques, voir maladies, contaminations, ect...

Il nous semble qu'une stratégie de recherche gagnante dans le cas Africain, est celle qui inclue l'information, l'éducation de tous les acteurs et particulièrement la communauté de base (communication.)

Tableau 27
Opérations de cofinancement du Groupe de la Banque en 1992
(en millions de dollars)

Cofinancier	Prêts BAD/FAD/FSN ^a		Prêts BAD ^b		Prêts FAD ^c		Prêts FSN ^d		Total 1992	
	Montant	Nbre d'opérations	Montant	Nbre d'opérations	Montant	Nbre d'opérations	Montant	Nbre d'opérations	Montant	Nbre d'opérations
AID	-	-	48,50	1	807,53	7	-	-	856,02	9
Allemagne	53,90	1	6,10	1	48,05	4	-	-	108,05	6
BAD	147,04	4	539,36	13	-	-	-	-	686,40	19
BADEA	-	-	-	-	4,53	1	-	-	4,53	1
BCEAO	-	-	797,50	1	-	-	-	-	797,50	1
BDEAC	-	-	9,05	1	-	-	-	-	9,05	1
BEI	20,87	1	19,94	1	9,78	1	-	-	50,59	3
BIN/FDN	6,88	1	-	-	-	-	-	-	6,88	1
BIRD	144,24	1	323,12	2	-	-	-	-	467,36	3
BlsD	-	-	57,98	3	-	-	-	-	57,98	3
BOAD	-	-	-	-	6,74	1	-	-	6,74	1
Canada	-	-	18,84	2	10,88	2	-	-	29,72	4
DANIDA	-	-	-	-	4,51	1	-	-	4,51	1
Etats-Unis d'Amérique	-	-	2,71	2	77,59	3	-	-	80,30	5
FAD	92,76	5	-	-	350,50	16	-	-	443,26	21
FED/CEE	60,86	2	6,72	1	183,41	5	-	-	250,99	8
FMI	-	-	-	-	7,36	1	-	-	7,36	1
Fonds de l'OPEP	2,06	1	7,33	1	4,09	1	-	-	13,48	3
Fonds koweïtien	-	-	-	-	1,68	1	-	-	1,68	1
France	-	-	101,54	3	59,68	4	-	-	161,22	7
FSN	5,50	1	-	-	-	-	6,88	1	12,38	2
IC/FMN	-	-	-	-	5,10	2	-	-	5,10	2
Italie	-	-	47,08	2	-	-	-	-	47,08	2
Japon	-	-	17,74	2	5,57	1	-	-	23,31	3
LADB	-	-	-	-	-	-	2,90	1	2,90	1
LNDC	-	-	4,58	1	-	-	2,35	1	6,93	2
Norvège	3,31	1	-	-	4,61	2	-	-	7,92	3
PAM	-	-	-	-	3,31	1	-	-	3,31	1
Pays-Bas	-	-	-	-	11,18	2	-	-	11,18	2
PNUD	-	-	-	-	1,53	2	-	-	1,53	2
Royaume-Uni	14,42	1	-	-	37,58	3	-	-	52,00	4
SFI	-	-	0,69	1	-	-	-	-	0,69	1
STABEX	-	-	13,75	1	-	-	-	-	13,75	1
Suède	2,43	1	-	-	10,89	1	-	-	13,32	2
Suisse	-	-	-	-	12,53	3	-	-	12,53	3
UNESCO	-	-	-	-	2,15	1	-	-	2,15	1
UNICEF	0,06	1	-	-	-	-	-	-	0,06	1
Autres, non spécifiés ou ventilés	55,73	1	105,81	13	59,17	4	0,96	1	221,67	19
Total	610,06	22	2 128,33	54	1 729,95	71	13,09	4	4 481,43	151

Sources: Rapports d'évaluation de la BAD, du FAD et du FSN; et résumés des décisions des Conseils d'administration.

^a Cette colonne concerne les prêts dont le financement a été assuré par la BAD, le FAD, le FSN et d'autres sources.

^b Cette colonne concerne les prêts dont le financement a été assuré par la BAD uniquement et par d'autres sources extérieures.

^c Cette colonne concerne les prêts dont le financement a été assuré par le FAD uniquement et par d'autres sources extérieures.

^d Cette colonne concerne les prêts dont le financement a été assuré par le FSN uniquement et par d'autres sources extérieures.

Tableau 26
Opérations de cofinancement du Groupe de la Banque en 1991
 (en millions de dollars)

Cofinancier	Prêts BAD/FAD FSN ^a		Prêts BAD ^b		Prêts FAD ^c		Prêts FSN ^d		Total 1991	
	Montant	Nbre d'opérations	Montant	Nbre d'opérations	Montant	Nbre d'opérations	Montant	Nbre d'opérations	Montant	Nbre d'opérations
AID	200,07	2	54,41	1	955,48	11	-	-	1 209,96	14
Allemagne	19,51	1	1,84	1	67,63	5	-	-	88,98	7
Autriche	-	-	-	-	6,90	1	-	-	6,90	1
BAD	79,39	4	672,52	7	-	-	-	-	751,91	11
BADEA	18,94	2	-	-	-	-	-	-	18,94	2
BEI	-	-	70,09	2	-	-	-	-	70,09	2
Belgique	-	-	6,59	1	20,39	1	-	-	26,98	2
BIRD	-	-	762,75	4	0,80	1	-	-	763,55	5
BlsD	21,26	1	-	-	-	-	-	-	21,26	1
BIT	-	-	-	-	0,05	1	-	-	0,05	1
Canada	-	-	-	-	25,22	2	-	-	25,22	2
CEE	-	-	140,18	1	147,36	7	-	-	287,54	8
CNCAS	-	-	-	-	1,87	1	-	-	1,87	1
Danemark	60,34	1	-	-	-	-	-	-	60,34	1
Espagne	-	-	-	-	5,31	1	-	-	5,31	1
Etats-Unis	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d'Amérique	-	-	-	-	27,80	3	-	-	27,80	3
FAD	117,45	6	-	-	344,70	23	-	-	462,15	29
FADES	-	-	107,77	1	10,95	1	-	-	118,72	2
FAO	-	-	-	-	0,07	1	-	-	0,07	1
FDN/BIN	8,68	2	-	-	4,26	1	-	-	12,94	3
FIDA	-	-	-	-	12,73	1	-	-	12,73	1
Finlande	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1
FMI/FSA	-	-	484,23	1	17,71	3	-	-	501,94	4
Fonds de l'OPEP	-	-	-	-	6,76	2	-	-	6,76	2
Fonds du Koweït	11,11	1	-	-	-	-	-	-	11,11	1
Fonds d'Abu Dhabi	-	-	-	-	6,59	1	-	-	6,59	1
Fonds saoudien	-	-	-	-	20,61	1	-	-	20,61	1
France	-	-	4,35	1	87,96	7	-	-	92,31	8
FSN	17,17	2	-	-	-	-	-	-	17,17	2
Inde-Banque EXIM	-	-	4,51	1	-	-	-	-	4,51	1
Japon (OECE)	28,37	2	-	-	-	2	-	-	28,37	4
Norvège	22,36	1	-	-	-	-	-	-	22,36	1
ONUDI	-	-	-	-	0,07	1	-	-	0,07	1
Pays-Bas	11,21	2	-	-	-	-	-	-	11,21	2
PNUD	-	-	-	-	0,67	1	-	-	0,67	1
Royaume-Uni	19,38	1	14,10	1	15,97	1	-	-	49,45	3
Suède	13,30	2	-	-	-	-	-	-	13,30	2
Suisse	-	-	-	-	13,14	2	-	-	13,14	2
UNESCO	-	-	-	-	0,07	1	-	-	0,07	1
Autres, non spéc. ou ventilés	35,45	1	-	-	1 034,57*	-	-	-	1 070,02	-
Total	684,00	31	2 323,34	22	2 835,60	84	-	-	5 842,94	136

Sources : Rapports d'évaluation de la BAD, du FAD et du FSN; et résumés des décisions des Conseils d'administration.

^a Cette colonne concerne les prêts dont le financement a été assuré par la BAD, le FAD, le FSN et d'autres sources.

^b Cette colonne concerne les prêts dont le financement a été assuré par la BAD uniquement et par d'autres sources extérieures.

^c Cette colonne concerne les prêts dont le financement a été assuré par le FAD uniquement et par d'autres sources extérieures.

^d Cette colonne concerne les prêts dont le financement a été assuré par le FSN uniquement et par d'autres sources extérieures.

* Y compris : - le montant de 122,26 millions de dollars dont les financiers ne sont pas spécifiés pour le «Deuxième programme d'ajustement structurel» au Bénin;

- le montant de 243,08 millions de dollars dont les financiers ne sont pas spécifiés pour le «Programme d'ajustement structurel 1991-1993» au Burkina Faso;

- le montant de 225,11 millions de dollars dont les financiers ne sont pas spécifiés pour le «Programme d'ajustement structurel» de l'Ouganda;

- le montant non-ventilé de 444,12 millions de dollars conjointement financé par le Japon, la Finlande et divers autres financiers non spécifiés pour le «Projet de redressement économique» en Zambie.

- Non disponible.

La B.A.D. a approuvé en 1992, 36 prêts pour un montant global de 1,358,39 UC¹.

Le secteur des équipements collectifs (comprenant le secteur relié à l'eau) a obtenu en 1992 la plus grande part des prêts avec 351,80 millions d'u.c. représentant 25.9% du total des prêts.

Les prêts de la B.A.D. au secteur public étaient assortis d'un taux d'intérêt de 8,03 % du 1er janvier au 30 juin et de 8,09 % du 1er juillet au 31 décembre, ainsi que d'une commission d'engagement de 1% l'an sur la solde non décaissé. La période de remboursement des prêts a varié entre 12 et 20 ans avec un différé d'amortissement de 8 ans au maximum. Quelques-uns des différents projets alliés au secteur de l'eau approuvés par la B.A.D. sont récapitulés ci-après.

- Cameroun: Évacuation des eaux pluviales du quartier de New Bell à Douala
Coût total: 39,80 millions d'UC
Montant: 32,30 millions d'UC
Durée: 20 ans dont un différé d'amortissement de 6 ans.
- Le projet vise à améliorer les conditions de salubrité du quartier par:
 - i) la prévention des inondations qui affectent 55 ha sur les 360 qui constituent le site du projet;
 - ii) l'abaissement de la nappe phréatique dont le niveau actuel à fleur du sol constitue un facteur de contamination des eaux de source;
 - iii) la fourniture aux populations riveraines d'eau potable et de toilettes publiques.

Le projet permettra également d'équiper les services d'assainissement de la commune urbaine de Douala de manière à améliorer le niveau d'exploitation et d'entretien des ouvrages du projet. Enfin, le renforcement du bureau des recouvrement des taxes et portant ses finances propres. Le prêt de la B.A.D. finance 34,2 % du coût en monnaie locale du projet et le reste en devise.

- Maroc: Alimentation en eau potable
Coût total: 102,58 millions d'UC
Montant: 58.80 millions d'UC
(1er prêt) montant: 4,20 millions d'UC
(2e prêt) montant:
Durée: 20 ans dont un différé d'amortissement de 4 ans
- le projet vise à satisfaire la demande en eau potable de neuf villes qui connaissent un déficit dû à l'accroissement démographique et à la baisse de rendement des installations existantes (forages, puits, sources).

1 UC = unité de compte de la B.A.D. Le taux de conversion pour l'année 1992, 1 UC = 1,375 dollar EU.

- **Nigéria: Projet inter-États d'adduction d'eau**
Coût total: 158,43 millions d'UC
Montant: 119,10 millions d'UC
Durée: 20 ans dont un différé d'amortissement de 5 ans

- **Le projet vise à porter le volume d'eau potable de 50,000 M³/jour à 438,000 M³/jour et à assurer de l'eau en quantité suffisante pour satisfaire la demande de deux Centres urbains avec une population estimée à 4,1 million d'habitants à l'horizon 2015, et 10 Centres semi urbains ayant une population totale estimée à 2,3 million d'habitants pour la même année. Le projet prévoit aussi un réseau de deux laboratoires nationaux et de quatre laboratoires régionaux de référence et de réorganiser et renforcer l'Office de distribution d'eau de l'État de Cross River et de la Société de distribution d'eau de l'État d'Akwabom. Le prêt de la B.A.D servira à financer 94,7% du coût en devises du projet.**

Banque Islamique de développement (BID)

Président: Dr. Ahmed Mohamed Ali,
Adresse: PO Box 5925, Jeddah 21432, Saudi Arabia
Téléphone: (926-2) 636-1400
Fax: 636-6871
Cable: BANKISLAMI
Télex: 601137 ISDB SJ - 601407 ISDB SJ

- But: Encourager le développement Économique et le progrès social de membre-État et les communautés musulmanes en accords avec les principes du shariah.
- Ressources de la Banque:
- Dotations en capital par les pays membres,
- Remboursements des prêts accordés et revente de parts de participation à des nationaux ou non et avec l'accord du gouvernement local.
- La Banque, suivant les Règles de la shariah islamique, ne peut pas payer d'intérêts: Ceci l'empêche de se procurer des fonds par emprunts.
- Bénéficiaires: Les pays membres ainsi que statutairement toute communauté Musulmane.
- Cofinancement: La banque étant gênée dans son activité de prêteur par la Shariah islamique qui l'empêche de facturer des intérêts, elle souhaite que son activité de prises de participation devienne de plus en plus importante.
- Critères et conditions d'obtention:
- Possibilité de revente future de cette participation avec l'accord du gouvernement local.
- Projet Rentable - Objectif de 20% de retour sur investissement par an.
- Prêt pour projets d'infrastructure ou développement Rural.
- Prise de participation pour projet industriel, minier, agro-alimentaire.

La Banque préfère généralement intervenir en cofinancement. en particulier, elle participe souvent, à des cofinancement de projets étudiés par les Fonds arabes, le fonds de l'OPEP, la BEI (Banque Européenne d'investissement) et le FED (Fonds Européenne de développement).

Les modes de financement tiennent compte de l'objet du projet:

- prêts pour projets d'infrastructure ou développement rural, en particulier dans les pays membres les moins développés;
- prise de participation lignes de crédit pour projets industriel, minier, agro-alimentaire et les banques nationales de développement;
- don pour l'assistance technique.
- montant du prêt: aucune limite fixée statutairement.
- durée: normalement 20 à 30 ans.
- taux du prêt: aucun, car cette pratique est interdite par la shariah islamique
- commission de gestion: 2.5 % a 3 % l'an.
- sûretés exigées: garantie du gouvernement, d'une Agence gouvernementale, d'une Banque centrale ou même d'une Banque commerciale de premier ordre.
- limite de la participation: à 33% du capital.
- ces prise de participation peuvent se faire dans des entreprises du secteur public ou du secteur privé. Les prises de participation d'une Banque Nationale de développement.
- crédit bail (leasing): notons que la Banque islamique, a accru considérablement cette forme de financement ces dernières, années car elle associe une simplicité et une souplesse qui permettent de l'utiliser dans des secteurs et industries varies, et qu'elle présente moins de risques grâce à une période de remboursement plus courte que celle des participations, tout en assurant des revenus raisonnables (8% a 9% selon le cash flow prévisionnel).

La participation au bénéfice: ce mode de financement est considéré comme le plus conforme aux principes de la shariah, si le projet est rentable: objectif de 20% de retour par an.

Critères, projets et programmes par pays: Ils tiennent compte des conséquences prévisibles sur le bien-être économique et social des populations.

Conditions d'établissement d'un projet:

Les intéressés peuvent s'adresser directement à la Banque Islamique et proposer des projets qui pourront être retenus, quitte à convaincre ensuite le gouvernement concerné par le projet. La Banque Islamique fixe chaque année vers le mois de Novembre, son programme d'intervention pour l'année suivante.

Ses Règles fonctionnement qui l'empêchent de percevoir des intérêts (mais par de commissions des dividendes ou des plus-values) orientent la Banque vers une activité de prises de participation qui doivent se faire dans des projets très rentables pour assurer le renouvellement du capital. Les priorités de la Banque sont de deux ordres:

- projets très rentables lors des prises de participation;
- projets pouvant s'avérer financièrement moins rentables (exemple infrastructure en cas de prêt).

Stratégies, moyens et ententes pour un partenariat dans les projets de développement dans le secteur relié à l'eau entre E.R.N. - gestion de l'eau du C.R.D.I. et la Banque Islamique - (B.I.S.D.):

La stratégie de la Banque Islamique vise à renforcer la coopération économique entre les États membres de la B.I.D. Dans ce cadre la B.I.D met l'accent sur la réalisation des objectifs suivants en matière d'aide en faveur de ses pays membres:

- 1) le développement des ressources humaines;
- 2) promotion de la science et de la technologie;
- 3) le renforcement du secteur privé;
- 4) la lutte contre la pauvreté.

Leur mise en oeuvre réussie devrait contribuer à éliminer certains des principaux obstacles à la croissance autonome et accélérer le développement des pays membres.

Le financement sous forme de prêts comme nous l'avons déjà signalé, la Banque Islamique pratique différentes formes de prêts afin de respecter la shariah islamique. On retrouve:

- la prise de participation;
- le crédit - bail (leasing);
- vente à tempérament¹;

1 en raison de sa flexibilité opérationnelle, la vente à tempérament est l'un des modes de financement les plus importants utilisés par la Banque pour assurer aux projets des fonds à moyen terme. Grâce à ce mode de financement la Banque achète des équipements et des machines qu'elle revend au bénéficiaire à un prix plus élevé. Les paiements interviennent normalement sur une période de 10 à 12 ans. La principale différence entre ce mode de financement et le crédit-bail réside dans le fait que la propriété du bien est transférée au bénéficiaire à la livraison dans le cas de vente à tempérament.

- participation aux bénéfices;
- assistance technique;
- lignes de financement accordées aux I.N.F.D. (entreprises privées)

Sur le montant global des engagements pris par la Banque Islamique pour l'année 1993/1994, le secteur de l'eau représente 16%. En termes de modes de financement (compatibles avec la shariah) les prêts ont représenté 32,6%, les prises de participation 1,9%, le crédit-bail 39,7%, la vente à tempérament 15,4%, la participation aux bénéfices 3,2%, les lignes aux I.N.F.D. 5,1%, et l'assistance technique 2,3% du montant total approuvé pour le financement de projets et de l'assistance technique.

La B.I.D. attache une importance particulière à la coopération étroite avec les autres institutions spécialisées. En effet, compte tenu de la gravité de la situation et dans le but d'aider les pays du SAHEL à faire face aux problèmes économiques et sociaux liés à la sécheresse, aux calamités naturelles et à la famine. La sixième conférence islamique au sommet a examiné le problème des pays membres sahéliens affectés et a demandé au Secrétariat Général de l'O.C.I. de coopérer avec la Banque Islamique et d'autres organisations, de prévenir et de réduire l'impasse des calamités naturelles.

Dans ce contexte, la B.I.D. coopère et avec le Secrétariat Général de l'O.C.I. et le Comité Inter-États de lutte contre la sécheresse du SAHEL (CILSS) en vue de fournir assistance financière et matérielle aux pays touchés par une calamité, directement ou par l'intermédiaire des agences spécialisée intervenant dans la région.

Le programme OCI/BID/CILSS, ce dernier a été récemment mis au point par la Banque, il comporte des projets nationaux en cinq points: l'aide d'urgence, les ressources hydrauliques, la sécurité alimentaire, la lutte contre la désertification et la lutte contre les insectes nuisibles.

La B.I.D. coopère avec la B.A.D., les Fonds Arabes ainsi qu'avec les institutions multilatérales du groupe de la Banque Mondiale. Ces activités visent l'élargissement du cofinancement avec ces institutions dans un éventuel partenariat et cofinancement avec la Banque Islamique et la division eau - E.R.N. - C.R.D.I., on peut remarquer que deux modes de financements apparaissent comme les plus intéressants à savoir; le crédit-bail et la vente à tempérament, dû au fait de la flexibilité de l'utilisation des biens des prêts par l'emprunteur.

Il nous semble qu'un partenariat-cofinancement avec la B.I.D. pourrait s'avérer des plus intéressant pour la division eau - E.R.N. - C.R.D.I., dû au fait des capacités de chacun du couple à savoir

- (finance pour la B.I.D. et préparation et réalisation (know-how) du côté E.R.N. - gestion de l'eau du C.R.D.I., dans les projets des p.v.d.

- E.R.N. - gestion de l'eau du C.R.D.I. devrait de focaliser dans les négociations sur les services de la gestion de l'eau dans ces pays et dans les p.v.d. en général.
- L'approvisionnement d'eau et l'assainissement constituent des volets aussi importants pour cet organisme qui intervient dans des régions où ces aspects font grandement défaut, au niveau des zones urbaines et rurales (Afrique, Asie et Moyen-Orient).
- Un autre aspect pourrait être évoqué serait celui du support aux réalisations de technologies appropriées dans les projets du secteur de l'eau en utilisant des approches multidisciplinaires. (Assistance à la formation, éducation dans des centres spécialisés).
- E.R.N. gestion de l'eau du C.R.D.I. lors des négociations doit être renforcé par une large et diverse documentation sur les capacités de recherche, de gestion et de réalisations au niveau des p.v.d.
- Il nous semble pour traiter avec la Banque Islamique et les autres institutions de la région, le contact sur place serait le plus approprié en ce qui nous concerne, car, par exemple la technique du leasing est basée avant tout sur des considérations de "confiance". On peut relever (1) quelques prêts de la Banque Islamique reliés à l'eau dans différents pays pour l'année 1993/1994.

- **Algérie:**

Nom du projet: Adduction d'eau dans les régions nord-ouest du pays.
 Coût total: 62,700 millions de dollars US
 (Vente à tempérament de 13,500 millions de DI
 (18,200 millions de dollars US)

Objectif: satisfaire la demande en eau potable aussi bien en qualité qu'en quantité dans trois zones rurales au nord-ouest du pays: à Bouhanifia, Chelf et Tipaza. Le projet fera face au manque actuel d'eau et porterait l'approvisionnement moyen en eau par personne de son niveau actuel de 50l/jour à environ 170 l/jour.

- **Azerbaïdjan:**

Nom du projet: Canal principal de drainage de Mill-Mugan
 Coût total: 17,00 millions de dollars US

(prêt de 7 millions de DI), (9.800 millions de dollars US)¹

Objectif: assécher une superficie de 300,000 ha de terre en évacuant les eaux salées et grâce au Canal de Mill-Mugan. Ce travail comprendra le creusement du Canal principal long de 141 km et la construction de structures d'ouvrages hydrauliques. Le projet achevé permettra l'accroissement de la production agricole, notamment celle du coton qui est l'une des principales exportations du pays.

- **Bénin:**

Nom du projet: Hydraulique villageoise dans l'Atacora.

Coût total 4,434 million de dollars US

(Prêt à partir du compte spécial des PMMA de 2,90 millions de DI (3,77 million de dollars US).

Objectif: création de 200 forages équipés de pompes manuelles, de 20 puits et de mini-réseaux de distribution dans la province de l'Acotra au nord du pays. Une fois réalisé, le projet fournirait de l'eau potable à la population rurale et au bétail, améliorerait les conditions sanitaires, économiserait un temps considérable et des efforts déployés pour l'obtention de l'eau, contribuerait à réduire l'exode rural et créerait des possibilités d'agriculture et d'élevage.

Guinée:

Nom du projet: POints d'eau.

Coût total: 1.60 million de dollars

(Prêt à partir du compte spécial des PMMA de 0.992 million DI (1,29 million de dollars US).

Objectif: atténuer le manque aigu en assurant à la population une eau suffisamment saine dans les provinces de Faranah, Dabola et Dinguraye situées au nord-est du pays près de la zone du SAHEL. Le projet couvrira le développement de 90 forages y comprises relevés, les travaux et la supervision.

- **Jordanie:**

Nom du projet: Étude des nappes aquifères profondes de WAdi Araba.

Coût total: 1,45 million de dollars US (Assistance technique sous forme de subvention de 0,20 million de DI (0,28 million de dollars US - cofinancier F.A.D.E.S.: 0.99 million de dollars US.

1 Banque Islamique de développement; "Rapport annuel", 1993-1994
Jeddah, Arabie SA

Objectif: entreprendre un relevé hydrogéologique détaillé de Wadi Araba visant à développer ses ressources hydrauliques pour les besoins domestiques et agricoles de la région. L'eau des puits est salée et en quantité limitée. L'assistance technique fournirait des informations importantes pour le développement de ce secteur vital.

- **Tchad:**

Nom du projet: Étude d'adduction d'eau potable de Faya-Largeau.

Coût total: 0,451 million de dollars US.

(Assistance technique sous forme de subvention de 0.20 million de DI (0,27 million de dollars US) et de prêt de 0,089 million de DI (0,12 million de dollars US).

Objectif: préparer une étude de faisabilité et une étude technique détaillée d'un réseau d'adduction d'eau pour Faya-Largeau. Une fois réalisée, le projet réduira les sérieux risques touchant la santé en raison de la consommation d'eau polluée et assurera à la population une source d'eau potable sûre.

- **Maldives:**

Nom du projet: Adduction d'eau du villingli.

Coût total: 3,55 million de dollars US. (Prêt de 1.46 million de DI (2 millions de dollars US).

Objectif: assurer une source permanente d'eau potable et un système d'assainissement public pour les habitants de l'île de Villingli, dont la population passerait de 1500 m 1993 à environ 15000 en l'an 2000. Le projet mettrait en place des systèmes pour la collecte d'eau de pluie, le dessalement de l'eau de mer, la distribution d'eau potable et un système sanitaire pour l'île.

Notant, qu'on a relevé au moins 15 projets qui ont un profil relié directement à l'eau et ce juste pour l'exercice de l'année 1993/1994 avec le cofinancement de la Banque Islamique. Ce secteur de l'eau demeure une préoccupation majeure dans les régions d'intervention de la Banque Islamique.

8) Banques et Fonds Internationaux Multilatéraux avec Cofinancement dans le secteur relié à l'eau.

Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA)

Gen. Dir. Ahmed Hanti El Wardi, Sayed Abdel Rahman.

Adresse: El Mahdi Avenue 2640, Khartoum, Sudan

Téléphone: (249-11) 736-46/734-98/73709.

Fax: 706-00.

Télex: 22248 BADEA SD - 22739 BADEA SD - 23098 BADEA SD.

- But: collaboration dans le développement économique des pays Africaine non arabe, encourager la participation du capital Arabe et autres sources dans leur développement et fournir l'assistance technique nécessaire, ainsi fortifiant l'amitié et solidarité entre Arabes et Africains.

Le cofinancement avec la Banque Arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA)

- Opération de cofinancement: La plupart des interventions de la B.E.D.E.A. ont eu lieu en cofinancement avec d'autres organismes internationaux de développement (Banque Islamique, Fonds Saoudien, Fonds du Koweit, Fonds d'Abu Dhabi, etc.).
- Taux d'intérêts:
 - 2% pour pays les plus pauvres et projet en agriculture;
 - 4% et 7% dans les autres cas en fonction du projet et du pays;
 - jusqu'à 8% dans le cas d'une ligne de crédit à une Banque Nationale de développement.
- Sûretés exigés: garantie du gouvernement.
- Critères relatifs aux projets: d'abord les pays Africains les plus pauvres (revenu par tête le plus faible) - priorité à l'agriculture, travaux d'infrastructures- préférence aux projets moyens (4 à 5 millions US) et aux projets régionaux.
- Les projets retenus par la BADEA doivent avoir une importance nationale pour le pays concerné et, en général, doivent entrer dans le cadre de leur plan économique.

- Le bénéficiaire peut être le gouvernement ou un organisme local ou régional ayant la majorité dans le projet financé.
- Les projets doivent être présentés par les gouvernements ou bien proposés par la BEDEA elle-même. Pour ce faire, les bureaux de Paris et Washington de la BEDEA accueillent les propositions des industriels.

Une procédure d'accord préalable fonctionne au profit de projets dont la validité est prouvée.

La BEDEA coopère avec d'autres organismes de financement du développement, les institutions des Nations Unies, avec les organismes arabes et islamiques; avec les organisations multilatérales et bilatérales. (Banque Mondiale, organismes des pays Scandinaves)

Stratégies, moyens et ententes pour un partenariat dans les projets de développement entre la division de l'eau - E.R.N. - C.R.D.I. et B.A.D.E.A. - Banque Arabe pour le développement en Afrique.

La Banque Arabe pour le développement économique en Afrique (B.A.D.E.A.) est une institution financière fondée et dotée de ressources par les gouvernements arabes dans le but de contribuer au développement de l'Afrique non Arabe et de renforcer ainsi les liens d'amitié et de solidarité entre les communautés arabes et africaines.

Créée sous les auspices de la Ligue des États Arabes, (6e Sommet Arabe d'Alger en novembre 1973).

La B.A.D.E.A. a pour mission principale de fournir des prêts à des conditions préférentielles pour aider à la réalisation de projets spécifiques dans au moins 41 pays africains éligibles à ses interventions. Il s'agit des pays africains membres de l'organisation de l'Unité africaine et non membre de la Ligue des États Arabes.

Seuls les gouvernements africains sont habilités à demander l'aide de la B.A.D.E.A. bien que la réalisation des projets pour lesquels les requêtes de financements sont soumises puisse être assurée en partie ou en totalité par des entreprises privées. Le gouvernement du pays dans lequel le projet est mis en oeuvre doit cependant se porter garant des accords passés avec la B.A.D.E.A.

La Banque fournit également une assistance technique et agit comme catalyseur d'autres investissements arabes dans la région. elle s'efforce aussi de coordonner le flux d'aide arabe à destination de l'Afrique non arabe.

Les projets retenus par la B.A.D.E.A. ont une importance nationale pour les pays concernés entrant généralement dans le cadre de leur plan de développement économique. Ces projets peuvent aussi revêtir une portée régionale bénéficiant dans certains cas à plusieurs pays africains.

La Banque n'accorde pas d'aide au budget ni à la balance des paiements. En revanche, elle fournit une assistance technique, notamment au plan des études de faisabilité. En règle générale, l'assistance technique, le don se résout en principe en avance sur prêt.

La contribution de la B.A.D.E.A. au financement d'un projet donné ne peut excéder 40% du coût total dudit projet ni dépasser un plafond de \$ 10 million US d'intérêt assortissant les prêts de la Banque sont fixés en fonction des conditions économiques des pays récipiendaires et de la nature des projets. En pratique, ces taux qui n'ont jamais dépassé 8% à ce jour, se sont inscrit à hauteur de 4,8% en moyenne.

Les échéances et différés de remboursement ont été en moyenne, de 17,9 et 4,3 ans respectivement. Les décaissements des fonds de prêts s'effectuent selon les procédures internationales en vigueur en matière à l'adjudication des marchés. Les pays africains les moins avancés ont tout particulièrement bénéficié de cette aide en recevant 46% de l'ensemble des fonds alloués. Mais en plus de cet effort particulier envers les pays défavorisés (notamment les pays du Sahel) la B.A.D.E.A. s'est efforcée de concentrer son aide sur les régions et les projets susceptibles du plus grand impact économique. Elle a également veillé à assortir ses prêts de la répartition géographique la plus équitable possible. La plus grande partie de l'aide (48,1%) a concerné des projets d'infrastructure; construction de routes, aménagements portuaires, mise en place de réseaux d'égouts, d'approvisionnement d'eau, de canalisation etc. L'agriculture et le développement rural qui ont bénéficié de (21.6%) des engagements figurent en bonne place dans les priorités sectorielles de la Banque, l'industrie 18%, l'énergie 12.3%.

Au cours des dernières années, la B.A.D.E.A. a également aidé plusieurs pays et organisations dans leur lutte contre la sécheresse et les autres calamités naturelles.

Les cofinancements de la B.A.D.E.A. avec les institutions de développement nationales et régionales arabes et à dominante arabe (Fonds O.P.E.P. et Banque Islamique de développement) ont porté en 1993 à plus de 80 projets répartis dans 38 pays africains dépassant le montant de 2 milliard de dollars US.

La B.A.D.E.A. dont le budget opérationnel annuel est d'environ 80 millions de dollars US est ainsi à l'origine d'environ 10% de l'aide annuelle arabe total au continent.

Le financement, parallèle ou conjoint, mettant en présence plusieurs co-prêteurs prend une importance croissante sur la scène de la coopération pour le développement.

Selon les estimations établies pour les divers secteurs d'intervention, le secteur de l'eau et l'assainissement (sans la construction de barrages) se situe pour le cas de la B.A.D.E.A. environ 6% des montants globaux accordés en prêts pour les projets dans le continent. Notant dans le cas de la B.A.D.E.A., on n'a pas pu localiser de

rapport annuel pour répertorier ces projets, cependant, il semble que beaucoup de projets d'hydraulique villageoises ont été réalisés dans plusieurs pays africains.

- La B.A.D.E.A. est une institution qui apporte son aide dans de divers secteurs, c'est une banque moyenne, elle semble qu'elle fonctionne bien et avec moins de frasques que la B.A.D.
- Les conditions des prêts de la Banque sont fixées en fonction de la situation économique des pays récipiendaires et de la nature des projets.
- Ces conditions confèrent par leur libéralité un degré élevé de subvention à l'aide fournie. En outre l'assistance de la banque vise, à l'exclusion de toute considération politique, idéologique ou religieuse, à promouvoir, en concertation avec les pays bénéficiaires des projets biens conçus et aptes à assurer un rendement économique et social élevé et compatible avec l'utilisation des ressources.
- Cette banque est moins lourde du point de vue administratif. Les conditions de prêts sont plus souples par rapport à la B.A.D. et les taux d'intérêts plus avantageux. E.R.N. - gestion de l'eau du C.R.D.I. peut établir un partenariat-cofinancement efficace et opérationnel dans les secteurs reliés à l'eau avec la B.A.D.E.A. Malgré ses modestes ressources, la B.A.D.E.A. s'est focalisée sur le développement des pays les plus désavantagés de la planète, c'est à dire les P.M.A. dont la majorité se trouve en Afrique.
- La base de négociations avec cette banque nous semble ne pas être différente de celle que l'on peut avoir avec la B.A.D., car les objectifs visés ne doivent pas être différents: aider l'Afrique. Les problèmes soulevés concernant le secteur relié à l'eau sont les mêmes. Cependant, dans ce cas, les pays visés seront surtout les pays du Sahel - où les besoins sont de plus en plus grands, vue la sécheresse qui sévit - la dégradation de l'agriculture, de l'élevage et de l'environnement dans cette région du continent.
- E.R.N. - gestion de l'eau peut utiliser les éléments déjà soulevés dans les cas de la B.I.R.D. et de la B.A.D., pour négocier un prêt entre la B.A.D.E.A. et E.R.N. - gestion de l'eau du C.R.D.I.
- Il nous semble que l'effort que doit faire E.R.N. - gestion de l'eau pour concrétiser des prêts cofinancés pour la réalisation de projets dans le secteur de l'eau: c'est de convaincre les dirigeants des gouvernements en place pour qu'ils accordent une plus grande importance dans le secteur relié à l'eau, et par là augmenter le nombre de projets présentés aux banques de développement intéressées et aux divers fonds.

Banque de développement des Caraïbes (BDC)

Secrétariat: PO Box 408, Wildey, St. Michael, Barbados.

Téléphone: (1-809) 431-1600.

Fax: 426-7269

Cable: CARIBANK

Télex: 4B2287.

- But: Contribuer à la croissance et au développement harmonieux des pays membres dans les caraïbes: faire la promotion du coopération économique et intégration entre membres, avec un regard spécial et urgent sur les pays les moins développés dans la région.

Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)

Adresse: 68, Avenue de la libération., B.P. 1172
Téléphone: (228) 215-906 / 214-244 / 210-113
Télex: 5289 BOAD TG / 5336 BOAD TG
Fax: (228) 215-267

- But: La banque Ouest-Africaine de développement est l'Institution commune de financement, du développement des États de l'union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) créée par un accord signé le 14 novembre 1973 par les six États membres (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Niger, Sénégal, Togo) auxquels s'est joint le Mali depuis le 1er, juin 1984.

La BOAD est un établissement public à caractère international qui a pour objet, aux termes de l'article 2 de ses statuts <<de promouvoir le développement équilibré des États membres et de réaliser l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest>> en finançant les projets prioritaires de développement.

Ses domaine d'intervention sont:

- Industries et agro-industries.
- Infrastructures de base et infrastructures modernes,
- Télécommunications.
- Énergie

Le fonds du Koweït pour le développement économique Arabe (FKDEA)

Kuwait City, Kuwait - P.O. Box 2921

Télex: 2025 ALSUND UK

Objectifs: Favoriser le développement économique et social des pays Arabes et depuis 1974, de l'ensemble des autres pays en voie de développement.

Le FKDEA est également chargé, en tant qu'institution nationale du koweït, de la gestion de l'aide bilatérale accordée par le gouvernement du Koweït.

- Financement offerts:

- Prêts spéciaux: activité essentielle du FKDEA qui n'accorde que des prêts à taux avantageux. Si nécessaire des prêts complémentaires aux mêmes conditions avantageuses que le prêt principal.

- Participations: Elles sont possibles dans des sociétés appartenant à un ou plusieurs pays en développement; ou dans des institutions financières susceptibles d'aider au développement des p.v.d.

- Dons: Forme d'aide plus rare et réservée aux missions d'assistance technique: étude de préinvestissement, envoi et soutien d'une mission permanente, formation de cadres locaux. Ces aides sont remboursées par intégration dans le montant du prêt dans le cas où celui-ci suit l'étude de préinvestissement.

- Conditions de financements: les prêts sont accordés aux conditions suivantes:

- Montant des prêts: Maximum 50% du coût du projet. Moyenne: 5 millions de KWD -équivalent de 15 millions de dollars Américains.

- Durée du prêt -15 à 25 ans, à un taux d'intérêt de 0 à 3,5%.

-Sûretés: Garantie du gouvernement dont dépend l'emprunteur.

- Critères relatifs aux projets: L'aide doit se rapporter à un projet spécifique et non à un programme. Le FKDEA donne également la priorité aux projets qui permettent de diminuer les importations des pays en développement: ceci explique en grande partie la volonté affirmée par le Fonds d'aider de plus en plus au développement de l'agriculture.

Notons que FKDEA oriente de plus en plus son aide vers les pays les plus pauvres d'Afrique: Rwanda, Mali, Ouganda, Guinée, Comores ...

Les bénéficiaires sont en principe, les gouvernements des pays en développement les plus défavorisée qu'ils soient Arabes ou non.

- Identification et présentation des projets: Nécessité pour un projet d'être présenté par le gouvernement d'un pays en développement ou d'avoir été retenu par la Banque Mondiale.

Le FKDEA considère les gouvernements comme ses seuls interlocuteurs et refuse de traiter avec les industriels non mandatés par ceux-ci.

- Étude des demandes et évaluation du projet: une fois la demande recue par un gouvernement, le FKDEA procède de la manière suivante:

- envoi d'une mission d'expert sur place.

- remise du rapport de la mission au conseil d'administration de FKDEA.

- délai MINIMUM entre dépôt d'une demande et signature: 10 mois.

- Le FKDEA finance les projets, seul ou en association (cofinancement) avec d'autres institutions arabes ou non.

- Surveillance de l'exécution du projet: Le FKDEA se réserve la possibilité d'effectuer ou faire effectuer tous les contrôles qu'il juge nécessaire concernant l'utilisation de ses Fonds. Le gouvernement demandeur doit présenter un plan trisannuel faisant ressortir l'impact du projet proposé.

Le Fonds du Koweït a été établi en 1961, la même année où le Koweït a obtenu son indépendance. Depuis le début des opérations du Fonds jusqu'en 1974, la concentration d'activité d'aide était exclusif aux pays arabes. Le débat du budget annuel sur la politique étrangère et autre considération politique semblent moins importantes dans les structures organisationnelles du fonds Koweïtien. La raison est la relative position d'autonomie du Fonds parmi les institutions gouvernementales et la disponibilité des ressources que le capital du Fonds garantie lui procure.

Le Fonds accomplit une fonction très importante de conseiller auprès du gouvernement Koweïtien dans plusieurs aspects des services reliés au développement. Dans certains cas le Fonds a négocié des accords d'échanges réciproque entre le Koweït et d'autres pays arabes. Actuellement, le Fonds Koweïtien intervient dans les projets de développement à travers le monde. (Amérique latine, Asie, Afrique). Voir tableaux¹ suivants (répartition par pays et par secteur).

1 Rapport annuel 1993/1994 - Kuwait Fund for Arab Economic Development

Stratégies, moyens et ententes pour un partenariat dans les projets de développement entre la division de l'eau - E.R.N. C.R.D.I. et le Fonds Koweitien pour le développement économique arabe.

Le Fonds a commencé ses projets et des opérations de prêts avec des conseils d'experts de la Banque Mondiale. Le fonds est encore influencé par les politiques que la Banque Mondiale avait suivie dans les années tard de 1950 et tôt des années 60. Comme matière de politique, le Fonds s'abstient des engagements dans le développement: éducation, santé.

La récente présentation de la charte du Fonds stipule quelques principes à prendre en considération dans les applications pour les prêts et accords du Fonds Koweitien:

- 1) le degré d'importance du projet pour lequel le prêt est demandé et sa priorité en relation à d'autres projets.
- 2) estimation précise et complète du coût du projet.
- 3) la solvabilité de l'applicant ou garant.

- L'article 18 stipule que tout accord de prêt entre le Fonds et l'emprunteur devrait inclure comme suivant:

- 1) une clause financière spécifiant la durée et les conditions du retraitement des bénéfices des prêts, et les dates et conditions pour le remboursement du principal et le paiement des intérêts.
- 2) l'engagement de l'emprunteur de fournir une suffisante information au Fonds sur le progrès de travail sur le projet financé.
- 3) provision pour assurer que le montant retiré du prêt doit être utilisé exclusivement pour le financement des dépenses sur le projet.

- L'article 21 de la charte stipule que tout accord de prêt entre le Fonds et l'emprunteur doit se faire dans la langue Arabe (quoique un plus grand nombre des emprunteurs sont des non-arabes).

On peut remarquer que les conditions de prêts du fonds Koweitien s'inspirent largement des conditions qui prévalent à la Banque Mondiale, cela est de même pour la majorité des Fonds arabes et institutions islamiques. Cependant la spécificité dans ces cas, est que les taux d'intérêts sur les prêts sont beaucoup plus avantageux et relativement faibles par rapport aux taux pratiqués par la Banque Mondiale et les Banques régionales de développement.

Le Fonds Koweitien intervient dans le secteur de l'eau à hauteur de 8% des montants globaux des prêts accordés.

-E.R.N. - gestion de l'eau du C.R.D.i. pour établir un partenariat-cofinancement, il y a lieu de collaborer avec le Fonds Koweitien au niveau de l'identification de projet et sur l'estimation des projets de développement.

Il faut noter que le Fonds du Koweit possède en son sein un département de recherche (développe des projets avec des aspects significatifs reliés aux politiques de base du Fonds).

Certains créneaux de recherches et projets peuvent être développer avec le Fonds Koweitien dans le secteur de l'eau. vu la zone d'intervention du Fonds, qui a d'abord une vocation régionale, nous nous limiterons donc à élaborer certains thèmes reliés à la problématique régionale du secteur de l'eau;

- études locales et régionales sur la consommation de l'eau et sa répartition.
- études globales en sciences physiques reliées à l'eau et études ponctuelles en sciences sociales, qui permettent d'apprécier son évolution et ses implications.
- études et prévisions des sécheresses, afin de gérer une ressource (eau) extrêmement irrégulière annuellement et saisonnièrement.
- recherches et enquêtes sur terrain, pour mieux appréhender la relation des populations avec l'eau et de conceptualiser la notion de quantité, aux plans pratique et économique.
- recherches et gestion du problème de la déperdition et de la baisse de qualité car ces phénomènes sont au moins aussi important et autrement négatif que l'augmentation de la demande de l'eau.
- recherches et gestion contre la salinisation des sols et contre la pollution de l'eau.

Pour réaliser des recherches et projets avec le Fonds Koweitien, il y a lieu de procéder sur deux points essentiels dans notre démarche lors de négociations:

- a) il serait judicieux avant tout de faire connaître aux responsables du Fonds Koweitien la division de gestion de l'eau - E.R.N. - C.R.D.I. à cet effet, les mêmes arguments peuvent être évoqués lesquels sont déjà développés dans la stratégie de négociation avec la Banque Mondiale.
- b) de mettre l'emphasis sur l'utilité et la nécessité des recherches et des projets de développement dans le secteur relié à l'eau; la gestion de l'eau est impérative pour les pays du Moyen-Orient en particulier et pour les p.v.d. en général.(de plus en plus de pays sont confronté a cette réalité). Afin de parer à des calamités que peut causer ce problème, ces pays doivent mettre en oeuvre d'urgence des mesures qui leur permettent de faire face.

Signalons que la coopération financière du Fonds Koweïtien avec la division E.R.N. - gestion de l'eau du C.R.D.I. et ses capacités, peuvent aider ces pays pour élaborer certains projets et mesures dans la gestion de l'eau et l'assainissement. Cependant la collaboration de ces pays doit être obtenue au préalable.

On peut relever quelques projets auxquels le F.K.D.E.A. a accordé des prêts dans le secteur relié à l'eau pour l'exercice de l'année 1994:

Kingdom of Morocco: Al Haouz Al Awsat and Lower Tsawt Al Sofli Irrigation Project.

Borrower: Kingdom of Morocco
Amount: 19,5 million KD
Interest: 3,5% p.a.
Period: 23.8 years (16/1/94 - 1/9/2017)
Grace: 3.8 years
Repayment: 40 semi-annual instalments
Grant element: 44.42%

Purpose: to increase the agricultural production in both the zones of al Haouz Al Awsat and lower Tsawat in order to meet the demand for food in the country. On the other hand, the project will contribute to increasing the standard of living of the resident in the project area which in turn will decrease migration from rural areas.

Project components: the project includes development of about 10,000 hectares of agricultural area in Al-Haouz Al Awsat and about 9,000 hectares in Tsawat Al Sofli.

Total Cost and Financial Structure: the total cost of the project is estimated at KD 19,5 million of which KD 8,16 million is in foreign currencies. The Funds loan will cover about 100% of the total project cost. The project is expected to be completed by the end of 1997 .

Republic of Zimbabwe: the drinking water in small scale commercial farms project.

Borrower: Republic of Zimbabwe
Amount: 7,5 million KD
Interest: 2.5% p.a.
Period: 25.5 years (29/3/1994 - 15/8/2019)
Grace: 5,5 years
Repayment: 40 semi-annual instalments
Grant element: 55.03 %

Purpose: The project aims at supporting the agricultural activities by providing potable water for the farmers of small scale commercial farms.

Project Components: the project comprises the construction of tube wells together with the installation of hand pumps as well as all the necessary required concrete works for the utilization of water and its protection against pollution. The project also includes purchasing of drilling equipment providing technical assistance to support the capabilities of "Water Development Deoartnebt" and consultancy services.

Total Cost and Financial Structure: The total cost of the project is estimated at KD 9,8 million, of which KD 7,4 million is in foreign currencies. The Fund's loan is expected to cover about 76% of the project total cost and 100% of its foreign exchange component. The government will finance the remaining cost. The project is expected to be completed by the end of 1999.

INFO

Kuwait Fund
for Arab Economic
Development, KW



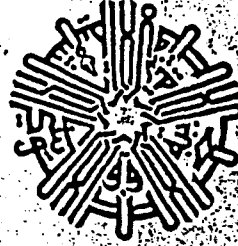
موجز لنشاط

الصندوق الكويتي للتنمية الاقتصادية العربية

HIGHLIGHTS ON THE ACTIVITIES OF
KUWAIT FUND FOR ARAB ECONOMIC DEVELOPMENT

١٩٩٤/٦/٣٠ - ١٩٦٢/١/١

1/1/1962 - 30/6/1994



بيانات أساسية عن الصندوق

Profile

Established : 31/12/1961

Purpose: To assist Arab and other developing Countries in developing their economies Particularly by providing them with loans and grants required to facilitate the implementation of their development programmes.

التأسيس: ١٩٦١/١٢/٣١

الغرض: مساعدة الدول العربية والدول النامية الأخرى في تنمية اقتصادها وبوجه خاص مدها بالقروض والمعونات اللازمة لتنفيذ برامج التنمية فيها.

(مليون د.ك.)
(K.D. Million)

Statutory Capital :	2000	رأس المال المقرر:
Paid Up Capital :	1744	رأس المال المدفوع:
Reserves:	824	الإحتياطي:
Loan Commitments :	2222	قيمة القروض:
Total Disbursements Of Loans:	1517	إجمالي المسحوبات من القروض:
Total Repayments Of Loans:	647	إجمالي المسدد من القروض:
Amount Of Technical Assistance :	33	قيمة المساعدات الفنية:
Contributions To Development Institutions (Paid Up):	211	مساهمات في المؤسسات الإنمائية (المدفوع):
Number Of Loans :	445	عدد القروض:
Number Of Beneficiary Countries (Loans):	72	عدد الدول المستفيدة من القروض:
Number Of Technical Assistance:	142	عدد المساعدات الفنية:
Number Of Beneficiary Countries And Institutions (Technical Assistance):	66	عدد الدول والمؤسسات المستفيدة من المساعدات الفنية:

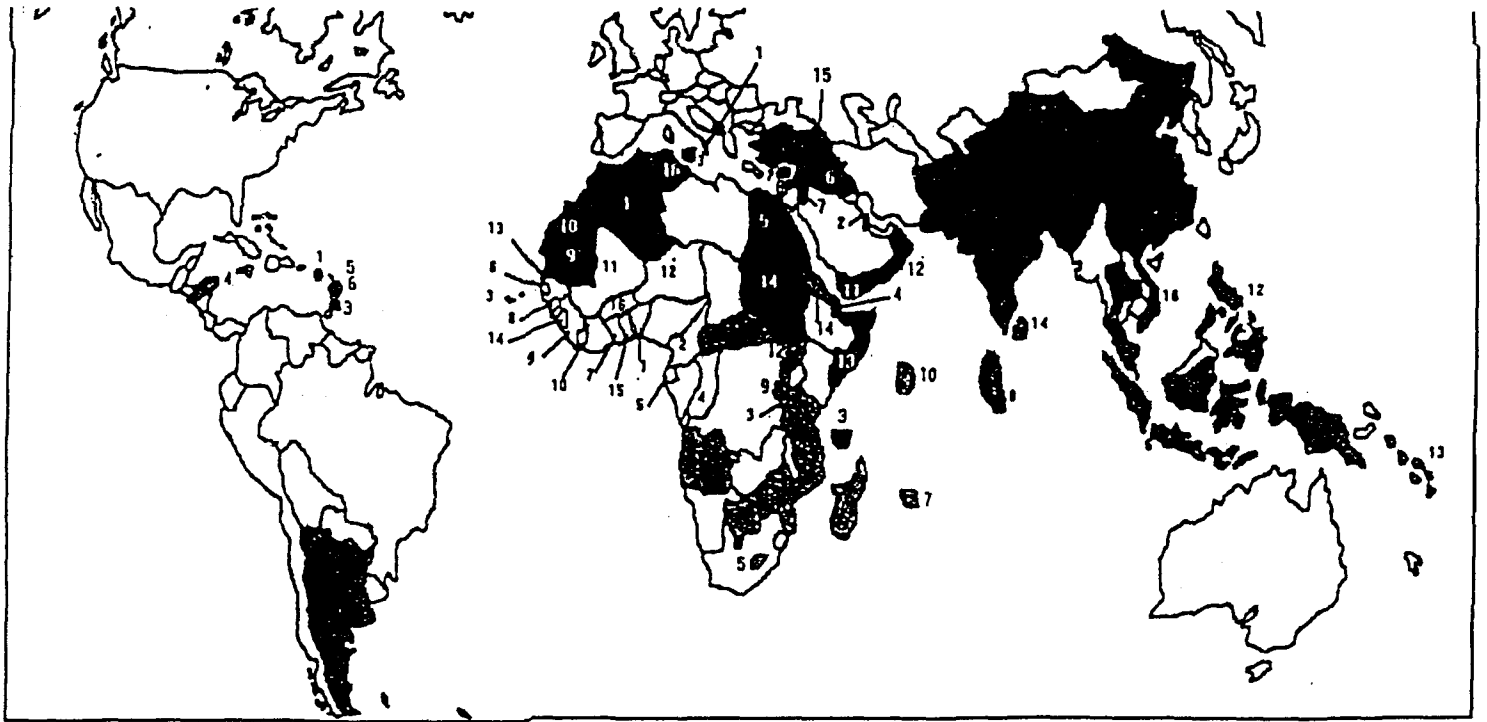
التوزيع الجغرافي والقطاعي للقروض حتى ٣٠ يونيو ١٩٩٤ (مليون د.ك.)
GEOGRAPHICAL & SECTORAL DISTRIBUTION OF LOANS AS AT 30 JUNE, 1994 (K. D. MILLION)

Sr. No.	Country	اخرى Others		المياه والمجاري Water & Sewerage		الصناعة Industry		الكهرباء Electricity		النقل والمواصلات Transport & Communication		الزراعة Agriculture		القروض Loans		البلد	الرقم
		القيمة Amount	العدد No.	القيمة Amount	العدد No.	القيمة Amount	العدد No.	القيمة Amount	العدد No.	القيمة Amount	العدد No.	القيمة Amount	العدد No.	القيمة Amount	العدد No.		
	Arab Countries															الدول العربية	
1	Algeria	-	-	-	-	-	-	-	-	9.998	2	9.000	1	18.998	3	الجزائر	١
2	Bahrain	6.160	1	-	-	1.494	2	13.306	2	9.999	2	-	-	30.959	7	البحرين	٢
3	Comores	-	-	2.000	1	-	-	-	-	6.672	4	-	-	8.672	5	جزر القمر	٣
4	Djibouti	-	-	-	-	1.740	2	4.500	1	12.100	4	-	-	18.340	7	جيبوتي	٤
5	Egypt	-	-	-	-	43.195	5	53.989	2	39.125	7	52.000	3	188.309	17	مصر	٥
6	Iraq	-	-	-	-	3.761	1	2.625	1	-	-	-	-	6.386	2	العراق	٦
7	Jordan	-	-	7.000	1	56.679	10	25.158	5	4.300	1	31.482	5	124.619	22	الأردن	٧
8	Lebanon	-	-	5.000	1	-	-	11.962	2	11.103	2	-	-	28.065	5	لبنان	٨
9	Mauritania	-	-	6.000	2	14.600	2	-	-	19.520	5	9.950	2	50.070	11	موريتانيا	٩
10	Morocco	-	-	14.000	2	14.848	4	17.498	2	15.000	1	69.699	8	133.045	17	المغرب	١٠
11	Yemen	1.798	5	5.100	2	6.850	2	16.000	2	24.748	8	35.290	12	89.786	31	اليمن	١١
12	Oman	1.511	1	-	-	12.657	2	12.500	2	35.004	7	-	-	61.672	12	عمان	١٢
13	Somalia	-	-	-	-	-	-	16.699	2	-	-	13.345	2	30.044	4	الصومال	١٣
14	Sudan	0.900	1	5.250	1	13.673	4	10.000	1	38.404	6	23.283	5	91.510	18	السودان	١٤
15	Syria	-	-	30.000	1	42.119	4	78.176	5	70.293	6	6.200	1	226.788	17	سوريا	١٥
16	Tunisia	-	-	23.195	4	20.382	4	8.356	2	41.857	10	33.420	7	127.210	27	تونس	١٦
	Total	10.369	8	97.545	15	233.998	42	270.769	29	338.123	65	283.669	46	1234.473	205	المجموع	

	East, South Asian & Pacific															شرق وجنوب آسيا والمحيط الهادي	
1	Afghanistan	-	-	-	-	8.845	1	-	-	-	-	-	-	8.845	1	أفغانستان	١
2	Bangladesh	-	-	-	-	-	-	42.165	6	-	-	6.919	2	49.084	8	بنغلاديش	٢
3	Bhutan	-	-	-	-	8.302	5	-	-	-	-	-	-	8.302	5	بوتان	٣
4	China	-	-	-	-	73.916	10	9.000	1	48.471	8	-	-	131.387	19	الصين	٤
5	India	-	-	-	-	25.915	2	55.939	5	-	-	7.000	1	88.854	8	الهند	٥
6	Indonesia	-	-	-	-	-	-	15.672	2	31.470	5	-	-	47.142	7	إندونيسيا	٦
7	Malaysia	-	-	-	-	-	-	5.462	1	-	-	10.020	3	15.482	4	ماليزيا	٧
8	Maldives Islands	-	-	-	-	-	-	-	-	5.676	4	5.700	2	11.376	6	المالديف	٨
9	Nepal	-	-	-	-	-	-	13.000	3	-	-	-	-	13.000	3	نيبال	٩
10	Pakistan	-	-	4.500	1	1.874	1	21.950	3	21.415	4	8.665	2	58.404	11	باكستان	١٠
11	Papua New Guinea	-	-	-	-	-	-	-	-	2.842	2	-	-	2.842	2	بابوا غينيا الجديدة	١١
12	Philippines	-	-	-	-	-	-	2.736	1	4.900	2	-	-	7.636	3	الفلبين	١٢
13	Solomon Islands	-	-	-	-	-	-	-	-	1.550	1	-	-	1.550	1	جزر سليمان	١٣
14	Sri Lanka	-	-	-	-	8.070	2	-	-	-	-	14.210	2	22.280	4	سريلانكا	١٤
15	Thailand	-	-	-	-	-	-	20.075	5	-	-	-	-	20.075	5	تايلاند	١٥
16	Vietnam	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	17.971	4	17.971	4	فيتنام	١٦
	Total	-	-	4.500	1	126.922	21	185.999	27	116.324	26	70.485	16	504.230	91	المجموع	

التوزيع الجغرافي والقطاعي للقروض حتى ٣٠ يونيو ١٩٩٤ (مليون د.ك.)
GEOGRAPHICAL & SECTORAL DISTRIBUTION OF LOANS AS AT 30 JUNE, 1994 (K. D. MILLION)

Sr. No.	Country	أخرى Others		المياه والمجاري Water & Sewerage		الصناعة Industry		الكهرباء Electricity		النقل والمواصلات Transport & Communication		الزراعة Agriculture		القروض Loans		البلد	الرقم
		القيمة Amount	العدد No.	القيمة Amount	العدد No.	القيمة Amount	العدد No.	القيمة Amount	العدد No.	القيمة Amount	العدد No.	القيمة Amount	العدد No.	القيمة Amount	العدد No.		
Central Asia & European																دول وسط آسيا وأوروبا	
1	Albania	-	-	-	-	-	-	-	-	2.700	1	-	-	2.700	1	ألبانيا	١
2	Cyprus	-	-	6.740	2	-	-	-	-	16.330	6	2.940	1	26.010	9	قبرص	٢
3	Malta	-	-	-	-	-	-	7.300	2	-	-	0.088	1	7.388	3	مالطا	٣
4	Turkey	-	-	38.501	4	-	-	2.588	1	15.519	3	-	-	56.608	8	تركيا	٤
Total		-	-	45.241	6	-	-	9.888	3	34.549	10	3.028	2	92.706	21	المجموع	٥
Latin America & The Caribbean																أمريكا اللاتينية والكاريبي	
1	Antigua & Barbuda	-	-	-	-	-	-	-	-	2.000	1	-	-	2.000	1	انتيفوا وباربودا	١
2	Argentina	-	-	-	-	-	-	-	-	11.000	1	-	-	11.000	1	الأرجنتين	٢
3	Grenada	-	-	-	-	-	-	-	-	2.400	1	-	-	2.400	1	غرينادا	٣
4	Honduras	-	-	-	-	-	-	-	-	5.000	1	7.350	1	12.350	2	هندوراس	٤
5	St. Vincent & Grenad	-	-	-	-	-	-	1.000	1	-	-	-	-	1.000	1	سانت فنسنت	٥
6	St. Kitts & Nevis	-	-	2.000	1	-	-	-	-	-	-	-	-	2.000	1	سانت كيتس ونيفيس	٦
Total		-	-	2.000	1	-	-	10.000	0	20.400	4	7.350	1	30.750	7	المجموع	٦
West African Countries																دول غرب أفريقيا	
1	Benin	-	-	2.500	1	-	-	2.456	1	5.130	2	-	-	10.086	4	بنين	١
2	Cameroon	-	-	-	-	-	-	6.700	2	3.596	1	-	-	10.296	3	الكاميرون	٢
3	Cape Verde	-	-	-	-	-	-	-	-	3.865	2	-	-	3.865	2	الرأس الأخضر	٣
4	Congo	-	-	-	-	-	-	-	-	10.700	3	-	-	10.700	3	الكونغو	٤
5	Equatorial Guinea	-	-	-	-	-	-	-	-	1.100	1	-	-	1.100	1	غينيا الاستوائية	٥
6	Gambia	-	-	-	-	-	-	-	-	7.124	3	-	-	7.124	3	غامبيا	٦
7	Ghana	-	-	-	-	-	-	21.470	4	-	-	-	-	21.470	4	غانا	٧
8	Guinea	-	-	-	-	-	-	-	-	14.171	3	-	-	14.171	3	غينيا	٨
9	Guinea-Bissau	-	-	-	-	-	-	-	-	9.355	5	-	-	9.355	5	غينيا-بيساو	٩
10	Liberia	-	-	-	-	-	-	-	-	2.200	1	-	-	2.200	1	ليبيريا	١٠
11	Mali	-	-	2.500	1	-	-	4.740	1	4.200	1	10.800	1	22.240	4	مالى	١١
12	Niger	1.200	1	4.850	2	-	-	1.816	1	7.000	2	3.705	1	18.571	7	النيجر	١٢
13	Senegal	1.200	1	9.050	4	6.000	1	-	-	9.400	3	21.069	5	46.719	14	السنغال	١٣
14	Sierra Leone	-	-	-	-	-	-	-	-	3.000	1	-	-	3.000	1	سيراليون	١٤
15	Togo	-	-	-	-	-	-	2.448	1	3.952	1	-	-	6.400	2	توغو	١٥
16	Burkina Faso	-	-	2.500	1	-	-	-	-	6.946	2	4.000	1	13.446	4	بوركينافاسو	١٦
Total		2.400	2	21.400	9	6.000	1	39.630	10	91.739	31	39.574	8	200.743	61	المجموع	١٧



Latin America & the
Caribbean Countries

دول أمريكا اللاتينية
والكاريبية

Central South & East
Africa Countries

دول وسط وجنوب
وشرق أفريقيا

West Africa Countries

دول غرب أفريقيا

Arab Countries

الدول العربية

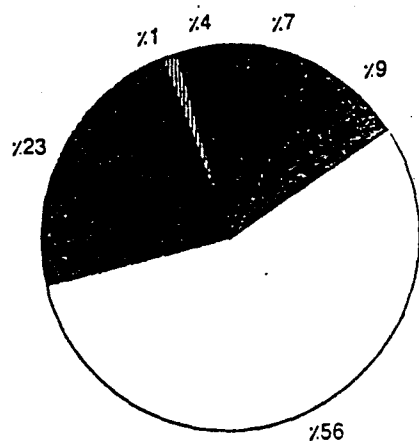
East South Asia &
Pacific Countries

دول شرق وجنوب آسيا
والمحيط الهادي

Central Asia &
European Countries

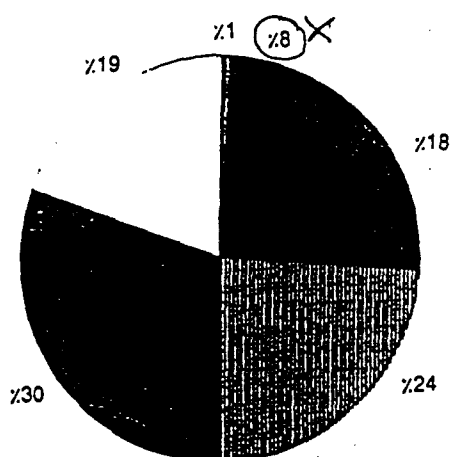
دول وسط آسيا وأوروبا

التوزيع الجغرافي للقروض حتى ٣٠ يونيو ١٩٩٤
GEOGRAPHICAL DISTRIBUTION OF LOANS AS AT 30 TH JUNE 1994



دول وسط آسيا وأوروبا	1%
Central Asia & European Countries	1%
أمريكا اللاتينية والكاريبي	4%
Latin America & the Caribbean Countries	4%
شرق وجنوب آسيا والمحيط الهادي	7%
East South Asia & Pacific Countries	7%
الدول العربية	9%
Arab Countries	9%
دول غرب أفريقيا	23%
West Africa Countries	23%
دول وسط وجنوب شرق أفريقيا	56%
Central South & East Africa Countries	56%

التوزيع القطاعي للقروض حتى ٣٠ يونيو ١٩٩٤
SECTORAL DISTRIBUTION OF LOANS AS AT 30 TH JUNE 1994



الزراعة	1%
Agriculture	1%
النقل والمواصلات	8%
Trans & Com	8%
الكهرباء	18%
Electricity	18%
الصناعة	19%
Industry	19%
المياه والمجاري	24%
Water and Sew	24%
أخرى	30%
Others	30%

التوزيع الجغرافي للمنتح والمساعدات الفنية حتى ٣٠ يونيو ١٩٩٤ (مليون د.ك.)
Geographical Distribution of Grants and Technical Assistance as At 30 th June 1994 (K.D. Million)

الدول	العدد	القيمة	Countries
الدول العربية	44	9.99	Arab Countries
غرب أفريقيا	25	4.02	West Africa
وسط وجنوب وشرق أفريقيا	16	3.39	Central, South & East Africa
أمريكا اللاتينية والكاريبي	7	0.58	Latin America & The Caribbean
شرق وجنوب آسيا والمحيط الهادي	13	1.89	East, South Asia & Pacific
وسط آسيا وأوروبا	4	0.34	Central Asia & Europe
المجموع	109	20.21	Total
المؤسسات	15	11.08	Institutions
المجموع	124	31.29	Total
المساعدات الفنية المدمجة بقروض	18	1.92	Technical Assistance Converted Into Loans
المجموع الكلي	142	33.21	Grand Total

التوزيع الجغرافي والقطاعي للقروض حتى ٣٠ يونيو ١٩٩٤ (مليون د.ك.)
GEOGRAPHICAL & SECTORAL DISTRIBUTION OF LOANS AS AT 30 JUNE, 1994 (K. D. MILLION)

الرقم	البلد	القروض		الزراعة		النقل والمواصلات		الكهرباء		الصناعة		المياه والمجاري		أخرى		Country	Sr. No.
		العدد	القيمة	العدد	القيمة	العدد	القيمة	العدد	القيمة	العدد	القيمة	العدد	القيمة	العدد	القيمة		
		No.	Amount	No.	Amount	No.	Amount	No.	Amount	No.	Amount	No.	Amount	No.	Amount		
١	دول وسط وجنوب وشرق أفريقيا	2	5.200	2	5.200	2	5.200	2	5.200	2	5.200	2	5.200	2	5.200	Central South & East African	1
٢	أنغولا	6	12.658	6	12.658	3	8.500	1	2.151	3	3.828	1	4.000	1	1.200	Angola	2
٣	بوتسوانا	8	11.689	3	2.544	4	5.317	1	3.828	4	5.317	1	4.000	1	1.200	Botswana	3
٤	بوروندي	4	5.120	3	2.000	3	3.120	1	2.000	3	3.120	1	4.000	1	1.200	Burundi	4
٥	أفريقيا الوسطى	4	6.897	3	5.797	3	5.797	1	2.100	3	5.797	1	4.000	1	1.200	Central African Rep	5
٦	ليسوتو	2	4.808	1	2.100	1	2.100	1	2.100	1	2.100	1	4.000	1	1.200	Lesotho	6
٧	مدغشقر	2	5.302	2	5.302	1	2.100	1	2.100	1	2.100	1	4.000	1	1.200	Madagascar	7
٨	موريتانوس	5	13.850	5	13.850	5	13.850	5	13.850	5	13.850	5	13.850	5	13.850	Mauritius	8
٩	موزمبيق	6	15.071	1	3.000	4	11.071	4	11.071	4	11.071	4	11.071	4	11.071	Mozambique	9
١٠	رواندا	1	1.620	1	1.620	1	1.620	1	1.620	1	1.620	1	1.620	1	1.620	Rwanda	10
١١	سيشيل	8	34.277	2	12.028	2	12.028	2	12.028	2	12.028	2	12.028	2	12.028	Seychelles	11
١٢	تنزانيا	6	13.600	1	3.000	1	3.000	1	3.000	1	3.000	1	3.000	1	3.000	Tanzania	12
١٣	لونغينا	5	24.349	2	10.800	2	10.800	2	10.800	2	10.800	2	10.800	2	10.800	Uganda	13
١٤	زيمبابوي	1	5.000	1	5.000	1	5.000	1	5.000	1	5.000	1	5.000	1	5.000	Zimbabwe	14
	إريتريا	1	5.000	1	5.000	1	5.000	1	5.000	1	5.000	1	5.000	1	5.000	Eritrea	14
	المجموع	60	159.439	12	28.169	29	79.232	8	22.158	7	23.380	2	5.100	2	2.400	Total	
	المجموع الكلي	445	2222.341	85	432.275	165	679.367	78	529.444	71	390.300	34	175.786	12	15.169	Grand Total	

مساهمات الصندوق في مؤسسات التنمية العربية والإقليمية والدولية حتى ٣٠ يونيو ١٩٩٤
FUND CONTRIBUTIONS TO DEVELOPMENT INSTITUTIONS UP TO 30 th JUNE, 1994
(مليون د.ك.)
(K.D. Million)

الرقم	المؤسسة	الملتزم به	المدفوع	Institution	Sr. No.
		Committed	Paid-Up		
١	الصندوق العربي للإنماء الاقتصادي والاجتماعي	169.700	169.700	Arab Fund For Economic And Social Development	1
٢	المصرف العربي للتنمية الاقتصادية في افريقيا	14.616	14.615	Arab Bank For Economic Development In Africa	2
٣	الصندوق الافريقي للتنمية	46.820	16.551	African Development Fund	3
٤	المؤسسة العربية لضمان الاستثمار	2.000	2.000	Inter-Arab Investment Guarantee Corporation	4
٥	البنك الافريقي للتنمية	21.186	2.544	African Development Bank	5
٦	مؤسسة التنمية الدولية	22.081	5.971	International Development Association	6
٧	الصندوق الدولي للتنمية الزراعية	4.127	-	International Fund For Agricultural Development	7
٨	برنامج الصندوق الدولي للتنمية الزراعية الخاص بالدول الافريقية جنوب الصحراء	4.422	-	IFAD Special Programme For Sub-Saharan African Countries	8
	المجموع	284.952	211.381	Total	

المنح والمساعدات الفنية المقدمة من الصندوق للمؤسسات

Kuwait Fund Grants And Technical Assistance To Institution

المؤسسة	العدد No.	القيمة - د.ك. Amount K.D.	Institution
١ - اللجنة الاقتصادية والاجتماعية لغربي آسيا	1	49,478	1-Economic & Social Commission for Western Asia
٢ - معهد دراسات التنمية	1	60,000	2-Institute for Development Studies
٣ - برنامج المنح الدراسية باسم روبرت مكنمار	1	145,750	3-Robert McNamara Fellowships Programme
٤ - برنامج التعاون الإقليمي وبين إقليمي (يونيتار)	1	29,325	4-UNITAR-Programme on Regional & Inter-Regional Cooperation
٥ - مؤتمر قمة المياه	1	28,745	5-Global Water Summit Initiative
٦ - مكتب هيئة الخليج والجنوب العربي في البحرين	1	1,023,577	6-General Organization for the South & Arabian Gulf in Bahrain
٧ - مؤسسة المعهد القانوني للتنمية الدولية	2	250,000	7-International Development Law Institute
٨ - مؤتمر هارفرد للمياه	1	27,000	8-Harvard Water Symposium
٩ - المركز الإقليمي لتكنولوجيا المعلومات	1	300,000	9-Regional Info.Techonology & Software Engineering Centre
١٠ - تغطية تكاليف المؤتمر الخاص بالتأثير البيئي	1	7,000	10-Environmental Summit re River Blindness Control Programme
١١ - المؤتمر الدولي السادس للطرق ذات الحركة المنخفضة - مينسوتا	1	10,000	11-Sixth International Conference on Law - Volume Roads
١٢ - برنامج الخليج العربي لدعم منظمات الأمم المتحدة الإنمائية	2	8,180,033	12-Arab Gulf Programme for the Support of UN Dev.Organizations
١٣ - منح المعهد العربي للتخطيط	1	970,173	13-Arab Planning Institute
المجموع	15	11,081,081	TOTAL

Le fonds de l'organisation des pays exportateur de pétrole (OPEP) pour le développement international

P.O. Box 995.93 OBERE DONAU Street 1011 Vienna, Austria.

Télex: 1.31734 FUND

Objectif: apporter une aide aux gouvernements des pays en voie de développement autres que les pays membres de l'O.P.E.P. et aux institutions internationales de développement dont les bénéficiaires sont les pays en voie de développement

Date de création: 1976

Ressources: Ses seules ressources sont les contributions de ses membres qui sont toujours faites en devises librement convertibles.

Aides offertes par le Fonds:

Le fonds accorde des aides sous forme de prêts qui peuvent être de différentes types:

- prêts pour aide à balance des paiements;
- prêts pour un projet déterminé;
- prêts programme;
- prêts à institution internationale;
- assistance technique.

Bénéficiaires des aides:

- Pays les plus pauvres du monde et non membre de l'O.P.E.P.
 - * aide à balance des paiements: normalement réservée aux 49 pays classés par l'O.N.U. comme les plus déshérités (pauvreté, guerre, crise économique, occupation étrangère...)
 - * aide à projets pour les pays pauvres.
- aides aux gouvernements ou aux organisations internationales prêtant eux-mêmes aux gouvernements;
- aides également aux banques nationales de développement sous forme de ligne de crédit.

Conditions financières des prêts:

taux d'intérêt - AUCUN - ZÉRO - sauf exception 5% - durée 25 ans

Critères d'obtention de l'aide:

Dans le cas de l'aide à projets; l'aide est accordée sur un projet déterminé dans les conditions suivantes:

- les projets liés à l'énergie et à l'alimentation sont prioritaires;
- il doit y avoir appel d'offres internationaux mais:
 - * jusqu'à 15%, préférence est laissée aux entreprises locales,
 - * jusqu'à + 10% , préférence est laissée aux entreprises originaires de pays pauvres.

Conditions d'obtention des aides:

le processus est le suivant en ce qui concerne la décision d'aide:

- 1) le pays demandeur présente un dossier au Directeur Général.
- 2) deux cas se présentent:
 - * le pays fait parti des plus déshérités; l'équipe de gestion du Fonds peut immédiatement étudier le dossier;
 - * le pays ne fait pas partie de la liste des pays déshérités: le Conseil de Direction doit d'abord donner son accord.
- 3) le Conseil de Direction charge une agence internationale de développement de faire une étude de faisabilité ou d'opportunité. (le fonds peut réaliser lui même cette étude).
- 4) le Conseil de Direction approuve l'étude.
- 5) le Président du Fonds donne son accord et signe un contrat de prêt au nom de tous les membres du Fonds avec le pays demandeur.
- 6) une agence nationale ou une organisation internationale peut être chargée de l'administration du prêt. (le Fonds peut administrer lui même les aides accordées).

- Préférence du Fonds: Aide à l'agriculture (F.I.D.A.). puis à l'industrie. En fait les demandes sont surtout orientées vers l'infrastructure: énergie (32%), puis l'industrie (27%), agriculture (25%), transport (16%).
- Activités particulières du Fonds de l'O.P.E.P.: Le Fonds Spécial de l'O.P.E.P. collabore avec un grand nombre d'organisations internationales.
 - création du F.I.D.A.: Fonds international pour le développement de l'agriculture. (I.F.D.A.) crée le 30 novembre 1977 - à Rome - lors de la Conférence pour la faim dans le monde tenue sous l'égide de l'O.N.U.
- Programme commun Fonds - P.N.U.D.: le fonds a fait un don de 26 millions de dollars US au P.N.U.D. pour la réalisation d'études de préinvestissements sur les projets visant à promouvoir la coopération entre pays en développement et à améliorer leurs capacités techniques et scientifiques dans les domaines prioritaires suivants: énergie, infrastructure, développement des ressources minérales (eau) et formation etc..

Stratégies, moyens et ententes pour un partenariat dans les projets de développement entre E.R.N. - gestion de l'eau - C.R.D.I. et le Fonds de l'O.P.E.P. pour le développement international:

Les pays de l'O.P.E.P. ont toujours considéré comme une partie intégrale des pays en développement. Ils partagent avec le groupe de 77 les mêmes conditions, problèmes et buts en regard de leur développement économique et social. Les pays membres de l'O.P.E.P., comme ils l'ont souligné à plusieurs reprises, de supporter avec tout leur poids et leur capacités, le reste du groupe des pays en voie de développement. Ce support s'est traduit par les différents points suivants:

- a) promotion de l'établissement d'un nouvel ordre économique international.
- b) priorité aux pays en développement en ce qui concerne la fourniture de pétrole, de prendre les mesures nécessaires pour assurer les besoins futures de cette source d'énergie vitale.
- c) élargir l'aide au développement à d'autres pays en développement par des conditions avantageuses.
- d) supporter l'établissement d'institutions dont les bénéficiaires sont les pays en développement comme la Banque Mondiale et F.M.I. et aussi les agences des Nations-Unies.

En fait, le surplus financier de quelques un des pays de l'O.P.E.P. résulte de l'extraction de leur ressource naturelle (pétrole épuisable à un volume qui dépasse leur besoin financier au moment de la production. La liquidité financière résultante, elle est simplement une réalisation monétaire d'actifs pré-existant. Cette différence principale dans la nature des revenus entre les pays de l'O.P.E.P. et les pays industrialisés, le P.N.B. du premier ne pas être calculée sur les mêmes bases que le dernier. (pays industrialisés)

Le Fonds de développement international de l'O.P.E.P. est une institution d'aide multilatérale, pour élargir l'assistance financière pour les p.v.d., en addition aux canaux existant, bilatéraux et multilatéraux à travers lesquels les pays de l'O.P.E.P. ont des allongements d'aides financières aux p.v.d.

Les objectifs du Fonds est de renforcer la coopération financière entre les pays de l'O.P.E.P. et les autres pays en développement.

La promotion de coopération économique entre pays en développement est un impératif majeur des politiques du Fonds.

- Le Fonds de l'O.P.E.P. a contribué avec 455 million aux ressources initiales au Fonds international de développement agricole (F.I.D.A.) pour l'établissement de cette institution.
- Le Fonds donne un traitement de préférence aux acquisitions de biens et services pour les p.v.d.
- Il a initié la création d'autres institutions pour le bénéfice des p.v.d. Comme
 - le Centre africain de fertilisation et institution de lois de développement

international et support aux organisations internationales (U.N.D.P., U.N.R.W.A., C.G.I.A.R., etc..

Cependant, on peut noter que l'aide de l'O.P.E.P. fluctue dans le temps en fonction des conjonctures économiques et de la variation du prix du pétrole mondial.

Le rapport annuel nous indique pour l'année 1994, la distribution par secteur de l'aide du Fonds dans les projets de développement est la suivante:

Énergie - 601,6 million US, transport 442,8 million, Agriculture et agro-industrie 356,3 million, Éducation 203,8 million, Banques de développement national 146,2 million, Santé 130,2 million, approvisionnements et assainissement d'eau 119,1 million, industrie 86,1 million, télécommunication 7,6 million, autres 22,4 million.

Signalons que la part du secteur de l'eau et l'assainissement représente 5,6% du total de l'aide globale pour 1994 du fonds de l'O.P.E.P., soit 119,1 million US sur 4,277 milliard de dollars US sur les engagements totaux pour l'année 1994 - (voir tableaux et chiffres du rapport annuel du Fonds de l'O.P.E.P. 1994 - ci- après.

La distribution géographique des prêts approuvés en 1994 est la suivante (voir tableaux ci-joints):

Afrique: 364 prêts, totalisant 1,493,6 million pour 44 pays

Asie: 161 prêts totalisant 1,213,3 million pour 21 pays

Amérique latine et Caraïbes: 99 prêts totalisant 361,5 million pour 21 pays

Europe: 2 prêts totalisant 11,0 million pour l'Albanie

- E.R.N. - gestion de l'eau du C.R.D.I. peut développer une coopération basée sur le partenariat-cofinancement dans le secteur de l'eau et l'assainissement dans les p.v.d.
- E.R.N. - gestion de l'eau peut établir une coopération sur au moins 2 points avec le Fonds de l'O.P.E.P.:
 - a) - cofinancements de projets dans le secteur de l'eau et l'assainissement dans les p.v.d.
 - b) - subventions de recherches dans le secteur de l'eau et l'assainissement dans les pays pauvres des p.v.d.(requête doit être formuler directement au Secrétariat du Fonds de l'O.P.E.P. - est une autre source de diversification pour E.R.N. - gestion de l'eau du C.R.D.I.
- Notons que le Fonds de l'O.P.E.P. entretien des liens très étroit avec la Banque Mondiale - Donc une négociation avec cet organisme doit être comparable à la stratégie développée dans le cadre de la B.I.R.D. - (L'approche consiste d'abord à faire connaître l'organisme et la division E.R.N. - gestion de l'eau du C.R.D.I.).

Le Fonds de l'O.P.E.P. axe sa stratégie sur les points suivants:

- vision quasi mondiale
- les pays les plus pauvres.

Ainsi, les thèmes de recherches et de projets de développement qui pourront être développés par E.R.N. - gestion de l'eau;

- * recherches, études pour la fourniture des services adaptés aux besoins des pauvres.
- * raccordements aux réseaux d'égout et assainissement pour les pauvres.
- * recherches, études, le développement et l'adoption de technologie peu coûteuses pour conserver l'eau et améliorer la qualité.
- recherches pour protéger, améliorer et restaurer la qualité de l'eau et les écosystèmes.
- recherches et mesures anti-pollution des nappes aquifères, contamination des eaux souterraines.
- recherches portant sur les problèmes de gestion de l'eau, pénuries, disparités dans la répartition de l'eau.
- fixer les stratégies à long terme, pour la gestion de la demande de l'eau, pour remédier aux défaillances du marché.(appui institutionnel etc.)

Il nous semble que nous avons essayé de cerner les éléments les plus constitutifs pour établir un partenariat-cofinancement avec le Fonds de l'O.P.E.P., cependant d'autres axes de recherches et projets dans le secteur de l'eau et l'assainissement par E.R.N. - gestion de l'eau du C.R.D.I.

On a relevé un projet dans le secteur de l'eau pour l'exercice de l'année 1994 auquel le Fonds de l'O.P.E.P. a accordé un prêt:

Népal: Water supply and sanitation

Purpose: UNICEF - Community water supply and sanitation

Amount: \$ 100,000

Approved: Septembre 5, 1994

Cofinanciers: UNICEF and governments of Nepal, Japan, Canada, Norway and Liechtenstein

Total Cost: \$ 15,02 million

Executing Agencies: Nepalese Ministry of Housing and Physical Planning; Nepal Red Cross Society; Water Aid; and UNICEF

Grant Administrator: UNICEF

The grant will help finance an ongoing community water supply and sanitation program in the Kingdom of Nepal. The program aims to provide access to safe drinking water for at least half of the rural population, and to increase public awareness of the need for good sanitation. The program promotes community management schemes, specially designed to encourage rural women to play an active role in health education, hygiene and sanitation training.

*Cumulative project loans - geographical and sectoral distribution, as at December 31, 1994**

(in millions of dollars)

Country/Region	Energy	Transportation	Agriculture & agro-industry	National development banks	Education	Industry	Water supply & sewerage	Health	Telecommunications	Other	Total
Angola		3.000	3.130		1.000						7.130
Benin	6.500	10.700	4.000	4.500	8.500		4.050				38.250
Botswana		8.200			5.760		2.000				15.960
Burkina Faso		8.900	10.930		6.000		8.050	4.200			38.080
Burundi		13.200	12.520				3.000				28.720
Cape Verde		2.500			2.000		1.500		4.500		10.500
Central African Republic		8.800			4.000						12.800
Chad		10.500	6.510		5.000		2.410				24.420
Comoros	1.000	3.000			2.250						6.250
Congo		8.000									8.000
Djibouti	3.500				2.200					1.900	7.600
Egypt				8.750							8.750
Equatorial Guinea			2.500								2.500
Ethiopia			16.000	5.000	4.000						25.000
Gambia, The		2.000									2.000
Ghana	9.700	5.000	6.000	1.500	4.400					10.700	37.300
Guinea		9.000	4.000		7.500	11.000	5.940				37.440
Guinea-Bissau		1.500									1.500
Kenya			14.850	6.000			3.000	3.200			27.050
Lesotho		6.000			1.500		3.000	3.250			13.750
Liberia	5.000	3.000				8.300					16.300
Madagascar	11.500	7.610	4.620		9.420						33.150
Malawi		1.800									1.800
Mali	6.450	7.500	19.870		14.000		5.250				53.070
Mauritania	4.500	6.000	10.800		3.500	5.000					29.800
Mauritius	2.000										2.000
Morocco	3.000		24.530	17.000			5.000				49.530
Mozambique	2.300	11.500	17.100		5.000	2.820		12.000			50.720
Niger		5.000	1.400		4.900		7.300	4.000		4.000	26.600
Rwanda	2.350	15.500	4.000								21.850
São Tomé & Príncipe	0.820		1.100		1.500		1.100				4.520
Senegal		2.000	16.000		7.000	19.000	8.400				52.400
Seychelles					1.000						1.000
Sierra Leone	6.600	12.000									18.600
Somalia			5.500								5.500
Sudan	15.700	10.950	13.620								40.270
Tanzania	32.000	11.730			1.200	5.000		10.000			59.930
Togo		9.800					4.000				13.800
Tunisia		6.000	6.000	5.000	5.900						22.900
Uganda			7.000	21.000	7.000			5.000			40.000
Zaire				5.000							5.000
Zambia		9.500	3.500	15.000	5.000						33.000
Africa	112.920	220.190	215.480	88.750	119.530	51.120	64.000	41.650	4.500	16.600	934.740

* No account is taken of terminations and balances subsequent to original commitments. Terminations and balances for project loans total \$125.350 million for all countries

Country/Region	Energy	Transportation	Agriculture & agro-industry	National development banks	Education	Industry	Water supply & sewerage	Health	Telecommunications	Other	Total
Bangladesh	94.800	34.500		10.000	14.000	10.000		18.000			181.300
India	114.000	22.500	10.000	8.000		7.000		25.500			187.000
Jordan	20.000		1.650			7.000					28.650
Lao P.D.R.	4.000	8.000	7.810								19.810
Lebanon			5.000					10.000			15.000
Maldives		5.880	3.500				3.000				12.380
Myanmar	2.000	18.500	6.500		7.300		8.280		3.140		45.720
Nepal	12.300	9.000	11.000		2.500						34.800
Pakistan	60.700	8.000	10.000	8.000	17.117	11.000		17.000			131.817
Papua New Guinea	1.700				4.000						5.700
Philippines	20.000	8.250	15.500		6.500						50.250
Solomon Islands	6.000	1.500									7.500
Sri Lanka	20.150		5.000								25.150
Syria				10.000			12.000				22.000
Thailand	58.800		7.000								65.800
Vietnam			17.000		7.000						24.000
Western Samoa	1.700										1.700
Yemen	36.500	48.550		5.000	15.400		9.000				114.450
Asia	452.650	164.680	99.960	41.000	73.817	35.000	32.280	70.500	3.140		973.027
Belize		3.200									3.200
Bolivia		3.200	7.500				7.000	8.000			25.700
Costa Rica	13.400	3.000									16.400
Dominica		2.000			0.500						2.500
Dominican Republic	1.000		1.935								2.935
Grenada		2.000			0.500						2.500
Guatemala	1.100	4.000	5.387		4.500						14.987
Guyana			8.000	3.000							11.000
Haiti		4.000	6.875	3.500			6.050				20.425
Honduras	17.200	24.750						5.000			46.950
Jamaica	3.300	3.800			3.500					5.000	15.600
Nicaragua							5.000				5.000
Paraguay			2.200	10.000			2.900				15.100
Peru		5.000	3.000								8.000
St. Christopher & Nevis					0.500					0.750	1.250
St. Lucia		2.000			0.500		1.900				4.400
St. Vincent & the Grenadines		1.000			0.500						1.500
Latin America & the Caribbean	36.000	57.950	34.897	16.500	10.500		22.850	13.000		5.750	197.447
Albania			6.000					5.000			11.000
Europe			6.000					5.000			11.000
Total	601.570	442.820	356.337	146.250	203.847	86.120	119.130	130.150	7.640	22.350	2,116.214
(percentage)	(28.4)	(20.9)	(16.8)	(6.9)	(9.6)	(4.1)	(5.6)	(6.2)	(0.4)	(1.1)	(100.0)

*Technical assistance grant program,
as at December 31, 1994*

(in thousands of dollars)

	Approved	Disbursed
CGIAR:		
1. CIAT	900.0	900.0
2. CIMMYT	1,870.0	1,861.0
3. CIP	819.0	800.0
4. ICARDA	6,992.5	6,970.5
5. ICRISAT	794.0	794.0
6. IITA	660.0	660.0
7. ILCA	405.0	405.0
8. IRRI	663.0	663.0
9. WARDA	685.0	685.0
Subtotal	13,788.5	13,738.5
OCCUPIED TERRITORIES OF PALESTINE:		
Al-Injili Al-Arabi Hospital	210.0	210.0
Al-Khalil Polytechnic	174.0	174.0
Al-Maqassed Hospital	500.0	500.0
Arab Development Society	225.0	225.0
Artificial Limbs Manufacturing Center in Bethlehem	300.0	300.0
Beit Jala Rehabilitation Center	300.0	90.0
Bir Zeit University	250.0	250.0
College of Science and Technology in Khan Yunis - Gaza Strip	250.0	250.0
Completion of the Red Crescent Maternity Hospital building	150.0	150.0
Construction of Medical Diagnostic Center in Surdah	400.0	--
Development of the Gaza Hashem Nursery School	200.0	--
Healthcare institutions	190.0	53.9
Jerusalem Water Authority	250.0	250.0
Medical and Social Services Complex in Nablus	400.0	252.8
Princess Basma Center	150.0	150.0
Red Crescent Maternity Hospital in Jerusalem	300.0	300.0
Red Crescent Society and Patient's Friends Society	410.0	370.1
Red Crescent Society, Jenin Branch	525.0	478.8
Restoration and equipping the Industrial Islamic Orphanage School	200.0	200.0
Society of Handicrafts Training Workshops for Girls	630.0	630.0
Subtotal	6,014.0	4,834.5
UNDP:		
1. Caribbean regional food plan	2,000.0	2,000.0
2. Central American energy program	1,500.0	1,500.0
3. Development of the Niger River basin	5,000.0	5,000.0
4. Development of the Red Sea and Gulf of Aden fisheries	7,641.7	7,641.7
5. Energy Account:	6,000.0	2,366.9
a) Djibouti geothermal exploration project	(1,000.0)	(999.9)
b) Geothermal exploration project in Uganda	(90.0)	(45.0)
c) Global windpump evaluation program in Cape Verde and Kenya	(50.0)	(50.0)
d) International Training Course on Renewable Energy	(75.0)	(65.8)
e) Kinyetti small hydrocarbon project in the Sudan	(800.0)	(200.0)

	Approved	Disbursed
f) Lovo mini-hydropower project in Fiji	(90.0)	(90.0)
g) Monitoring of biomass gasifier project in Africa	(210.0)	(186.0)
h) National workshops on energy auditing in Tanzania and Uganda	(90.0)	(90.0)
i) Photovoltaic Systems Executive Workshop in Latin America	(55.0)	(37.5)
j) Rangjung mini-hydropower plant, Eastern Bhutan	(200.0)	(50.0)
k) Rio Ocoa hydropower development project in the Dominican Republic	(435.0)	(79.3)
l) Solar water heating systems in Grenada	(65.0)	(65.0)
m) Study for a mini-hydropower station in Madagascar	(175.0)	(175.0)
n) Study on power loss reduction in Yemen	(234.0)	(140.0)
o) UN meeting of experts on energy prospects and international cooperation	(40.0)	(40.0)
p) Training courses on diesel-powered generators in the Pacific Islands	(80.0)	(30.0)
q) Assistance to the Kiribati Solar Energy Company	(23.5)	(23.5)
r) Financing Energy Services for Small-Scale Energy Users in the SADC	(185.0)	--
6. Industrial vocational training center in Egypt	1,500.0	1,500.0
7. International Center for Diarrhoeal Disease Research in Bangladesh	1,591.0	1,591.0
8. Labor-intensive public works program	1,300.0	1,299.0
9. Regional offshore prospecting in East Asia	2,000.0	2,000.0
10. Special program for research and training in tropical diseases	890.0	890.0
11. UNCTAD - research and training program	650.0	650.0
Subtotal	30,072.7	26,438.6
UNESCO:		
1. Rational utilization and conservation of water resources in Burkina Faso	100.0	75.8
2. Rational utilization and conservation of water resources in Mauritania	100.0	87.9
3. Training program for African educational planners, managers and administrators	335.0	335.0
Subtotal	535.0	498.7
UNFPA:		
1. Family welfare centers in Pakistan	1,500.0	1,500.0
2. Maternal and child health program in Mozambique	100.0	100.0
Subtotal	1,600.0	1,600.0
UNFSTD:		
1. Development of solar energy and biogas production in Lesotho	240.0	240.0
2. Oceanographic Institute in Yemen	261.6	217.6
3. Sago starch hydrolysis and fermentation in Papua New Guinea	61.4	61.4
4. Wood for energy - technology program in Honduras	305.0	305.0
Subtotal	868.0	824.0
UNHCR:		
1. Construction equipment and maintenance of primary schools in Eastern Sudan	200.0	200.0
2. Ndzevane rural settlement project, Swaziland	334.0	334.0
3. Special program for refugees and displaced persons in Yemen	140.0	140.0
4. Special program for Mozambican refugees in Tanzania	80.0	80.0
Subtotal	754.0	754.0

	Approved	Disbursed
UNICEF:		
Control of Acute Respiratory Infections Program in Bolivia	100.0	50.0
PROANDES Phase II - Bolivia	100.0	--
Expanded program of immunization in Nepal	150.0	--
Expanded program of immunization in Pakistan	100.0	--
Expanded program of immunization in Somalia	116.0	97.6
Expanded program of immunization in the Comoros	100.0	100.0
Expanded program of immunization in Yemen	200.0	200.0
National program of child survival in Guatemala	120.0	120.0
Oral rehydration therapy program	330.0	330.0
Program to enhance child survival, growth and development in the Maldives	100.0	100.0
Promotion of breast-feeding in Honduras	130.0	129.9
Rural water supply and sanitation program in:		
1. Benin	1,000.0	1,000.0
2. Burundi	100.0	95.1
3. Cape Verde	500.0	500.0
4. Sudan	1,500.0	1,500.0
Senegal health services project	325.0	325.0
Community Water Supply and Sanitation in Nepal	100.0	--
Subtotal	5,071.0	4,547.6
UNRWA:		
1. Augusta Victoria Hospital in Jerusalem	180.0	180.0
2. Medical equipment	250.0	250.0
3. Vocational training program	5,862.4	5,658.5
Subtotal	6,292.4	6,088.5
WHO		
Education and Training of Health Workers in Food Safety	105.0	30.0
Guinea Worm Eradication Program	300.0	150.0
Rehabilitation of district health facilities in the Sudan	168.0	84.0
Second Control Program against AIDS in Chad	150.0	--
Subtotal	723.0	264.0
OTHERS:		
ACDESS	150.0	50.0
African Fertilizer Development Center	500.0	402.9
Agency for the Safety of Aerial Navigation in Africa	1,000.0	1,000.0
Care International - Assistance to displaced people in Mozambique	100.0	100.0
CEAO	5,000.0	5,000.0
Chagas Disease Control Program - Bolivia	150.0	50.0

	Approved	Disbursed
Chegutu Secondary School for the Disabled - Zimbabwe	100.0	--
Civil Aviation Training - The Maldives	50.0	24.9
Eradication of the Tsetse Fly in Zanzibar, Tanzania	100.0	50.0
Establishment of Health Care Centers in Rural Areas of Peru	90.0	--
FAO - New World Screwworm eradication program in North Africa	200.0	200.0
FAO/IAEA - Research on soil fertility in 14 developing countries	50.0	37.0
FUNDACEA - Purchase of equipment for the Simon Bolivar University	100.0	100.0
ICIPE	670.0	570.0
ICOMP - Institutional development assistance program for Eastern and Southern Africa	50.0	25.0
Institute for Natural Resources in Africa, through United Nations University	175.0	125.0
Institute of Applied Science and Technology in Guyana	83.0	82.6
International Development Law Institute	359.0	356.8
National population census in Mauritania	200.0	200.0
IFAD - Near East and North African Management Training in Agriculture	200.0	--
OLADE	5,000.0	5,000.0
Onchocerciasis Control Program	2,700.0	2,550.0
OPALS - Daycare hospital in Brazzaville, Congo	50.0	50.0
PAHO - Eastern Caribbean Islands health project	65.0	65.0
Prevention and Control of Cholera in Central America	250.0	75.0
Refinery orientation program	50.0	48.0
Rehabilitation of public health infrastructure - Lebanon	190.0	--
South Commission	100.0	100.0
TWNSO - Strenthening the Capacity of Developing Countries in Science and Technology	100.0	--
Third World Academy of Sciences	200.0	125.0
Training of personnel of African development finance institutions	224.0	224.0
Training Program for Lebanese Civil Servants	115.0	79.9
Upgrading the training facilities of the ARCT	80.0	40.0
South Center - Working Groups on Environment and Development	50.0	25.0
Total	84,219.6	76,344.5

Le fonds Saoudien pour le développement (F.S.D).

P.O. Box 5711. Riyad, Saudi Arabia.

Télex: 20145 SUNDOQ SI

- Statut: Agence d'aide gouvernementale d'Arabie Saoudite.
- Objet: Développement économique et social de l'ensemble des pays en voie de développement (y compris pays d'Amérique Latine).
- Ressources et Fonds: Le FSD n'a pas le droit d'emprunter. Les ressources sont diverses, elle proviennent également des remboursements de prêts et du produit des placements de trésorerie effectués auprès de la SAMA (Saudi Arabia Monetary Agency).
- Le Cofinancement: Ils sont possibles avec d'autres organismes multilatéraux et bilatéraux.
- Financement Offerts: Prêts spéciaux. C'est la seule activité du Fonds, les autres aides étant du ressort du ministère des finances pour le compte duquel le Fonds Saoudien peut intervenir pour étudier et suivre les projets.
 - le FDS ne prend pas de participation
 - le FDS n'accorde pas sa garantie
 - le FDS n'accorde pas de dons pour assistance technique.
- Conditions des Financement: Les montants des prêts jusqu'à 50% du coût total du projet, pour une durée moyenne de 20 ans. Le taux d'intérêt aucun zéro; cependant les frais de gestion s'élèvent en général à 2% quelque fois 3%. Les frais de gestion dépend du projet lui même ainsi que degré de pauvreté du pays emprunteur.
- Sûretés: Prêts uniquement aux gouvernements auxquels le FDS demande une lettre officielle d'engagement.
 - le FDS n'aide que les projets publics et n'étudie que les projets présentés par un gouvernement. Le projet doit s'intégrer au plan de développement du pays.
 - le FDS accorde une priorité aux travaux d'infrastructure et aux secteurs non productifs (éducation, habitat, santé), avant l'industrie et l'agriculture.

- Identification et présentation du projet: le projet doit être présenté par le gouvernement du pays emprunteur; le projet doit constituer une priorité pour le développement économique du pays emprunteur.

Le FDS vérifie le montage financier, économique, technique du projet.

Dès l'entrée en vigueur du prêt, le montant est crédité sur un compte ouvert au nom de l'emprunteur.

Stratégies, moyens et ententes pour un partenariat dans les projets de développement entre E.R.N. - gestion de l'eau - C.R.D.I. et le Fonds Séoudien pour le développement:

Pour les dernières quelques années, le Royaume d'Arabie Séoudite a joué un rôle important dans l'approvisionnement d'assistance financière aux pays en développement. Par exemple, durant la deuxième moitié de la dernière décennie, quand l'assistance aux pays en développement offerte par les pays industrialisés (membres de O.C.D.E.) était sous 0.7% de leur produit national brut (P.N.B.), celle de l'Arabie Séoudite montait à presque 6% de son (P.N.B.).

En 1981 seulement, le Royaume a fourni 5,798 milliard dollars US en assistance financière, un montant plus grand que ceux fournis par n'importe quel autre pays dans le monde durant cette même année.

De même qualitativement, l'aide financière d'Arabie Séoudite diffère sur plusieurs aspects, de celles des pays industrialisés. La plupart du temps les pays industrialisés offrent l'assistance financière liée et sélective en vue d'intérêts particuliers en souhaitant de vendre des biens et services de leur pays respectif.

L'assistance financière de l'Arabie Séoudite est unique, souvent un élément de subvention pondéré de 50% ou plus du total de l'aide. L'assistance permet aux pays receveur d'acquérir les biens et les services du marché mondial avec des prix compétitifs. En fait l'assistance de l'Arabie Séoudite aux p.v.d. bénéficie aussi aux pays industrialisés par la création de nouveaux marchés pour les biens et services produit par eux.

Pendant les récentes années, la croissance du P.N.B. de certains pays en développement est le résultat primaire des prêts externes et l'assistance financière, a aidé les pays industrialisés à réduire l'intensité de leur récession économique.

L'assistance financière de l'Arabie Séoudite aux pays en développement passe à travers plusieurs canaux. La plupart de l'assistance est fournie bilatéralement, mais au même moment le Royaume contribue à un grand nombre d'institutions financières régionales et internationales, comme (F.A.D.E.S., B.I.S.D., B.A.D.E.A., B.A.D., Banque Mondiale, etc.).

Cependant, l'organisme d'aide nationale du Royaume pour l'assistance financière bilatérale est le Fonds Séoudien de développement (F.S.D.).

Le Fonds Séoudien a été créé en 1974 et à commencer ses opérations en 1975. Le Fonds est une organisation autonome avec entité légale et statut d'autonomie financière. Les objectifs principaux du Fonds visent d'établir des liens de coopération, l'assistance financière pour les p.v.d. dans l'exécution de leurs programmes de développement, de promouvoir une économie régionale équilibrée et un développement social. Pour atteindre ces objectifs le Fonds participe dans le financement du développement de projets, de façon en approvisionnant des prêts en termes concessionnaires. L'étendue des activités du Fonds est mondiale.

Les critères généraux suivis pour l'allocation de prêts, avant d'allouer un prêt, le Fonds comme toute autre institution, évalue les bénéfices espérés du prêt en prenant en compte les aspects suivants:

- 1) l'importance du projet avec regard sur les priorités et son intégration globale à l'économie du pays concerné
- 2) la disponibilité du pays emprunteur de contribuer financièrement pour l'exécution du projet en addition au montant du prêt.

En poursuivant cette approche, le F.S.D. prend en compte les priorités de développement et objectifs du pays emprunteur.

Les prêts du F.S.D. visent souvent les pays les plus pauvres, avec un très bas revenu par personne, pour ceux qu'un prêt concessionnel est une nécessité. Par exemple les pays sub-sahariens et d'Asie ont reçu une grande partie des engagements du Fonds Séoudien.

Le cofinancement de projets est un autre aspect des politiques du Fonds, cela est dû à la nécessité pratique et les bénéfices inhérents.

Le F.S.D. à cause de sa charte, le montant total du prêt accordé pour un projet ne peut pas dépasser 50% du coût du projet. En effet, il s'avère que la contrainte dominante dans l'exécution d'un projet de développement, ce n'est pas l'insuffisance de ressources mais le manque de savoir faire technique et l'insuffisance de la capacité d'exécution de projet.

La capacité d'exécution de projet- la technique de cofinancement aide ces aspects. (approvisionnement de financement supplémentaire pour faire face aux frais du projet, apports techniques, savoir faire et la surveillance par plus qu'une institution de prêt augmente la sécurité de l'achèvement avec succès).

Depuis le début de ses opérations en 1975, le Fonds a suivi une politique avec un emphase spéciale sur le financement d'infrastructure et projets sociaux plutôt que commerciaux et industriels.

Cette politique a été suivie par le F.S.D., considérant toute croissance économique significative de prendre place dans un pays, une base minimale d'infrastructure est nécessaire.

Par conséquent, jusqu'à présent, les prêts fournis pour les projets de logements, éducation, santé, approvisionnements d'eau et assainissement, transports, etc.. représentent plus de 75% de l'engagement du F.S.D.

Le manque de facilité d'infrastructures dans les pays moins développés est une de plus grande contrainte au développement rapide économique et l'emphase sur cet aspect est un préalable pour une croissance rapide soutenable. En fait dans plusieurs pays des p.v.d. l'infrastructure de base était en grande partie non-existante.

Notons que F.S.D. s'est spécialisé dans ses engagements pour le secteur d'infrastructure qui inclut l'eau et l'assainissement. Il faut signaler que malgré les efforts de recherches pour localiser un rapport annuel du F.S.D, pour répertorier les projets effectués dans le secteur de l'eau et l'assainissement dans les p.v.d., nos efforts sont restés vains.

- Il nous semble à priori que le F.S.D. constitue un organisme idéal pour E.R.N. - gestion de l'eau pour établir un partenariat - cofinancement dans le secteur de l'eau et l'assainissement car il y a complémentarité sur plusieurs points relevés plus haut concernant les projets de développement dans les p.v.d. et spécifiquement dans le secteur de l'eau et l'assainissement.
- Le F.S.D. nous apparaît comme étant un organisme qui favorise le cofinancement pour l'amélioration et l'intérêt des p.v.d. - E.R.N. - gestion de l'eau du C.R.D.I. pourrait développer une coopération intéressante dû aux faits que le F.S.D. ne pratique pas d'intérêts sur les prêts - accordés pour une durée généralement pour 25 ans.
- Notons que ce Fonds a une portée mondiale et vise les États les plus pauvres. (particulièrement les pays sub-Sahariens et les pays pauvres d'Asie).
- Les thèmes de recherches et de projets de développement peuvent varier, cependant les grands axes sont déjà développés dans la stratégie de négociation dans le cas de la B.A.D. et de la B.A.D.E.A.
- Signalons enfin, que le F.S.D. constitue le fonds le plus attrayant (pas d'intérêts sur les prêts les ressources du fonds sont beaucoup plus élevées que les autres fonds arabes). Le F.S.D. fait parti du Secrétariat de coordination des Fonds Arabes.

Le fonds d'Abu Dhabi pour le développement économique Arabe (F.A.D.D.E.A.)

Adresse: P.O. Box 814. Abu Dhabi, United Arab Emirates
Télex: FUND ABU DHABI

Statut: Agence d'aide gouvernementale d'Abu-Dhabi.

- Objectifs: Favoriser le développement économique et social des pays en développement en Afrique et en Asie, et de tout pays Islamique.

- Emprunts: Ils sont contractés par le FADDEA sur le marché international des capitaux: statutairement le Fonds peut emprunter jusqu'à deux fois son capital et ses réserves (environ 20% du capital), ce qui représente un maximum de 1,4 milliards d'US environ et par conséquent des possibilités totales d'aides allant jusqu'à 2,1 milliards d'US.

- Financements offerts:
-Prêts: activités essentielle du FADDEA.

-Dons: peu développé et uniquement pour des études de faisabilité.

-Le FADDEA peut prendre des participations à conditions que chacune n'excède pas 10% de son propre capital: activité peu développée pour ne pas épuiser trop vite les ressources du Fonds.

-Le FADDEA peut donner des garanties.

- Conditions des financements:
-Montant des prêts: Maximum 50% du coût total du projet, jusqu'à 10% du capital autorisé du Fonds.

-Taux d'intérêt: 1.5 à 5% et généralement 3 ou 3,5%; le taux d'intérêt ne dépend pas de la pauvreté du pays mais uniquement du type de projet:

*taux MINIMUM pour infrastructure et équipement rural;

*taux MAXIMUM pour industrie et tourisme.

- Durée: 12 à 25 ans.

- Sûretés: garantie du gouvernement local.

- Domaine d'intervention et projets:

Le FADDEA attache une attention particulière aux projets de grande envergure.

Le FADDEA n'a pas de secteur prioritaire: ses interventions dépendent des priorités définies par les pays mêmes.

La répartition géographique, la préférence actuelle pour l'aide est donnée aux pays arabes et à l'Afrique.

- Bénéficiaires et conditions de prêts:

Le bénéficiaire peut être le gouvernement ou une institution publique ou non ou une entreprise mixte ou privée; cependant, dans ce derniers cas le FADDEA demandera la garantie du gouvernement local.

L'aide au FADDEA doit être demandée par un gouvernement.

Le FADDEA cherche à améliorer ses capacités d'analyse mais est encore souvent amené à utiliser les études conduite par d'autres institutions.

Le FADDEA participe souvent à des cofinancements avec des organisations arabes ou la Banque Mondiale.

Stratégies, moyens et ententes pour un partenariat dans les projets de développement entre la division de l'eau - E.R.N. - C.R.D.I. et le Fonds d'Abu-Dhabi.

La création du Fonds d'Abu-Dhabi remonte en 1971. Il s'inspire grandement du modèle du Fonds Koweïtien qui lui fut créer dans les années 60. La stratégie du Fonds d'Abu-Dhabi vise à donner et élargir l'assistance économique pour les pays arabes, sous formes de prêts ou de prise de participation dans des projets de développement. Cependant dès le début des activités de ce Fonds, il intervient dans des projets divers dans différents pays en voie de développement.

La structure des prêts du Fonds, l'infrastructure domine. Les projets d'électricité et de fourniture d'eau constituent plus de la moitié du total des prêts. Les projets d'infrastructure dans la région sont une tradition dans le financement du développement. Jusqu'à ces dernières années, le groupe de la Banque Mondiale (dans la conception, conditions de réalisations des projets).

Signalons qu'on a pas pu avoir le Rapport annuel des dernières années pour répertorier les projets dans l'eau et l'assainissement, mais il semble que le secteur de l'eau dans la répartition des prêts est d'environ de 20% du total des prêts accordés.

E.R.N. - gestion de l'eau peut établir un partenariat- cofinancement dans les projets de développement dans la région du Moyen-Orient en particulier et dans les p.v.d. en général. En effet, le Fonds d'Abu-Dhabi, la majorité de ses projets sont cofinancés, soit par les bénéficiaires, soit par des banques multilatérales ou autres.

Le Fonds suit les mêmes politiques et visions que le Fonds Koweïtien, c'est à dire une intégration économique entre les États Arabes en premier lieu, de favoriser le développement économique et social, cependant, ces fonds interviennent aux delà de la région du Moyen-Orient et s'étendent à travers les continents (Afrique, Asie). On peut remarquer que le Fonds d'Abu-Dhabi accorde une plus grande attention au secteur des infrastructures et en particulier au secteur de l'eau - par rapport au Fonds Koweïtien. Il s'avère important de signaler car le Fonds d'Abu-Dhabi intervient souvent dans des projets de développement dans les pays arabes en premier lieu. Comme nous l'avons déjà analysé, le secteur de l'eau prend une place très importantes dans les préoccupations des populations, mais aussi des gouvernements en place dans cette région. Dans la stratégie de négociations avec le Fonds Abu-Dhabi, nous suggérons de considérer la stratégie de négociation développée pour le Fonds Koweïtien devrait être assez semblable (vu l'harmonisation de structures des fonds) pour le Fonds D'Abu-Dhabi - les deux modèles fonctionnent proche des mécanismes qui régissent la Banque Mondiale. L'approche des deux Fonds dans la stratégie de développement dans la région du Moyen-Orient. Les besoins et les exigences en termes de projets dans le secteur relié à l'eau ne diffèrent pas aussi. Cependant, le Fonds d'Abu-Dhabi est plus réceptif en ce qui concerne des projets comme celui du secteur de l'eau

- Signalons que le Fonds d'Abu-Dhabi fait parti comme la plupart des Fonds Arabes du Secrétariat de coordination des Fonds arabes. Ce Secrétariat qui est géré par le F.A.D.E.S. localisé à Koweit City.

- Notons, que les Fonds Arabes assument jusqu'à un certain point, une fonction importante dû aux liens avec la Banque Mondiale à travers les cofinancements - la coordination parmi les fonds facilite les efforts des Nations-Unies et ses institutions spécialisée pour promouvoir le développement régional arabe.

Fonds Arabe pour le développement économique et social (F.A.D.E.S)

Kuwait City, Kuwait, P.O. Box 21923

Télex. 2153 IN MARABI KT

- **Objectif:** favoriser le développement économique et social des pays arabes regroupés par la ligue Arabe.

L'objectif du FADES est de servir de catalyseur pour les autres aides d'origine Arabe et, d'une façon plus générale, pour les capitaux privés Arabes.

- **Ressources:** apports en capital des États membres, emprunts contractés sur le marché international des capitaux: statutairement, le FADES peut emprunter jusqu'à deux fois son capital souscrit, et des remboursement des prêts venant à échéance.

Notons que le F.A.D.E.S. gère le fonds spécial de L'OPAEP (organisation des pays Arabes exportateurs de pétrole).

- **Cofinancements:** le fonds participe régulièrement à des cofinancements avec les institutions multilatérales et bilatérales de financement du développement, en particulier la Banque Mondiale et les organismes Arabes, Européens et Africains.

- **Types de Financement:** le prêt est l'activité essentielle du F.A.D.E.S..
- Le F.A.D.E.S. peut consentir des dons en matière d'assistance technique.
- **Conditions de Financement:** les prêts du Fonds sont accordés dans les conditions suivantes:

*durée 15 à 25 ans.

*taux d'intérêt 4% à 6%

*sûretés exigées, garantie du gouvernement local.

- **Domaines d'intervention:** les projets intéressant plusieurs pays arabes sont prioritaires. Le développement d'une production nationale pouvant servir à d'autres pays arabes peut être considéré comme un projet interarabe. Le F.A.D.E.S. privilégie les projets d'infrastructure; la part du secteur de l'eau et l'assainissement est d'environ 14% du total des prêts accordés par le F.A.D.E.S..
- **Bénéficiaires et condition de l'obtention du financement:** l'aide du F.A.D.E.S. est réservée aux pays Arabes membres.

L'aide du F.A.D.E.S. peut être attribuée à un gouvernement ou à une institution ou une société publique ou privée.

Le mécanisme d'attribution de l'aide est proche de celui de la Banque Mondiale.

Les projets sont, soit présentés directement par les pays membres, soit initiés par les missions du F.A.D.E.S..

Les gouvernement demandeurs doivent déposer un plan trisannuel de développement.

L'évaluation du projet, envoi d'une mission sur place, qui étudie le projet, la solvabilité de l'emprunteur éventuellement.

Suite à son étude, la mission détermine les conditions du prêt proposé: montant, durée, taux d'intérêt, différé d'amortissement...

Stratégies, moyens et ententes pour un partenariat dans les projets de développement entre la division de l'eau - E.R.N. - C.R.D.I. et le Fonds Arabe pour le développement économique et social (F.A.D.E.S.)

L'objectif du F.A.D.E.S. est de favoriser le développement économique et social des pays arabes, de servir de catalyseur pour les autres aides d'origine arabe et d'une façon plus générale, pour les capitaux privés arabes - une raison majeure derrière l'établissement du Fonds Arabe était le besoin d'avoir une institution financière qui dans son approche des projets de développement mettent l'accent sur l'aspect régional, d'intégration et de coordination - inter - Arabe. L'accord établissant le Fonds stipulait que la préférence devrait être donnée aux travaux du fonds à des projets économiques qui sont vitaux pour l'entité Arabe et aux projets de joint-venture Arabe.

Le Fonds Arabe collabore depuis 1975 avec le (P.N.U.D.) pour la composition d'un programme d'intégration pour l'identification et l'évaluation des projets inter-Arabes (intégration économique Arabe). Soulignons que, le fonds Arabe fonctionne selon le modèle de la B.I.R.D. En effet, l'image du Fonds, en tant qu'institution multilatérale, ses travaux sont concentrés sur le type de projet d'intégration régionale. La plupart de ces projets sont dans le secteur de l'infrastructure. Le Fonds Arabe favorise le chapitre de l'eau dans ses projets - à hauteur de 14% des montants des prêts accordés - Notons, que le Fonds Arabe est l'un des seuls fonds Arabe où le secteur de l'eau et assainissement tient une place raisonnable dans la répartition des investissements par secteur. En outre, ce Fonds Arabe a le privilège d'être le responsable du Secrétariat de Coordination des Fonds Arabes et constitue le canal des échanges d'information et de préparation des documents. Il y a lieu de souligner que malgré une recherche active, nous n'avons pas pu avoir plus d'information sur le Fonds en question, ni sur les projets déjà réalisés dans le secteur de l'eau et l'assainissement. (les rapports annuels ne sont pas disponibles.)

Il n'en demeure pas moins qu'un partenariat-cofinancement avec les Fonds Arabes, le Fonds Arabe (F.A.D.E.S.) se présente comme le plus approprié en ce qui nous concerne, soit avoir un maximum d'informations et l'introduction aux autres fonds

Arabes d'une part, et de par son orientation d'activité économique et social à savoir le secteur de l'eau, d'autre part. Il faut rappeler aussi que le F.A.D.E.S. gère le Fonds Spécial de l'O.P.A.E.P.

La stratégie du F.A.D.E.S. vise à l'élaboration d'une planification d'investissements régionales; cette stratégie régionale est basée sur l'interception des problèmes de financements des projets de développement sur une base régionale.

- E.R.N. - gestion de l'eau du C.R.D.I. peut établir un partenariat-cofinancement avec le Fonds Arabe (F.A.D.E.S.). Nous avons relevé que le F.A.D.E.S. favorise l'intégration économique régionale en donnant avec raison la priorité au secteur des infrastructures en général, à l'eau et l'assainissement spécifiquement, puisque l'eau est une des pomme de discorde entre les États de la région.
- E.R.N. - gestion de l'eau du C.R.D.I. peut et devrait jouer un grand rôle dans cette région pour éviter la compétition régionale, éventuellement de la confrontation, autour d'une ressource en raréfaction relative. L'intervention de E.R.N. - gestion de l'eau peut agir sur différents paliers qui sont les suivants:
 - recherches d'information scientifique et la mise en oeuvre d'une gestion rationnelle de la ressource eau pour assurer un développement durable et une sécurité globale.
 - un cadre indispensable d'analyse éventuellement de résolution de conflits, à même de déboucher sur une gestion globale et régionale des ressources en eau.
 - recherches et élaboration d'un plan régional: sécurité des approvisionnements en eau. (importation d'eau, dessalement d'eau de mer).

Au Moyen-Orient, les conflits sur la question de l'eau prennent un aspect particulièrement dangereux du fait que les protagonistes - Israéliens, Jordaniens, les Palestiniens et Syriens font face dans ce domaine à des problèmes cruciaux qui menacent tout développement économique et social. (Notons que les territoires occupés - spécialement la région de Gaza a atteint une situation très critique pour ses approvisionnements d'eau) enfin, il y a lieu de signaler aussi la reconstruction du grand Beyrouth (Liban), son réapprovisionnement en eau implique une gestion de l'eau appropriée et efficace.

- D'autres axes de recherches et de projets peuvent être développés sur la base des thèmes déjà élaborés dans la stratégie de négociation avec le Fonds Koweïtien pour le développement économique Arabe.
- pour réaliser des recherches et projets de développement avec le Fonds Arabe (F.A.D.E.S.), il y a lieu de procéder sur les deux points essentiels que

nous avons développés pour les négociations avec le Fonds Koweitien pour le développement économique Arabe.

- Rappelons que le F.A.D.E.S. gère le Fonds Spécial de l'O.P.A.E.P. (Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole).
 - * adresse: - voir F.A.D.E.S.
 - * capital: - dotation de 100 million US (1990)
 - * objet: aide aux pays Arabes importateur de pétrole
 - * Aides: - prêts sans intérêt
 - durée 20 ans, délai de grâce de 10 ans
 - * statistiques: L'aide a été orientée vers Maroc, Mauritanie, Somalie, Soudan, Yémen
- Le F.A.D.E.S. joue un rôle de coordination des aides distribuées par la B.A.D.E.A., la B.I.S.D., le Fonds de l'O.P.E.P., les Fonds Saoudien, Koweitien, Abu-Dhabi. (tentatives d'harmonisation, standardisation des procédures de l'aide).

Par exemple, le financement du secteur de l'eau dans le cas Jordanien¹, on retrouve en 1990, les projets du secteur de l'eau se sont élevés à 19 millions de JOD (\$1 = 0,65 dinar Jordanien, octobre 1992), en forte réduction par rapport à 1989. En 1991, l'on a assisté à une nouvelle baisse des investissements qui ont plafonné à 11,2 millions JOD. L'aide extérieure (dons et prêts), en 1990, s'est élevée à 23,2 million JOD, soit 55% du financement total. Les bailleurs de fonds traditionnels de la Jordanie interviennent tous dans ce secteur: Banque Mondiale, CEE, principaux Fonds Arabes de développement, Fond de garantie Allemands, Overseas Economic Cooperation Service Japonnais (OECS), et U.S.AID (page 41.)

¹Monde Arabe: Maghreb-Machrek "La question de l'eau au moyen-orient - discours et réalité." in Revue Documentation Française, 3eme trimestre, 1992.

9) Liste d'autres Organismes Bilatéraux pour le Développement International avec cofinancement

- * **La Banque Européenne d'investissement (BEI)**
BEI, 100 b KONRAD Adenauer L2950- Luxembourg - Grand duché de Luxembourg. Telex: 3530 BANKEU LU.
- * **La fonds européen de développement (F.E.D)**
F.E.D., rue de la loi 200, 1049 Bruxelles, Belgique.
- * **France: La Caisse centrale de coopération économique (C.C.C.E)**
CCE 233, Boulevard Saint-Germain, 57007, Paris.
Telex: CAISCOP PARIS 20.750
- * **États-unis: International Development Cooperation Agency (I.D.C.A) ou (US-AID)**
1129 - 20th Street, NW., Washington DC 20527, USA.
Telex: 89.2310 OPIC WSH
- * **Royaume UNI: Commonwealth Development Corporation (C.D.C.)**
C.D.C. 33 Hill Street, London W1A 3AR
Telex: 21431 / 25849
- * **République Fédérale d'Allemagne: Deutsche Entwicklungsgesellschaft (D.E.G.)**
D.E.G. Belveestrasse 40/D5000, Cologne 41
Telex: 8881949 / 8883470
- * **Canada: Agence Canadienne de Développement International (A.C.D.I)**
A.C.D.I, Place du centre, 200 Place promenade du Portage, Hull (Québec), K1A 0G4
Telex: 0534140
- * **Belgique: Société Belge d'investissement International (S.B.I.)**
S.B.I, rue Montoyer 63, 1040 Bruxelles.
Telex: 25744 BELGIQUE (SNIM).
- * **Danemark: (D.A.N.I.D.A), Asiatic Plads 2, DK-1448 KOBENHAVN, K**
Denmark.
Telex: 31299 ETR DK.
- * **Japon: (J.I.C.A) Japan International Coopération Agency**
4 - 5 Ichinotani Sumaku, Kobe 654, Japan.
- * **Suède: (S.A.R.E.C)**
P.O. Box 161.40, S - 103 23 Stockholm, Suède.
Telex: 19111 SAREC S.

- * Norvège (N.O.R.A.D.) Norwegian agency for Development Cooperation
Grimstad, P.O. Box 8304 Oslo Dept.
N-0030 Oslo 1, Norway
fax: 314401 télex: 76548

- * Finlande (FINNIDA) Finnish International Development Agency
Katajonokanlaitri
3, SF-00160 Helsinki, Finland
Télex: (90) 134161

- * Suisse (Intercooperation)
Swiss Organisation for Development and Cooperation
Andreas Schild, Postfach
6724 Maulbeerstrasse 10
Ch-30-3011 Berne
Switzerland
Fax: 382-0605 Télex: 912047

- * Australie (AIDAB) Australian Development Assistance Bureau
P.O. Box 887, Canberra Act
2601, Australia
Fax: 276-4880 Télex: AA62631

10) L'Agence canadienne de développement international (A.C.D.I.) dans le secteur relié à l'eau dans les p.v.d.

Données générales:

- A.C.D.I. dépend du Ministère des affaires étrangères
- participer au développement des pays démunis sans limitation géographique
- dotations budgétaires de l'État du CANADA

Organisation:

Le budget d'aide publique au développement est réparti en 3(trois) directions générales de programme: (voir organigramme)

- programmes bilatéraux;
- programmes multilatéraux;
- programmes spéciaux.

Ces directions de programmes sont aidées par cinq directions générales de services -

Aides offertes:

Ces aides se présentent sous l'une des trois formes suivantes:

- subventions
- prêts
- lignes de crédit

Elles sont attribuées par les canaux suivants:

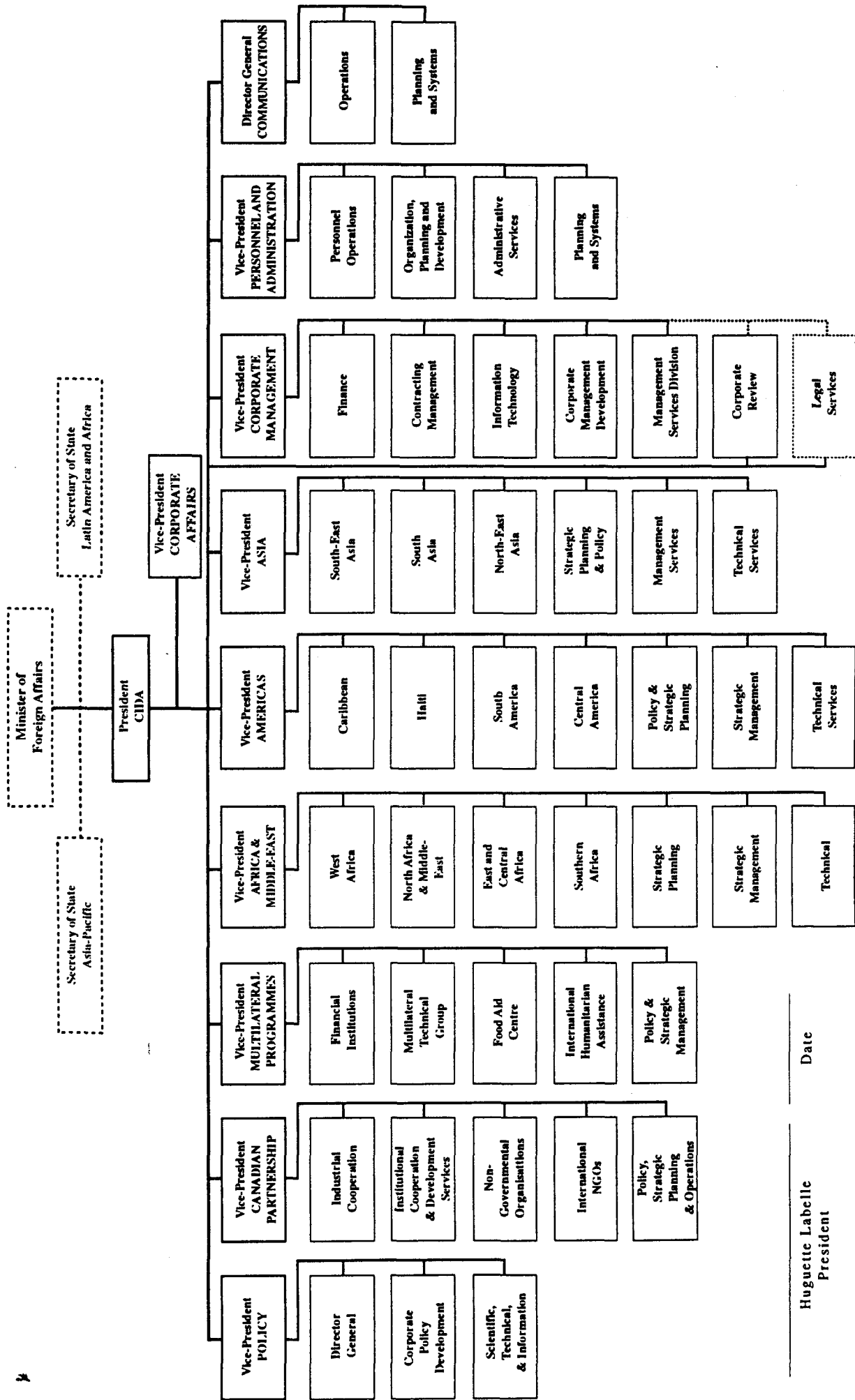
1 - Aide bilatérale:

Elle fait suite d'un accord entre le gouvernement canadien et l'État bénéficiaire. Cette aide concerne principalement:

- aide alimentaire;
- assistance technique;
- secours d'urgence (Somalie, Rwanda)

L'aide se fait sous forme de subventions, prêts ou lignes de crédit.

L'ensemble de l'aide bilatérale est déliée jusqu'à un maximum de 20%; en



Date

Huguette Labelle
President

plus les frais d'expédition étant toujours étrangers ceci correspond à un déliement supplémentaire de 10 à 15%.

2 - Aide multilatérale:

Elle transite par les organismes mondiaux tel que Banque Mondiale, PNWD, Banques régionales, PAM. L'aide se fait sous forme de subventions et prêts. Cette aide n'est pas liée.

3 - Aide spéciale:

Aide aux organisations non gouvernementales (ONG) (S.U.C.O.) pour aider au développement rural, social, ainsi que les réfugiés par l'intermédiaire de la Croix Rouge.

La coopération industrielle lancée en septembre 1978 pour développer les relations entre le Canada et les p.v.d.

L'objectif est d'encourager le secteur privé et autres organismes canadiens à participer au développement de la coopération avec les pays en développement.

L'aide canadienne intéresse plus de 90 p.v.d. et plus spécialement une quarantaine parmi les plus pauvres essentiellement.

En se référant aux tableaux suivant, on retrouve par pays. Les projets (secteur de l'eau) majeurs qui sont entrepris sous les auspices de l'A.C.D.I. depuis 1987. Les projets sont uniquement sous forme d'aide bilatérale (de pays à pays) qui comporte un volet d'assistance technique. Notons que la valeur totale et globale dépasse 100 millions de dollars canadiens.

Les agences d'exécution peuvent être des organismes privés, des universités, des organisations non gouvernementales (O.N.G.), des ministères fédéraux ou provinciaux. Elles passent des contrats avec des professionnels ou d'autres spécialistes pour doter en personnel les programmes et projet qu'elles réalisent dans les pays en développement

Selon ces tableaux, on peut remarquer que ces projets portent sur les approvisionnements d'eau, la gestion de la politique de l'eau et les aspects institutionnels en particulier.

Ces projets se retrouvent en général en Indonésie, en Afrique sub-Saharienne et en Amérique latine.

Stratégies, moyens et ententes pour un partenariat dans les projets de

ADDITION D'EAU ET ASSAINISSEMENT WATER AND SANITATION

PAYS COUNTRY	PROJET PROJECT	NOM ET ADRESSE DES AGENCIES NAME AND ADDRESS OF AGENCIES	CONTRAT(U) CONTRACT	DOMAINE D'ACTIVITES FIELD OF ACTIVITIES
COLOMBIE COLOMBIA	PLANIFICATION BASSIN RIVIERE RISARALDA RISARALDA RIVER BASIN PLANNING	TECSULT INTERNATIONAL LIMITEE M. LUC BENOIT, PRESIDENT 85, RUE SAINTE-CATHERINE OUEST 3e ETAGE MONTRÉAL, QUÉBEC H2X 3P4 Tel:(514) 287-8500 Fax:(514) 287-8643	1993 \$3,609,356 36%	POLITIQUE, PLANIFICATION ET ADMIN. POLICY, PLANNING AND ADMINISTRATION
DOMINIQUE DOMINICA	EAU ET ASSAINISSEMENT (PHASE 3) WATER AND SANITATION PHASE 3	GROUPE CONSEIL SAGUENAY ATT: GILLES RINFRET 159 CÔTE SALABERRY CHICOUTIMI, QUÉBEC G7H 4K2 Tel:(418) 549-6471 Fax:(418) 549-3268	1993 \$4,181,070 41%	INFRASTRUCTURE - EAU WATER INFRASTRUCTURE
GIANA GIANA	PROJET ASSISTANCE GWSC GWSC ASSISTANCE PROJECT	WARDROP ENGINEERING INC. MS. ANITA HOUE, ADM. COORD. 400-386 BROADWAY WINNIPEG, MANITOBA R3C 4M8 Tel:(204) 956-0980 Fax:(204) 957-5389	1990 \$20,872,095 63%	ENTRETIEN / INSTALLATIONS APPROV. EN EAU SERVICES DU SECTEUR DES EAUX WATER SUPPLY MAINTENANCE SERVICES TO THE WATER SECTOR
GIANA GIANA	EAU COMMUNAUTAIRE (WUP PHASE 3) COMMUNITY WATER (WUP PHASE 3)	COWATER INTERNATIONAL INCORPORATED ATT: MARK BARON 304-411 ROOSEVELT AVE. OTTAWA, ONTARIO K2A 3X9 Tel:(613) 722-6434 Fax:(613) 722-5893	1993 \$12,517,000 14%	APPROVISIONNEMENT EN EAU EAU POTABLE WATER SUPPLY POTABLE WATER
HONDURAS HONDURAS	APPROVISIONNEMENT RURAL EN EAU/ INSTALLATIONS SANITAIRES RURAL WATER SUPPLY/SANITATION	CARE CANADA MR. BRIAN WOLFE P.O. BOX 9000 6 ANTARES DR. PHASE III OTTAWA, ONTARIO K1G 4X6 Tel:(613) 228-5600 Fax:(613) 226-5777	1991 \$4,800,000 70%	APPROVISIONNEMENT EN EAU EAU POTABLE WATER SUPPLY POTABLE WATER

ADDUCTION D'EAU ET ASSAINISSEMENT WATER AND SANITATION

Page 2

PAYS COUNTRY	PROJET PROJECT	NOM ET ADRESSE DES AGENCES NAME AND ADDRESS OF AGENCIES	CONTRAT(I) CONTRACT	DOMAINE D'ACTIVITES FIELD OF ACTIVITIES
INDONÉSIE INDONESIA	DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HYDRAULIQUES WATER RESOURCES DEVELOPMENT	KLOIN CRIPPEN MR. BRIAN YOUNG DIRECTOR, INTERNATIONAL WATER RESOURCES 10200 SHELLBRIDGE WAY RICHMOND, BRITISH COLUMBIA V6X 2W7 Tel:(604) 279-4330 Fax:(604) 279-4300	1987 \$16,964,929 87%	GESTION DES RESSOURCES HYDRAULIQUES INSTITUTIONS - EAU WATER RESOURCES MANAGEMENT WATER INSTITUTIONS
INDONÉSIE INDONESIA	FONDS D'ASSISTANCE TECHNIQUE DU SECTEUR EAU WATER SECTOR TECHNICAL ASSISTANCE FUND	GROUPE A F II INTERNATIONAL INC. M. HABIB KHOURY 3333 BOULEVARD CAVENTISHII, BUREAU 410 MONTRÉAL, QUÉBEC H4B 2M5 Tel:(514) 484-9973 Fax:(514) 484-5298	1988 \$14,000,000 73%	POLITIQUE, PLANIFICATION ET ADMIN. INSTITUTIONS - EAU POLICY, PLANNING AND ADMINISTRATION WATER INSTITUTIONS
INDONÉSIE INDONESIA	PROJET CARE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTE RURALE SULA WESI (PIASE 3) CARE SULA WESI RURAL COMMUNITY DEVELOPMENT PROJECT PIASE 3	CARE CANADA MR. BRIAN WOLFE P.O. BOX 9000 6 ANTARES DR. PIASE III OTTAWA, ONTARIO K1G 4X6 Tel:(613) 228-5600 Fax:(613) 226-5777	1991 \$9,009,035 66%	APPROVISIONNEMENT EN EAU EAU POTABLE WATER SUPPLY POTABLE WATER
INDONÉSIE INDONESIA	PLANIFICATION DE PROGRAMME, SUIVI ET REVUE - EAU PROGRAM PLANNING, MONITORING AND REVIEW - WATER	NORTHWEST HYDRAULIC CONSULTANTS LTD. MR. MICHAEL H. OKUN 2-40 GOSTICK PLACE NORTH VANCOUVER, BRITISH COLUMBIA V7M 3G2 Tel:(604) 980-6011 Fax:(604) 980-9264	1992 \$3,882,600 58%	POLITIQUE ET PLANIFICATION APPUI INSTITUTIONNEL ET GESTION POLICY AND PLANNING INSTITUTIONAL SUPPORT AND MANAGEMENT
MALI MALI	ADDUCTION EAU - GOUNDAMNIA FOUNKE WATER & SANITATION - GOUNDAMNIA FOUNKE	TECSULT INTERNATIONAL LIMITÉE M. LUC BENOIT, PRÉSIDENT 85, RUE SAINTE-CATHERINE OUEST 3e ÉTAGE MONTRÉAL, QUÉBEC H2X 3P4 Tel:(514) 287-8500 Fax:(514) 287-8643	1988 \$3,625,000 99%	DISTRIBUTION D'EAU EAU POTABLE WATER DISTRIBUTION POTABLE WATER

ADDUCTION D'EAU ET ASSAINISSEMENT WATER AND SANITATION

PAYS COUNTRY	PROJET PROJECT	NOM ET ADRESSE DES AGENCES NAME AND ADDRESS OF AGENCIES	CONTRAT (1) CONTRACT	DOMAINE D'ACTIVITES FIELD OF ACTIVITIES
NICARAGUA NICARAGUA	REHABILITATION EAU NICARAGUA NICARAGUA WATER REHABILITATION	PROCTOR & REDFERN INT'L LTD ATT: JOSE MONTUTO 45 GREEN BELT DR. DON MILLS, ONTARIO M3C 3K3 Tel:(416) 445-3600 Fax:(416) 445-5276	1992 \$2,710,965 55%	APPROVISIONNEMENT EN EAU EAU POTABLE WATER SUPPLY POTABLE WATER
NICARAGUA NICARAGUA	SYSTEMES RURAUX - EAU - NICARAGUA NICARAGUA RURAL WATER SYSTEMS	CARE CANADA MR. BRIAN WOLFE P.O. BOX 9000 6 ANTARES DR. PHASE III OTTAWA, ONTARIO K1G 4X6 Tel:(613) 228-5600 Fax:(613) 226-5777	1991 \$4,500,000 76%	APPROVISIONNEMENT EN EAU EAU POTABLE WATER SUPPLY POTABLE WATER
NIGERIA NIGERIA	PROJET CUSO EAU POUR VIE CUSO WATER FOR LIFE PROJECT	CUSO MME LYSE BLANCHARD, EXEC. DIR. 135 RIDEAU STREET 3RD FLOOR OTTAWA, ONTARIO K1N 9K7 Tel:(613) 241-1242 Fax:(613) 241-8068	1992 \$4,416,000 11%	POLITIQUE, PLANIFICATION ET ADMIN. POLICY, PLANNING AND ADMINISTRATION
PAKISTAN PAKISTAN	NEIGE ET GLACE (PHASE 2) SNOW AND ICE PHASE 2	INTERNATIONAL DEVELOPMENT RESEARCH CENTER ATT: MS. CONSTANCE LIM P.O. BOX 8500 OTTAWA, ONTARIO K1G 3H9 Tel:(613) 236-6163 Fax:(613) 563-0815	1990 \$5,082,000 93%	GESTION DES RESSOURCES HYDRAULIQUES WATER RESOURCES MANAGEMENT
PÉROU PERU	WUSC - APPROVISIONNEMENT EN EAU ET ASSAINISSEMENT (PHASE 4) WUSC - WATER SUPPLY AND SANITATION PHASE 4	WORLD UNIVERSITY SERVICES OF CANADA (WUSC) MME MARIA DALLAIRE P.O. BOX 3000, STATION C (1404 SCOTT STREET) OTTAWA, ONTARIO K1Y 4M8 Tel:(613) 798-7477 Fax:(613) 798-0990	1988 \$5,378,000 99%	INFRASTRUCTURE - EAU APPROVISIONNEMENT EN EAU EAU POTABLE WATER INFRASTRUCTURE WATER SUPPLY POTABLE WATER

(1) Date de début du contrat, montant (\$\$) et pourcentage décaissé; Contract Start Date, Amount(\$\$) and Percentage Disbursed.

ADDITION D'EAU ET ASSAINISSEMENT WATER AND SANITATION

PAYS COUNTRY	PROJET PROJECT	NOM ET ADRESSE DES AGENCIES NAME AND ADDRESS OF AGENCIES	CONTRAT(1) CONTRACT	DOMAINE D'ACTIVITES FIELD OF ACTIVITIES
SAINTE-LUCIE SAINT LUCIA	DÉVELOPPEMENT DU RÉSERVOIR D'EAU ROSEAU (PHASE 2) ROSEAU BASIN WATER DEVELOPMENT PHASE 2	STANLEY ASSOCIATES ENGINEERING LIMITED MR. LARRY D. NEILSON, DIRECTOR INTERNATIONAL DIVISION, STANLEY TECH. CENTRE 10160-112 STREET EDMONTON, ALBERTA T5K 2L6 Tel:(403) 423-4777 Fax:(424) 424-8988	1990 \$7,030,000 81%	BARRAGES BARRAGE - POIDS EN BETON DAMS CONCRETE - GRAVITY

développement du secteur de l'eau - entre la division E.R.N. - gestion de l'eau - C.R.D.I. et L'A.C.D.I.

Comme on l'a déjà signalé dans la partie historique de ce travail, le C.R.D.I. a signé une entente type avec L'A.C.D.I. Depuis 1991, le C.R.D.I. a géré des projets de partenariat dépassant la valeur de 50 millions de dollars canadiens avec des organismes publics. L'A.C.D.I. demeure donc un partenaire de choix pour le C.R.D.I. Cependant, il serait judicieux pour le C.R.D.I. d'en voir les possibilités de renforcer les liens et d'explorer les opportunités de projets de recherche dans le cadre de ce partenariat.

Dans notre investigation, nous avons relevé dans le secteur de l'eau (adduction d'eau et assainissement) que l'A.C.D.I. gère un programme qui dépasse une 100 (centaine) de millions de dollars canadiens étalés sur quelques années dépendamment du projet.

Les possibilités pour ERN - CRDI d'intervenir dans ces projets du secteur de l'eau dans le cadre d'entente avec l'A.C.D.I. sont multiples et une source pour générer des revenus.

Nous avons pu identifier un besoin d'études et de recherches dans le secteur de l'eau par l'A.C.D.I., dans les domaines suivants:

- * développer un guideline dans le secteur de l'eau (politique et réflexion multidisciplinaire de l'eau et l'assainissement).

- de synthétiser cette approche par la consultation avec les organismes internationaux, avec les communautés locales et les organismes non gouvernementaux. Notant que cette proposition de recherche m'a été présentée par Monsieur Guy Carrier, Conseiller principal en eau et assainissement direction général des politiques. Le financement est disponible actuellement pour cette recherche.

Les autres axes de recherches souhaités par l'A.C.D.I. sont:

- * Déterminer une politique pour l'A.C.D.I. dans l'eau et l'assainissement
- * Évaluation des normes pour les pompes manuelles d'eau (avec les normes internationales).
- * Dans le domaine d'assainissement: Les latrines (optimisation pour des modèles plus sophistiqués et moins cher (baisser les coûts)
- * Renforcement de la coopération (A.C.D.I./C.R.D.I.) conjointement - avec

des institutions universitaires et de recherche dans les p.v.d.

- * Orienter la recherche et focalisé sur la gestion des bassins: c'est un secteur porteur d'avenir.

- * Les problèmes de salinisation des nappes phréatiques dans les p.v.d. est un problème majeur. (Donnée aucune et sur pompage).

- * Trouver des technologies appropriées et adaptables dans les p.v.d. (Réduction des coûts).

- L'A.C.D.I. est un partenaire naturel pour ERN - C.R.D.I. Le renforcement de la coopération entre les deux organismes (consultations, concertations sur la recherche et les projets de développement international) ne peut qu'être bénéfique pour les deux organismes tant sur le plan d'efficacité et ainsi que les coûts. ERN - C.R.D.I. et l'A.C.D.I. sont des structures complémentaires. Aujourd'hui plus que jamais auparavant, le milieu est tout à fait propice à la coordination, à la liaison et à la collaboration au niveau national et international.

Lors de ma rencontre avec M. G. Carrier, conseiller en gestion de l'eau, à l'A.C.D.I., nous avons relevé dans cette organisation un manque de personnel dans la division de l'eau. Il y a du travail à ce niveau, dans la recherche et la gestion de projets (besoin de personnel spécialisé et multidisciplinaire).

- * Il serait intéressant de mettre en place un mécanisme organisationnel qui facilite la concertation: un réseau qui serait une plaque tournante pour l'amélioration du partage de l'information, pour renforcer les activités des deux partenaires, ex: des consultations régulières.

Notant que l'A.C.D.I. est un partenaire de choix pour le C.R.D.I., cependant, notre recherche nous a amenés de considérer d'autres organismes comme le ministère de l'Agriculture du Canada, qui a un grand potentiel et de possibilités pour établir un partenariat et ce dans différents secteurs y compris particulièrement celui de l'eau. Ceci permettra d'élargir pour ERN-CRDI sa collaboration avec des organismes canadiens et une diversification de génération de revenus.

11) Les entreprises privées Canadiennes dans les projets de développement dans le secteur de l'eau dans les p.v.d.

Dans la section portant sur le cofinancement et la Banque Mondiale, nous avons relaté la participation du secteur privé - Banques commerciales dans les projets de développement. Il semble que ce secteur prend de plus en plus d'ampleur aujourd'hui dans les projets reliés à l'eau dans les p.v.d.

Nous essayerons de dégager les mécanismes les plus importants de cet aspect de cofinancement, de faire un relevé des entreprises privées (majeures) canadiennes dans le secteur de l'eau, qui ont des projets dans les p.v.d.

A cet effet, les pays industrialisés soutiennent les efforts d'investissements des entreprises privées dans les p.v.d. à travers des financements d'études <technico - économique> et de <pré-investissements> dont l'objet essentiel est de connaître les possibilités d'investissement existantes et d'obtenir une meilleure information sur les conditions d'investissement.

La plupart des pays industrialisés réservent des crédits budgétaires au financement des études de pré-investissement, mais ce financement peut-être limité par projet et réservé à certains pays. Ces études sont effectuées en collaboration avec les entreprises privées et dans les secteurs où celles-ci ont l'habitude de travailler; si le projet est exécuté les gouvernements demandent à ces entreprises le remboursement de tout ou une partie de frais d'études.

En outre il existe dans la plupart des p.v.d., des banques nationales de développement ou de soutien au financement du développement qui s'emploient à promouvoir les investissements dispensent des conseils et servent de trait d'union entre les entreprises locales et les investisseurs étrangers; c'est pourquoi plusieurs pays industrialisés soutiennent par une aide financière et technique les efforts de

promotion des investissements déployés par ces banques.

Au Canada, l'A.C.D.I. a un programme qui a notamment pour objectif:

- d'inciter les entreprises Canadiennes à s'établir ou se développer dans les p.v.d. en créant des coentreprises;
- d'accorder aux entreprises canadiennes une aide financière pour examiner les possibilités d'investissements dans les p.v.d.;
- de financer une partie des études de pré-investissement nécessaires pour déterminer la rentabilité d'une entreprise et ses effets sur l'économie des p.v.d. et des aides éventuelles du gouvernement
- d'informer les entreprises canadiennes des possibilités d'investissements dans les p.v.d. et des aides éventuelles du gouvernements;
- d'organiser et de financer des colloques axés sur les investissements dans les p.v.d.;
- d'appliquer un programme de coopération industrielle au titre duquel des consultants canadiens sont envoyés dans les p.v.d. pour prospector les possibilités de créer des entreprises communes.

Pour remplir cette mission, les entreprises peuvent compter sur le concours des délégués commerciaux, missions diplomatiques, chambres de commerce, hommes d'affaires, présents dans les p.v.d..

Par ailleurs, ils sont en liaison avec les organismes de p.v.d. qui s'occupent du

développement et sont souvent représentés aux réunions internationales consacrées aux investissements étrangers dans les p.v.d.

Toutefois, on peut citer un autre organisme qui s'occupe plus de la promotion des exportations nationales que de la prospection des possibilités d'investissements directs dans les p.v.d.

La S.E.E. (Société pour l'expansion des exportations) est une société de services financiers axée sur le client dont le mandat est d'aider les entreprises canadiennes à réussir sur les marchés internationaux. Elle favorise le commerce extérieur et les investissements à l'étranger en fournissant des services de gestion des risques, notamment de l'assurance, du financement et des garanties aux entreprises canadiennes et à leurs clients dans le monde entier. Elle relève du parlement par l'entremise du Ministre du commerce international.

Modalités et formes de financements de l'entreprise privée étrangère dans les p.v.d.

Au niveau du financement international, la diminution relative des aides officielles et le rôle croissant de l'endettement auprès de système financier allaient provoquer une concentration progressive de l'aide officielle sur les plus pauvres cependant que les plus riches voyaient massivement leur endettement.

La concentration de l'aide publique sur les pays les plus pauvres répondait à la fois à un souci d'équité et d'efficacité dans la mesure ou l'appréciation par la communauté bancaire internationale des performances économiques de ces pays et de leur degré de risque leurs interdisaient l'accès aux marchés internationaux de capitaux. Dès lors les p.v.d. les plus riches devaient chercher des sources alternatives de financement, essentiellement par recours à l'endettement. Les

institutions multilatérales répondirent partiellement, et à des conditions souvent sévères, à cette demande de crédit.

Nous sommes donc, en définitive, en présence, de modalités de financement privé du développement. Le financement ou le cofinancement international privé à long terme prend essentiellement la forme d'investissement direct¹, cependant le reste du cofinancement se fait, à court ou moyen terme, sur les ressources bancaires et non sur la base d'une épargne préalablement formée.

Le fait que les banques multinationales qui assurent pour l'essentiel les règlements et les mouvements de capitaux à l'échelle mondiale soient aussi les banques qui se sont le plus fortement engagées dans le financement international du développement allait poser avec acuité et le problème des risques de défaut des emprunteurs et celui des liquidités du système.

Les procédures concrètes élaborées par la pratique bancaire ont pour objectifs de réduire le degré de risque attaché aux opérations de crédits (notamment aux p.v.d.) et ou de le partager. Le financement de projet et les crédits Roll-Over ou revolving relèvent de la première préoccupation, les prêts syndiqués de la seconde, le cofinancement probablement des deux.

La procédure dite de financement de projet tend à réduire le risque inhérent à l'octroi de crédit à des p.v.d. dont les possibilités futures de faire face globalement aux charges résultant de leurs engagements internationaux et à leurs difficultés de balance de paiements d'intérêt et les remboursements à l'échéancier des profits escomptés d'un projet spécifique. La garantie du remboursement n'est plus la performance économique d'ensemble du pays emprunteur mais la rentabilité d'un

1 Singer, Hatti, Tandon: "Foreign Direct Investments" Vol II. Widus-Publishing Company - 1991

investissement individualisé.

Les crédits revolving, qui constituent une part très importante des apports de capitaux moyen terme des banques commerciales aux p.v.d. visent également à réduire les risques qu'elles encourent. Le principe en est simple puisqu'il s'agit d'une procédure d'engagement de crédit à moyen terme dont le taux est révisable tous les six mois. Les prêts syndiqués sont, avec la dispersion géographique des risques, le principal moyen de réduire le risque supporté par une banque individuelle plutôt que par l'ensemble des banques commerciales. Le nombre très élevé des banques présentes dans les syndicats en charge des financements les plus lourds et la pratique de la cession d'une partie des titres de créances à des banques dont la taille est trop faible pour qu'elles soient directement parties prenantes des grosses opérations de financement international, permettent aux membres du syndicat de ne nourrir qu'une fraction relativement faible du crédit global.

Le cofinancement vise à la fois à réduire le risque et à partager celui-ci. La réduction du risque se produit à la fois parce qu'il s'agit de financement de projet et grâce à l'intervention de la Banque Mondiale. Les prêteurs privés bénéficient du savoir-faire des analystes de la banque en matière de développement et du contrôle qu'elle exerce sur la réalisation du projet. De plus, au moins dans certains cas, la banque gère l'ensemble des prêts ou bien il existe, en cas de financement parallèle des clauses liant les remboursements des fonds versés respectivement par la Banque Mondiale et par ses coprêteurs. L'élément de partage du risque est probablement secondaire et n'appelle pas de commentaire particulier.

Durant les années 1986¹, les capitaux injectés par les secteurs publics et privés se

1 Roy Ail Peper et Michel Hardy; L'investissement privé étranger et le développement des partenaires dans les années 1990? Édition/Nord/Sud Institut Ottawa, 1990

chiffraient à environ 30 milliards \$ US dans les deux cas; en 1994, toutefois, les capitaux privés destinés aux pays en développement avaient grimpé à 175 milliards \$ US, comparativement à 58 milliards \$ US du côté public. Il importe de noter que 80% de ces capitaux privés vont à 18 pays en développement (dont 50% à la Chine seulement). Comme on ne prévoit pas que les flux de capitaux publics augmenteront à l'avenir, le capital privé deviendra de plus en plus la principale source de financement du développement.

Notant, qu'il nous a été impossible dans le temps qui nous est imparti pour cette recherche (les statistiques, chiffres et informations ne sont pas facilement accessibles auprès de certaines entreprises privées) de pousser plus loin pour estimer le montant des investissements (qui semble important) des entreprises canadiennes¹ dans le secteur de l'eau dans les p.v.d.. Cependant, des informations fragmentaires peuvent être dégager à partir des tableaux suivants.

Stratégies, moyens et ententes pour un partenariat avec la Division E.R.N. - gestion de l'eau du C.R.D.I. et les entreprises privées canadiennes dans le secteur de l'eau dans les p.v.d.

La division ERN - C.R.D.I. gestion de l'eau, peut établir un partenariat avec les entreprises privées canadiennes dans le secteur de l'eau dans les p.v.d. et ce dans plusieurs domaines.

Les entreprises privées seraient intéressées par certains services et recherches que peut effectuer la division - eau au C.R.D.I., la position privilégiée du C.R.D.I. sur le terrain dans les p.v.d. pourrait s'avérer la raison ultime de ce recours.

1 Voir - en tableaux suivants - Les entreprises privées canadiennes dans le secteur relié à l'eau dans les p.v.d.

ENTREPRISES PRIVÉES CANADIENNES DANS LE SECTEUR RELIÉ À L'EAU DANS LES P.V.D.

1

PAYS	PROJET	NOMS ET ADRESSES DES ENTREPRISES OU AGENCES	CONTRAT	DOMAINE D'ACTIVITÉS
En Asie	Contrôle de la pollution industrielle	North American Environmental Services Inc.; Canora Asia Inc.	1993 \$ - ND	- gestion des déchets solides, traitement des déchets d'eau et les déchets dangereux et le support technique des services pour les centres urbains majeurs dans les pays ASEAN
En Asie Sud-est	Services environnemental d'industrie	Canora Asia Inc.	1993 \$ - ND	- concentration sur les contrats, concernant la gestion des déchets d'eau, le traitement des déchets dangereux et les déchets d'eau et l'approvisionnement de l'eau potable
Angleterre	Centre de contrôle d'eau	M31 Systems Inc.; Thames Water Utilities Ltd.	1992 \$ - ND	- installe aussi des chambres de contrôle en Espagne et en Belgique
Asie	Produit forestier et Industrie de produit forestier - Aspect International (projet d'eau)	H.A. Simone Ltd.	1991 \$ 2.5 m	- projet d'eau en Indonésie
Canada (Ontario)	Industrie chimique; contrôle de pollution; pollution d'eau - Ontario	Dow Chemical Canada Inc.	1992 \$ 10 m	- contenir les déchets d'eau à ses neuf usines de pétro chimique, plastique et produit de construction à Sarnia, Ontario
Canada (Saskatchewan)	Ressources d'eau - Saskatchewan	Saskatchewan Conservation and Development Assn.	1992 \$ - ND	- projet de gestion d'eau, comme l'irrigation, contrôle d'inondation, stabiliser les lacs, adduction d'eau pour les municipalités et planification d'endroit multi fonctionnelle de marais
Canada (Ontario)	Contrôle de pollution d'eau - Ontario	Stelco Inc.; Defasco Inc.	1992 entre 300,000 et 600,000 \$	- recherche de décontamination des sédiments pollués sur les ports des usines
Canada (Alberta)	Industrie emballage - Alberta	Cargill Ltd.	1991 \$ 4 m	- construction d'un système de traitement de déchets d'eau
Canada (Ottawa)	Travail public; privatization	Dominion Waterworks Ltd.	1992 \$ 8 m, 250 m, 700 - 800 m	- \$ 8 m pour construire et opérer une usine de traitement de déchets d'eau - \$ 250 m pour les infrastructures - \$ 700 - 800 m annuellement des sources du secteur privé pour financer les projets
Canada (Alberta)	Compagnies d'eau	Canadian Utilities Water LTD.	1992 \$ 13 M	- \$ 13 M pour la canalisation d'eau potable

SOURCES: MINISTÈRE DES- AFFAIRES EXTÉRIEURES
ET COMMERCE INTERNATIONAL; OTTAWA.
1995 -

ENTREPRISES PRIVÉES CANADIENNES DANS LE SECTEUR RELIÉ À L'EAU DANS LES P.V.D.

Kuwait, Europe de l'ouest, États-Unis d'Amérique	Divers Projets	SNC Levalin Inc., Industrial Division 2 Place Félix-Martin, Montréal (Qué) H2Z 1Z3	1995 \$ - ND	- contrôle d'inondation, étude d'impact environnemental, contrôle de pollution, traitement et disposition des déchets environnementaux et approvisionnement d'eau aux municipalités
Australie, Chili, Dominica, Caraïbes de l'est, France, Grenade, Guadeloupe, Japon, Koweït, Martinique, Singapour, St-Lucie, St-Vincent, États-Unis d'Amérique, L'Europe de l'ouest	Divers Projets	Zenon Environmental 845 Harrington Crt Burlington, Ont L7N 3P3	1995 \$ - ND	- équipement de traitement de déchets industriels et chimiques; traitement d'eau et d'égout; système d'eau; système de filtration d'eau, d'irrigation d'eau et le système d'eau municipal
Argentine, Bangladesh, Barbade, Bolivie, Brésil, Cameroun, Caraïbes/Amérique Centrale, Amérique Centrale, Chili, République des peuples de Chine, Colombie, République Tchèque, République Dominicaine, Égypte, Allemagne, Jamaïque, Mexique, Maroc, Pakistan, Paraguay, Pérou, Pologne, Rwanda, Sri Lanka, Tanzanie, Thaïlande, Trinitad-Tobago, États-Unis d'Amérique, Vénézuéla, Vietnam, Zaïre	Divers Projets	Le Groupe S.M. Inc. 3705 boul Industriel Sherbrooke (Qué) J1L 1X8	1995 \$ - ND	<ul style="list-style-type: none"> - service de conservation de terre agricole et l'eau - contrôle d'inondation - irrigation agricole - approvisionnement d'eau municipala - service environnemental industriel des déchets d'eau/vidanges - service environnemental de terre et l'eau sous terre - service environnemental pour la qualité de l'eau - service environnement de l'eau potable, traitement et service de distribution - approvisionnement de l'eau - service d'usine au facilité au purification de l'eau - service de planification des Ressources d'eau

ENTREPRISES PRIVÉES CANADIENNES DANS LE SECTEUR RELIÉ À L'EAU DANS LES P.V.D.

3

Divers projets	Envirobec Inc. 3075 chemin Quatre Bourgeois Bureau 300 Sainte-Foy Qué G1W 4Y4	1995 - ND	<ul style="list-style-type: none"> - service de conservation d'eau et terre agricole - service environnemental de terre et d'eau sous-terre - service environnemental de qualité d'eau - service de contrôle des inondations des plaines - service de distribution et traitement et l'approvisionnement de l'eau potable - service d'usine au facilité à la purification de l'eau - service de planification des Ressources d'eau
<p>Algérie, Antigue, Argentine, Bénin, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chili, République du peuple de Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte- d'Ivoire, Djibouti, République dominicaine, Équateur, Égypte, Éthiopie, Guyane française, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Haïti, Honduras, Indonésie, Malaysia, Mali, Mauritanie, Mexique, Maroc, Népal, Nicaragua, Niger, Pérou, Philippines, Sénégal, Sierra Leone, Thaïlande, Togo, Vanuatu, Vietnam, Îles vierges, Zaire</p>			

ENTREPRISES PRIVÉES CANADIENNES DANS LE SECTEUR RELIÉ À L'EAU DANS LES P.V.D.

4

<p>Antarctique, Argentine, Bahrein, Bermudes, Bolivie, Brésil, Chili, République du peuple de Chine, Colombie, Chypre, Équateur, Égypte, Îles Falkland, Groenland, Guyane, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Corée du Sud, Nord, Corée du Sud, Koweït, Liban, Oman, Paraguay, Pérou, Qatar, Arabie saoudite, Surinam, Syrie, Thaïlande, Taïwan, Turquie, Émirats Arabes, États-Unis d'Amérique, Uruguay, Vénézuéla, Yémen</p>	<p>Divers Projets</p>	<p>Water group Canada Limited 285 Industrial Road Cambridge, Ontario N3H 4R9</p>	<p>1995 \$ - ND</p>	<p>- équipement de filtration, d'eau, emballage, domestique - système de filtration, eau, industrie - équipement d'adoucissement, eau, domestique, industrielle - équipement de traitement d'eau, emballage, domestique, industrielle</p>
<p>Algérie, Argentine, Asie/Pacifique, Caraïbes/Amérique centrale, Chili, République du peuple de Chine, Ghana, Kenya, Nigéria, Zimbabwe</p>	<p>Divers Projets</p>	<p>Peacock Inc. 1158 Aerowood Drive Mississauga, Ontario L4W 1Y5</p>	<p>1994 \$ - ND</p>	<p>- traitement d'eau, filtre</p>

ENTREPRISES PRIVÉES CANADIENNES DANS LE SECTEUR RELIÉ À L'EAU DANS LES P.V.D.

5

Arménie, Asie/Pacifique, Azerbaïdjan, Barbade, Belarus, Bolivie, Chine, Communauté des états indépendants, Estonie, Georgie, Hongrie, Indonésie, Iran, Irak, Jordanie, Kazakhstan, Koweït, Kirghizstan, Lettonie, Lituanie, Malaisie, Moldova, Nouvelle-Zélande, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Philippines, Fédération Russe, Singapour, Syrie, Tadjikistan, Taïwan, Trinitad-Tobago, Turquie, Turkménistan, Ukrainien, Émirats Arabes, États-Unis d'Amérique, Ouzbékistan, Vénézuéla, Vietnam, Yémen	Divers Projets	Kvaerner Process Systems Inc. #200-1209-59th Avenue S.E. P.D. Box 19 Calgary, Alberta T2H 2P6	1994 \$ - ND	- équipement de traitement de l'eau et égout - systèmes de traitement d'eau, industrielle
---	----------------	---	--------------	--

En effet, ces entreprises privées manquent souvent de personnel sur place dans les p.v.d. et elles ont besoin d'informations, d'études etc....

Notant que ces entreprises privées qui interviennent dans les p.v.d. manquent souvent de personnel sur le terrain mais qu'elles sont hautement spécialisées dans leurs domaines de compétences qui relèvent souvent d'installations technologiques (système d'assainissement, système de filtration) ou d'infrastructures lourdes telles que les barrages, adduction d'eau etc...

Certaines des ces entreprises semblent éprouver des difficultés à savoir pour obtenir ou à réalisé sur le terrain des études portants sur les aspects suivants:

- * gestion des coûts
- * gestion et contrôle des coûts
- * gestion de la demande en eau
- * des études multidisciplinaires

- D'autres listes de recherches peuvent être déterminées par - ERN - section eau avec les entreprises privées canadiennes dans les p.v.d..

- Afin de faire bénéficier les entreprises de recherches qui peuvent être élaborées; il y a lieu d'abord d'établir des liens, contacts et de faire connaître les compétences et les ressources de la division ERN - section eau.

- Lors des négociations, l'approche de la division ERN - C.R.D.I. gestion de l'eau doit démontrer que les entreprises qui oeuvrent dans les p.v.d., doivent de plus en plus faire parties d'une équipe multidisciplinaire internationale, apporter l'appui de leur gouvernement et l'accès au financement (Bilatérale le Multilatérale) pour gagner; (contrats, projets dans les p.v.d.). Elles doivent faire face à des concurrents de plus en plus compétitifs sur la scène internationale.

- D'où les partenariats deviennent essentiels, certaines entreprises en font déjà, mais d'autres commencent à peine à s'en rendre compte.

- Démontrer aux entreprises qu'il y a un énorme potentiel dans le secteur de l'eau dans les p.v.d. mais que ce marché exige des alliances sur le terrain (gouvernements, communautés) et internationales et du financement.

- Démontrer aux entreprises privées dans le secteur de l'eau, l'utilité d'avoir des recherches multidisciplinaires sur certains domaines dans les p.v.d. par exemple: impacts et répercussions sur ces entreprises et d'éviter de créer le chaos par la mise en libération du marché de l'eau (prix, taxes, etc...)

12) CONCEPTS DE L'AIDE DES FONDS ARABES ET DES INSTITUTIONS ISLAMQUES, DANS LE DOMAINE DE LA COOPÉRATION DU DÉVELOPPEMENT:

Le principe fondamental de la philosophie¹ islamique en matière d'aide, principe sous-jacent aux institutions dispensatrices de cette aide, en occurrence la Banque Islamique, découle des préceptes de L'Islam selon lesquels il faut < < dépenser à la manière de dieu et partager avec les autres > >. En conséquence, les institutions musulmanes et arabes considèrent que c'est pour eux un devoir que prêter assistance aux peuples moins fortunés. Cela se traduit par l'importance de leurs engagements dans le domaine de l'aide au développement. Les membres de l'O.P.E.P. sont les plus généreux à cet égard; ils donnent beaucoup plus que les pays industrialisés y compris les pays scandinaves, surtout entre 1974 - jusqu'au début des années 1980 - années où le prix du pétrole était raisonnable (voir - tableau ci-après: L'aide des pays arabes jusqu'en 1993.) Il faut noter que, en moyenne, la part que consacrent les pays industrialisés au développement par rapport à leur produit national brut (P.N.B.) n'a jamais atteint 0,70 - objectif fixé par les Nations Unies - sauf dans le cas de la Norvège et Danemark qui est environ 1%. La moyenne de la part des pays arabes est relativement plus élevée, mais elle varie en fonction de la conjoncture économique internationale et du prix du pétrole.

Les institutions d'aide islamique et arabes paraissent encore plus significatives lorsqu'on s'aperçoit que les aides de ces pays ne sont pas < < liées > > c'est à dire qu'ils n'obligent pas les bénéficiaires à consacrer une portion des fonds qui leur sont alloués à l'achat de biens et de services des pays islamiques et arabes.

Du fait de leur philosophie humanitaire, les organismes islamiques et arabes accordent une préférence aux plus pauvres (plus de 100) pays bénéficiaires de leur

1 Moatassime Ahmed; "L'Islam et son actualité pour le tiers-monde" in Revue - Tiers-Monde - no 92 octobre-décembre 1982

Concessional Assistance by Arab Countries

Net of Payments

\$ million

	1970		1975		1980		1985		1990		1991		1992		1993	
	\$ million	As % of GNP	\$ million	As % of GNP	\$ million	As % of GNP	\$ million	As % of GNP	\$ million	As % of GNP	\$ million	As % of GNP	\$ million	As % of GNP	\$ million	As % of GNP
Algeria	1	0.02	31	0.27	81	0.2	13	0.02	42	0.97	7	0.01	3	0.01	7	0.01
Iraq	..	..	269	2.01	984	2.36	-21	-0.04	36	0.65	70	0.11	-2	0.00	-28	-0.04
Kuwait	146	6.19	916	6.91	1 140	2.82	102	0.39	170	0.51	1 205	5.12	389	2.45	202	0.87
Libya	64	1.03	279	2.43	3 76	1.16	129	0.62	174	0.50	37	0.14	15	0.65	40	0.15
Qatar	..	..	307	14.17	277	4.16	4	0.06	3	-0.04	2	-0.02	1	0.01	1	0.02
South Arabia	172	5.57	2 699	7.6	5 022	4.97	2 045	2.32	1 170	1.36	5 652	5.36	1 704	1.42	783	0.65
United Arab Emirates	..	..	929	10.38	1 113	4.06	-17	0.07	65	0.23	806	2.62	552	1.64	169	0.48
TOTAL	385	2.19	5 617	5.49	9 539	3.26	2 263	0.15	1 655	0.56	5 955	1.80	2 667	0.85	1 173	0.36

assistance. Les premières années, l'aide de ces pays à d'abord été dirigée vers les pays du Moyen-orient . Toutefois, elle s'est étendue depuis une grande partie du monde - de l'Afrique de l'ouest au Bangladesh, en Indonésie et plus récemment en Amérique Latine, aux nouvelles républiques et communautés musulmanes de l'Europe de l'est et de l'Asie centrale.

Les institutions islamiques et arabes disposent de d'importantes ressources financières pour aider les p.v.d., mais dans l'état actuel de leur développement, ils n'ont pas en nombre suffisant les techniciens et les gestionnaires nécessaires pour échauffer des projets de développement sur une grande échelle.

En conséquence, ils consacrent la plus grande partie de leur assistance au développement à des organisations multilatérales ou à des projets bilatéraux financés conjointement par plusieurs partenaires ou institutions qui fournissent chacun leur contribution (en espèces ou en nature: technique, savoir faire, Marketing ou autre service) en vue de la mise en oeuvre d'un projet. Il y a lieu de préciser que cette approche pourrait constituer pour E.R.N. - C.R.D.I. un partenariat-cofinancement idéal dû au fait de la complémentarité pour faire aboutir les projets de développement pour les plus pauvres.

Les institutions islamiques et arabes confient généralement aux institutions financières internationales, le soin d'identifier les projets, d'étudier leur faisabilité et de s'occuper de leur administration d'ensemble. Le financement des projets est à la base de cofinancement parallèle et conjoint des projets normalement adopté. Le cofinancement permet à ces pays de combiner leurs ressources pour s'attaquer aux difficultés qui comportent les problèmes de développement d'une grande ampleur et donc d'augmenter l'incidence de leurs contributions sur le développement tout en faisant profiter un certain nombre de pays et de secteurs de leurs ressources. Notons que les fonds arabes et les institutions islamiques ont accepté les pays du

SUD (p.v.d.) comme de réels partenaires et à substituer aux rapports de dépendance des rapports plus équilibrés d'interdépendance.

L'aide des pays arabes et des institutions islamiques est fondée sur une philosophie humanitaires, mais elle n'est pas dispensée sans égard à des considérations pragmatiques. En effet, à la différence de celle des pays industrialisés, cette aide ne découle pas de richesses renouvelables mais au contraire d'une source tarissable (le pétrole). Les contributions versées par les pays arabes à des programmes d'assistance sont donc directement issues de ressources en capitaux.

Les fonds d'aide visent ainsi, en prévision de la période qui suivra l'ère du pétrole, servent à permettre le développement de ces pays et ainsi qu'à susciter des investissements générateurs de revenus dans les p.v.d. et dans les pays industrialisés.

Le fait que les institutions arabes et islamiques d'aide au développement jouent un rôle important dans le domaine de la coopération au développement a amené la création d'un groupe chargé de coordonner les efforts et les activités en matière d'aide des pays membres de ces institutions. Ces institutions appartiennent à trois catégories:

a) Les institutions nationales: Ces institutions créées et financées en totalité par leurs gouvernements sont le Fonds d'Abu D'Habi pour le développement économique arabe, le Fonds Koweïtien pour le développement économique des pays arabes, le Fonds Saoudien de développement.

b) Les institutions arabes multilatérales: Le Fonds Arabe de développement économique et social et la Banque Arabe pour le développement économique de l'Afrique.

c) Les institutions multilatérales mixtes (État Arabes et non arabes: La Banque Islamique de développement et le Fonds de l'O.P.E.P. pour le développement international.

Il faut noter, que le Fonds Arabe au Koweït est responsable du secrétariat de coordination qui constitue le canal des échanges d'informations et de la préparation des documents. Le pourcentage des projets cofinancés augmente de façon substantielle et le cofinancement, qui représente de 25 à 60% des engagements totaux des membres du groupe, est désormais la règle.

Le groupe de coordination a normalisé beaucoup de procédures d'exploitation afin que les pays membres suivent des procédures analogues sinon identiques pour les accords de prêts, les directives en matières d'approvisionnement et les décaissements.

Cette uniformité accrue a augmenté les chances de succès des projets cofinancés. Elle a également contribué à accélérer l'acheminement des prêts, notamment dans les pays bénéficiaires, car elle a réduit au minimum les complications qui découlaient de la diversité des règles, des règlements et des documents. Les recommandations émises par le groupe n'ont aucun caractère obligatoire, ce qui, paradoxalement conduit les intéressés à parvenir plus rapidement à un consensus à leur sujet et à mieux les accepter. Signalons enfin, que l'Algérie s'est dotée (1992) d'une "Agence Algérienne de coopération internationale" que tout investissement, prêt, contrat à l'intérieur du pays ou à l'extérieur relèvent désormais de cette institution. Ce sont là les éléments essentiels qui nous semblent guider les institutions arabes et islamiques d'aide.

REMARQUES GÉNÉRALES:

Nous devons souligner que E.R.N. - gestion de l'eau du C.R.D.I. constitue le type d'organisme que ces institutions islamiques et arabes recherchent. On peut collaborer étroitement avec ces organismes d'aide et cofinancer conjointement avec eux des projets reliés au secteur de l'eau, qui est un domaine essentiel au développement économique et à l'environnement. Le manque d'eau est déjà un problème majeur dans nombre de pays du Moyen-orient en particulier et dans les p.v.d. en général.

La recherche de rapports plus étroits avec les institutions islamiques et arabes vise à réunir les fonds nécessaires au financement de projets qui dépassent un seul partenaire.

- Pour coopérer avec ces pays, signalant qu'un bon réseau de contacts sur place permet d'identifier tôt les occasions à saisir et d'agir vite. Une bonne coordination de contacts au niveau opérationnel
- Du côté de (E.R.N. - C.R.D.I.) il y a lieu de faire connaître le centre, sa structure, ses buts, ses objectifs et ses réalisations, dans son approche pour d'éventuelles négociations, comme nous l'avons déjà fait concernant la B.I.R.D.
- Il nous apparaît que pour aller vers ces institutions islamiques et arabes, et concrétiser, des projets de développement de tenir compte que la notion du temps est différente des pays occidentaux, c'est culturel. La persévérance est de mise, mais cette persévérance semble payer et peut constituer une autre grande source de "Revenus de génération" pour E.R.N. - C.R.D.I.
- De mettre l'emphasis lors des négociations et des discussions avec les décideurs de ces institutions, sur l'importance et les retombées du secteur de l'eau (gestion,

approvisionnement, et assainissement) dans l'économie des pays - on sait que la denrée "EAU" est un sujet de préoccupation d'une grande importance et sensible dans les régions et pays d'interventions de ces institutions. Notant, que les régions de ces pays sont arides et qu'il y a lieu de remédier et se parer de ce qui l'on appelle déjà "The beginnings of water stress"¹ pour les années à venir... des aménagements et une gestion de l'eau appropriée doivent être réalisés dans les toutes prochaines années. On connaît les effets catastrophiques de sécheresse au Sahel et du Maghreb. Régulièrement, des conflits éclatent sur l'utilisation des eaux du Jourdain, du Tigre et de l'Euphrate au Proche-orient.

L'eau est un enjeu de taille, une menace pour la sécurité du Moyen-orient. La question de l'eau et de sa répartition entre les 5 millions d'Israéliens et les 2,4 million de Palestiniens des territoires autonomes et occupés est plus explosive que la douloureuse question des colons juifs en terre Palestinienne, plus compliquée à régler que le sort définitif des deux secteurs de Jérusalem et plus lourde de conséquences que la grande affaire des 3 millions de réfugiés palestiniens < < de l'extérieur > > .

Comment partager des nappes aquifères² qui se moquent des frontières et prennent au contraire un malin plaisir à relier, sous terre, des entités opposées en surface?

Dans la période intérimaire, c'est-à-dire au moins jusqu'en juin 1999 sauf si le statut définitif des territoires pouvait être défini plus tôt, ce qui est hautement improbable, la seule latitude du directorat palestinien de l'eau, organisme créé en

1 Robin Clarke; "Water: The International Crisis". Edition British Library - 1991, 199 pages

2 Brooks David B. et Lonergan Stephen C.: "Watershed: The role of fresh water in the Israeli - Palestinian conflict" Edition I.D.R.C. 1994 314 pages

mai 1994 dans le cadre des accords du Caire, sera de <<superviser les puits artésiens situés dans les zones autonomes et de négocier avec Israël la part d'<<OR BLANC>> qui lui revient.

13) RECOMMANDATIONS ET PLAN D'ACTION

Dans notre plan d'action, nous essayerons d'exposer les principaux problèmes identifiés dans le domaine du partenariat et du cofinancement des projets dans le secteur de l'eau impliquant les p.v.d. et E.R.N. - gestion de l'eau du C.R.D.I.

Nous ferons suivre le commentaire sur un ensemble d'objectifs accompagnés d'une liste exhaustive d'actions envisageables.

IDENTIFICATION DES PROBLÈMES reliés au Partenariat et cofinancement

Le terme de cofinancement désigne tout arrangement en vertu duquel des fonds prêtés par la Banque Mondiale ou par tout autre institution multilatérale jouant le rôle de pivot dans l'opération sont associés à des fonds fournis par d'autres sources extérieurs aux emprunteurs, pour financer un projet.

De nombreux partenaires de diverses origines se sont associés depuis plusieurs années à la Banque Mondiale pour participer à cette nouvelle forme d'aide aux développements. chacune des parties y voyant un avantage, les programmes de cofinancement ont donc connu une rapide expansion.

a) Le cofinancement avec les organismes publics (gouvernements membres, leurs agences, et les organismes financiers multilatéraux) est resté sans doute le principal type de cofinancement, tant par le nombre des opérations que par le montant total de l'assistance. La Banque Mondiale est considérée comme un partenaire parmi d'autres dans l'effort de développement. Il peut arriver que l'emprunteur indique d'autres organismes de crédit susceptibles de participer à une opération et les solliciter de son côté. Dans d'autres cas, c'est la Banque elle-même qui identifie ces organismes.

b) Les organismes de crédit à l'exportation de la plupart des pays ont participé à des opérations de cofinancement initialement dans des cofinancements conjoints, et plus récemment, sous forme de financement parallèle. Dans ce cas, la Banque et l'emprunteur se partagent les éléments du projet à financer. Une série d'éléments est alors financée par la Banque (il s'agit le plus souvent des travaux de génie civil) et les autres (généralement les marchés de matériel) par l'organisme de crédit à l'exportation.

c) Depuis longtemps, la Banque Mondiale encourage le cofinancement en coopération avec les sources privées de capitaux. Celles-ci comprennent les Banques commerciales, des compagnies d'assurances ou d'autres institutions opérant sur les marchés de capitaux privés situés en dehors du pays emprunteur.

Cette procédure de cofinancement a été particulièrement utile pour les organismes d'aide récemment constitués, le cofinancement leur permet d'utiliser leurs fonds beaucoup plus tôt et dans un nombre beaucoup plus grand de p.v.d. que s'ils avaient cherché à identifier, préparer et évaluer leurs propres projets.

On peut envisager que dans les prochaines années, le cofinancement devrait demeurer une source de fonds importante pour les projets financés par la Banque Mondiale, les banques régionales de développement, les fonds Arabes et les institutions islamiques.

Il apparaît que la technique de cofinancement des projets de développement du secteur relié à l'eau constitue une source de fonds et une alternative nouvelle de financement (génération de revenus) pour la division E.R.N. - gestion de l'eau du C.R.D.I. Spécifiquement, le cofinancement conjoint doit être privilégié dans les négociations de contrats et prêts avec les partenaires, afin de faciliter l'encaissement des prêts octroyés et pour une grande souplesse dans la gestion des projets.

Il faut noter que de plus en plus d'organismes outre les banques (mondiale, régionales) interviennent sous cette formule de cofinancement-conjoint en particulier les Fonds Arabes et Européens.

Enfin, signalons que la structure actuelle du financement international du développement nous semble pour conclure poser un problème beaucoup plus fondamental encore, celui de l'allocation des fonds entre les p.v.d. Le poids croissant au système bancaire dans ce cofinancement implique en effet que cette allocation procède essentiellement de la logique risque-rentabilité. Celle-ci conduit inéluctablement à une concentration croissante des ressources sur un petit nombre de p.v.d. Les plus riches et qui offrent par conséquent les meilleures garanties de remboursements. Certes, les techniques de financement de projet de cofinancement peuvent constituer une parade efficace à l'égard de cette tendance rationnelle du point de vue des prêteurs, mais qui peut s'avérer ne pas l'être dans une perspective politique plus large.

Cependant, le cofinancement est une modalité intéressante du financement international: il a permis un élargissement et un perfectionnement des flux de capital en direction des pays en voie de développement ou tout au moins, de certains d'entre eux.

PROCOTOLES D'OBTENTION D'UN COFINANCEMENT AVEC - B.I.R.D., A.C.D.I., ENTREPRISES PRIVÉES, FONDS ARABES ET INSTITUTIONS ISLAMIQUES

La démarche et les actions nécessaires pour la concrétisation d'un cofinancement avec la B.I.R.D. reposent sur les aspects suivants:

- Il est essentiel de connaître les décisions d'études ou de financement prises par la Banque Mondiale, de façon à pouvoir intervenir et soumissionner;

- se faire inscrire sur son fichier;

- obtenir par le biais de << Forum Développement >> - Business Editions: Publication mensuelle de l'O.N.U. à Genève - Résumé des projets envisagés par la B.I. R.D. et << Annual Review of project performance audit results >> analyse annuelle de la Banque sur ses réalisations;

- prévoir des déplacements sur place au siège de la Banque Mondiale. C'est un moment opportun et souvent décisif, de tisser des relations (avoir plus d'informations, faire connaître davantage la Division E.R.N. - gestion de l'eau du C.R.D.I.) peut faire la différence pour la concrétisation de prêts éventuels.

Notons enfin, que le Comité de la Banque Mondiale évalue les projets en observant la pondération suivante: L'expérience de l'organisme dans le domaine, qualité du plan de travail et de la méthode proposée (50%) pour chaque membre du personnel affecté à l'opération, éducation, expérience, compétence précise pour l'emploi prévu, connaissance de la région, langue du pays en développement.

- En cas de besoin, on peut recourir aux administrateurs du Canada au niveau de la Banque Mondiale et des banques régionales de développement. Les considérations politiques interviennent dans les décisions de prêts du niveau des gouvernements des pays-membres et des gouvernements des pays emprunteurs.

- E.R.N. - gestion de l'eau du C.R.D.I. doit développer sa capacité de négocier un financement dans le secteur de la gestion et assainissement de l'eau en s'appuyant sur l'argument aussi valable, du rôle de l'eau dans la promotion du bien-être et de la croissance économique.

On pourrait toucher un plus grand nombre de partenaires en exploitant des moyens de communications (simples présentations visuelles, vidéo, brochures

etc..) sur les capacités de la division E.R.N. - gestion de l'eau d'entreprendre des recherches dans le domaine, de gestion, d'assainissement etc... au niveau national et international. Il faut les diffuser largement dans les organismes internationaux (Banque Mondiale, banques de développement, O.M.S., P.N.U.D. etc..) municipalités, entreprises privées, dans les p.v.d. (gouvernements régionaux, municipalités et communautés de base).

- Cette communication doit porter sur les points suivants:

a) la capacité de E.R.N. - gestion de l'eau du C.R.D.I. à entreprendre des recherches sur le terrain et ce dans différents domaines.

b) les travaux de recherche - développement en vue de l'amélioration des instruments d'analyse et d'exécution des politiques de la gestion de l'eau.

- recherches et appuis pour le renforcement des capacités nationales et institutionnelles dans les p.v.d. (capacity building)

- des recherches peuvent être réalisées par E.R.N. - gestion de l'eau du C.R.D.I. aux échelons; national, régional municipalités ou regroupement de plusieurs pays, pour soutenir la prise de décisions. Recherches - bilan (évaluation rapide) recherches qualitatives et participatives et communautaire.

- que E.R.N. - gestion de l'eau s'associe de plus en plus à des projets de partenariats et cofinancements dans les secteurs de recherches, gestion et assainissement dans l'eau. Le milieu est tout à fait propice à la coordination, à la liaison et à la collaboration entre chercheurs et réseaux de recherche au niveau national et international.

- consultations avec l'A.C.D.I., tout en assurant une plus grande coordination entre le M.A.E.C.I., l'A.C.D.I., la S.E.E. et autres en tenant régulièrement des consultations sur les divers projets visés par le programme de coopération industrielle (P.C.I.) de la direction générale des politiques de l'A.C.D.I., dans le secteur relié à l'eau (recherches et projets).

- pour établir un partenariat avec les entreprises privées, E.R.N. - gestion de l'eau du C.R.D.I., on doit parler de projets d'investissements (recherches et gestion de l'eau) avec les entreprises privées. Les gens du secteur privé comprennent les idées, mais il traitent avec la réalité quotidienne et agissent en termes de coûts-bénéfices-

- on reconnaît que, dans une période d'intensification de la concurrence pour l'obtention de ressources de fonds et financements restreintes, les organismes habituels peuvent se trouver dans l'impossibilité d'augmenter nettement leur aide ou prêt, mais si on réussit à montrer l'intérêt des investissements dans le secteur de l'eau en particulier pour les fonds Arabes, la Banque Islamique, la Banque Arabe de développement pour l'Afrique, et ce pour le moyen orient, l'Asie et pour l'Afrique, une réaffectation des fonds devient possible. Notons que le secteur de l'eau est un secteur vital et de première préoccupation des dirigeants et des populations dans de nombreux pays dans des régions du monde.

- pour établir un partenariat et cofinancement avec les fonds Arabes, la banque de développement islamique et la banque Arabe de développement pour l'Afrique, il y a lieu de faire les contacts sur place, afin d'asseoir une coopération basée sur la compréhension et la confiance mutuelle. Notons que , pour les pourvoyeurs de fonds, de prêts, d'aide ainsi que les investisseurs qui s'intéressent aux p.v.d., le facteur clé c'est la confiance. Les incitations financières et autres peuvent jouer un rôle, mais il est beaucoup plus important que les paramètres fondamentaux

soient bien orientés. Les principaux éléments qui permettent l'établissement de cette confiance apparaissent comme étant:

- un environnement économique et politique stable,
 - un cadre juridique transparent, équitable,
 - la possibilité de rapatrier les bénéfices.
- deux obstacles majeurs aux mouvements de prêts et des capitaux dans les projets de développement dans les p.v.d., sont probablement le risque et l'information. Lorsque l'information est limitée et le risque considérable, il peut y avoir, même dans les pays développés, un rationnement du crédit. Par conséquent, il ne faut pas s'étonner du fait que les pays se heurtent à des restrictions de crédit et aient ainsi un accès limité aux capitaux. E.R.N. - gestion de l'eau du C.R.D.I. se doit de focaliser dans ses démarches pour l'obtention de prêts pour les projets sur ces deux éléments décisifs entre le prêteur et l'emprunteur lors des négociations.
- Il faut désormais aller vers le client et le client, ce dernier étant le gouvernement des p.v.d. - pour l'obtention de prêts pour les projets de développement. La Banque Mondiale, les Banques de développement régionales, les fonds Arabes, la Banque Islamique et autres exigent souvent la signature du pays récipiendaire du prêt. E.R.N. - gestion de l'eau du C.R.D.I. doit passer à l'étape de l'innovation dans le financement des projets du développement et de la responsabilisation des p.v.d.
- E.R.N. - gestion de l'eau du C.R.D.I. devrait bénéficier dans son approche auprès de ces gouvernements des p.v.d., des 25 années d'aides multiformes et de recherches et de développement à des institutions et communautés de bases dans ces p.v.d., qu'avait déjà apporté le C.R.D.I.

- L'entremise auprès des autorités concernées par le projet et les accords de prêts doivent être facilités par les services de l'Ambassade Canadienne - cela peut permettre d'accélérer le processus de négociations et aboutir à un résultat.
- Le négociateur doit faire preuve de patience et de souplesse avec ses interlocuteurs, car il possède un atout majeur: c'est de venir en aide dans un secteur vital pour les populations et l'économie des pays.
- D'entretenir le dialogue et les contacts avec les prêteurs internationaux afin d'améliorer les procédures de passation de marchés et de se tenir au courant des possibilités des marchés éventuels (prêts).
- On pourrait en effet, croire que désormais le développement extraordinaire des techniques permet à chacun de rester chez soi tout étant branché sur des écrans vidéos grâce auxquels il est possible de communiquer avec des partenaires distants de milliers de kilomètres et de réaliser dans la charte toutes les transactions voulues, or il n'en est rien. Si ces possibilités existent bien et sont largement utilisées, les acteurs financiers et les dirigeants de grandes entreprises sont unanimes à souligner que rien ne vaut la présence physique sur un marché, le contact de personne à personne, les relations personnelles pour juger ses partenaires, connaître les règles, souvent subtiles et non écrites, qui prévalent sur un marché, emporter et conclure les contrats, etc. ...
- Enfin, pour atteindre les objectifs diversification de sources de financements (génération de revenus pour E.R.N. - gestion de l'eau du C.R.D.I., il nous semble qu'un partenariat parmi les fonds Arabes et la Banque Islamique (et autres institutions islamiques); c'est très tôt qu'il faut susciter leur intérêt et leur donner des chances égales depuis le départ. Le préalable est donc un clair échange préliminaire d'informations sur les besoins financiers du projet comme sur les possibilités et conditions des divers fonds et banques (bilatéraux et multilatéraux).

Les conditions permettant aux partenaires une collaboration efficace sont:

a) échange complet d'informations dès le stade de l'identification du projet, de façon à établir l'intérêt éventuel du partenaire dans une participation,

b) définir une conception de l'analyse afin d'aboutir à une analyse acceptée par tous et réalisée par un organisme qualifiée.

- Le Fond Arabe de développement économique et social (F.A.D.E.S.) situé au Koweït - vu son importance dû au fait 1) il gère le Fond de l'O.P.E.A.P. 2) il est secrétariat de coordination des Fonds Arabes, constitue à notre avis, le fond idéal pour les premiers contacts pour établir un partenariat - cofinancement dans cette région du Moyen-orient.

CONCLUSION

L'investigation menée pour cette étude nous a démontré que la mondialisation des échanges a été accélérée grâce à deux secteurs, véritables systèmes nerveux des sociétés modernes: Les marchés financiers et les réseaux d'information.

En premier lieu, dans notre recherche nous avons essayé de dégager les éléments nécessaires pour les projets de développement sur les bases de cofinancement avec les divers intervenants (Banque Mondiale, banques régionales de développement, banque islamique, Fonds - Arabes, A.C.D.I. et les entreprises privées) dans le secteur relié à l'eau dans les p.v.d.

En second lieu, nous avons tenté de retracer et de distinguer quelques éléments politico-économique préconisés en ce qui concerne directement le secteur de l'eau (gestion et assainissement) préalables pour conclure des ententes de prêts, contrats, pour les projets dans les p.v.d., avec les éventuels partenaires à savoir: La Banque Mondiale, Banques régionales de développement, Banque Islamique, Fonds Arabes, A.C.D.I. et entreprises privées.

Nous nous sommes attardés sur le cas de la Banque Mondiale et dans une moindre mesure sur la Banque Islamique et les fonds Arabes, nous avons essayé d'apporter le plus possible de clarté dans la réalisation de prêts de cofinancement dans le secteur de l'eau avec ces organismes. Par exemple, en concluant un prêt avec la Banque Mondiale l'intervention de la B.I.R.D. peut entraîner souvent, d'autres activités d'assistance technique financées en commun par la Banque Mondiale et d'autres organismes tel que le P.N.U.D., F.A.O., O.N.U.D.I., O.M.S.; cofinancement avec de nombreuses autres organisations; Fonds Arabes, banque Islamique de développement et les banques régionales de développement qui considèrent souvent la B.I.R.D. comme une référence.

En outre, les banques de développement jouent un rôle important dans la promotion du développement économique et social dans les p.v.d.

Les banques de développement sont des intervenants clés dans les marchés émergents de l'Asie, de l'Amérique Latine et de l'Afrique. Ensemble elles financent l'achat de milliards de dollars de biens et de services pour lesquels seuls pays membre peuvent soumissionner pour des prêts ou contrats. Des prêts annuels combinés effectués par les banques de développement (40 milliards US) environ 12 milliards \$ sont dépensés à l'extérieur des pays emprunteurs pour acheter des biens et des services de fournisseurs étrangers.

les prêts et contrats obtenus par le truchement de ces banques peuvent être le complément des activités commerciales à long terme des entreprises canadiennes dans les p.v.d.

De plus en plus les banques de développement appuient des projets et accordent des prêts dans des secteurs où le Canada est en position de force: L'énergie, l'environnement-gestion de l'eau et assainissement, transports, les télécommunications et la santé.

Comme les banques de développement prêtent généralement aux grandes institutions dans ces marchés, les firmes dont la soumission est retenue peuvent aussi décrocher des contrats financés d'autres sources.

De plus ces banques de développement assument la plus grosse part des risques de non-remboursement associés aux prêts et aux contrats.

On peut constater que ces banques de développement ouvrent la voie à des occasions commerciales qui débordent largement le segment des projets qu'elles

financent et englobent des portions cofinancées d'autres sources (crédits à l'exportation, autres donateurs/partenaires, capital privé, etc.).

Nous avons relevé que l'Agence canadienne de développement international (A.C.D.I.) gère plus de 80% du programme d' A.P.D. du Canada. Doté d'un budget annuel de 2,1 milliards \$, l'A.C.D.I. intervient dans le secteur de l'eau à hauteur environ de 5% des montants accordés aux p.v.d. E.R.N.-gestion de l'eau du C.R.D.I. gère actuellement certains projets en cofinancement avec l'A.C.D.I. Le Canada, en tant que membre respecté de nombre des grandes institutions multilatérales, peut influencer sur les politiques et programmes de développement de ces dernières et des pays qu'elles aident de façons qui complètent ses initiatives bilatérales et en accroissent l'efficacité.

En ce qui concerne le secteur privé, les entreprises canadiennes dans le secteur de l'eau dans les p.v.d trouvent un terrain propice dans certains pays en développement. L'investissement direct progresse, certains voient dans l'investissement privé un relais possible, à la baisse de l'aide publique.

Par ailleurs, on a vu que depuis le début des années 1970 les Fonds Arabes et la Banque Islamique de développement sont partie prenante active dans l'effort international de coopération et de solidarité financière. Bien qu'ils aient consacré leurs ressources financières en priorité à leur économie, les pays arabes et institutions islamiques se sont mis à aider les pays du Tiers-monde, avec lequel ils ont continué à s'identifier malgré leur richesse soudaine. Ils ont consacré une part croissante des revenus excédentaires issus du pétrole à la réalisation de projets de développement. Le secteur relié à l'eau occupe une place relativement importante vue l'importance du secteur dans les pays aidés par ces organismes, soit entre 6% et 15% des montants.

Les Fonds Arabes et les institutions islamiques peuvent constituer une autre source de cofinancement importante pour E.R.N. - gestion de l'eau du C.R.D.I. malgré son volume important et son large déploiement géographique, l'effort financier (bilatéraux, multilatéraux) ne saurait satisfaire aux besoins car ceux-ci sont énormes, bien en de ça des possibilités d'un seul groupe de partenaires, mais nécessite une approche collective et d'une concertation des efforts, actions et initiatives. Cette concertation trouve le plus souvent à se concrétiser dans ce que l'on appelle le cofinancement technique qui intéresse à plus d'un titre, E.R.N. - gestion de l'eau du C.R.D.I., constitue comme un moyen dans le but de redéployer ses efforts de façon efficace (financiers, recherches, gestion et assainissement de l'eau).

Le financement parallèle et surtout conjoint, mettant en présence plusieurs co-prêteurs prend une importance croissante sur la scène de la coopération pour le développement. Cette importance tire sa légitimité de plusieurs facteurs:

La hausse effrénée des coûts des projets, résultant des tensions inflationnistes internationales, les révisions en cascade des prix des biens et services et la réalisation, souvent nécessaire, d'investissement de très grande envergure, tels les barrages, approvisionnement d'eau urbain, centrales énergétiques etc.

En outre, la segmentation des coûts contribue au partage des risques entre les divers bailleurs de fonds, ce qui n'est pas le moindre mérite du cofinancement.

La prolifération des agences de financement du développement multiplie les possibilités d'arrangements d'opérations conjointes. De même que l'augmentation du nombre de pays souverains au cours des deux dernières décades et surtout ce que l'on a appelé le développement du sous-développement, ou, en d'autres termes, l'aggravation de la crise économique dans les pays du Tiers-monde, se traduisent-ils par des besoins pratiquement illimités de ressources extérieures, sans

commune mesure avec les fonds d'aide disponibles, et à fortiori avec les possibilités d'un seul organisme, quels que soient par ailleurs ses moyens techniques et humains et son assise financière.

Il apparait ainsi qu'il est impossible d'entrevoir la mise en route des innombrables investissements dont le monde en développement a besoin sans association des efforts. Dans ce partenariat, la mise en commun de toutes les ressources est indispensable. Les sources commerciales privées trouvent aussi leur place tant sont grands et urgents les besoins.

Le besoin de se mobiliser pour un objectif commun: Celui des équilibres économiques internationaux du redressement de l'économie et de la survie d'une grande majorité de l'humanité.

Nous avons noté que les besoins pour ce faire sont énormes mais que certaines ressources financières, techniques et économique existent de par le monde. Il faut mettre en commun ces ressources et s'atteler, avec résolution, à promouvoir dans l'intérêt de tous les groupes de pays, le bien être général.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Publications de certains organismes étudiés: Rapports annuels, Bulletins périodiques, études diverses, communiqués à la presse, etc.

A.C.D.I. "Le programme de coopération industrielle" - automne-hiver 1994/1995.

Ahmed, Moatassime. "L'Islam et son actualité pour le Tiers-monde" en Revue Tiers monde, no. 92 octobre-décembre 1982, P.U.F.-France.

Ailpeper, De Roy et Michel Hardy; "L'investissement privé étranger et le développement. Des partenaires dans les années 1990? Édition Nord/Sud 1990 (Institut) Ottawa

Anton, D.J., "Thirsty Cities: Urban Environments and Water Supply in Latin America". Edition IDRC, Ottawa, Ont., 1993. 197 pages.

Banque africaine de développement - BAD; rapport annuel 1992.

Banque islamique de développement; "Rapport annuel 1993/1994"

Banque Mondiale; "Document, Bilan 1994".

Banque Mondiale, Rapports annuels, Washington; Questions et réponses, la Banque Mondiale et la S.F.I., 1984

Banque Mondaile. "Document de politique générale de la Banque Mondiale: gestion des ressources en eau , 160 pages, 1993

Banque Mondiale "Problèmes de développement" numéro 31, Comité du développement mai 1993

Boskey, Shirley. "Problems and Practices of Development Banks" Edition, Johns Hopkins Press Baltimore 1974

Bourguinat, H., "Les vertiges de la finance internationale", Économica, Paris 1967

Bretandea, H. "La Banque Mondiale", coll. que-sdis-je?, no. 2330, P.U.F., Paris, 1986

Briscoe, John; "When the cup is half full: Improving water and sanitation services in the developing world, in Environment, May 1993, Vol. 35, No. 4

Brooks, David et Stephen C. Ponergani; "Watershed: The role of fresh water in the Israeli - Palestinian Conflict" Edition IDRC - published 1994 - 314 pages

Coopération trilatérale, O.C.D.E., 1978

Clarke, Robin. "Water: the International Crisis". Edition British - 1991. 199 pages.

George, Susan et Fabrizio Sabelli; "Crédits sans frontières - la religion séculière de la Banque Mondiale" - Édition La découverte, Paris 1994

Gershon Defer et Guy Le Moigne; - In Finances & Development - "Gestion équilibré de l'eau" - World Bank - juin 1994

Jeune Afrique; "Document sur la B.A.D." du 22 au 28 juin 1995

Jeune Afrique Économie no 200, juillet 1995 "Priorité africaine pour la Banque Mondiale", p 29

Journal la Presse Canadienne - cahier économique 29 juillet 1995

Kuwait Fund for Arab Economic Development. Annual Report 1993/1994.

Laidi, Zaki. "Enquête sur la Banque Mondiale" Édition Fayard 1989 Paris - 358 pages

Monde Diplomatique; no 483, juin 1994, p. 18-19 "Est-il-possible de réformer la Banque Mondiale?"

Moran, Theodore H. and Contribution; "Investing in Development: New Roles for Private Capital? Edition Overseas - Development Council No. 6 1986

Mougeot, Luc J. A. et Denis Massé. "Urban Environment Management. Developing a Global Research Agenda." Vols. 1 and 2. Proceedings of an IDRC Workshop, 4-6 May 1993. Ottawa: IDRC.

O.C.D.E., "Investir dans le Tiers Monde" Édition O.C.D.E. Paris 1978

O.C.D.E., "Les nouvelles formes d'investissement international dans les p.v.d." Édition O.C.D.E., Paris 1984

Picciotto, Robert and Rachel Weaving; "A New Project Cycle for the World Bank?" in Revue Finance & Development, December 1994.

Revue - Magherb - Machrek; "La question de l'eau au Moyen-orient - Discours et réalités" - Documentation française no 138 - 1992

Revue Marchés tropicaux et méditerranéens

Revue économique: le financement international du développement Vol 29,
novembre. 1978, no 6

Singer, H.W. and Hatti, Tandon; "Foreign Direct Investments" "Indus Publishing
Company", 1991, 840 pages

UNDP - World Bank; "Water and Sanitation Program annual report", July 1993 -
June 1994

U.S. Agency for International Development; "A.I.D. Policy Paper - Co-financing",
May 1983

World Bank; "International Finance Strategies for Developing Countries" Edition;
Economic Development Institut. World Bank 1992

World Bank; "Problèmes de développement" Banque Mondiale Mai 1993

Yearbook of International Organizations, Vol. 1,2 - 1994-95

**ANNEXES: PROJETS COFINANCÉS DANS LE SECTEUR DE L'EAU PAR LA
DIVISION - E.R.N. - GESTION DE L'EAU DU C.R.D.I.**

- * Projet 86-0109, African Water and Sanitation System (CIEH) avec un cofinancement de l'A.C.D.I. pour le Comité interafricain d'études hydrauliques - Ouagadougou, Burkina Faso
 - this project improves its capacity to collect, process and disseminate information as well as putting into place an information system on water and sanitation for West and Central Africa. (Montant/amount 137,350.00 CAD - C.R.D.I. et 80,000.00 A.C.D.I.)

- * Project 88-1017, Hydrogeology (Bamako/Mali) avec un cofinancement de l'Institut national de recherche en santé publique (INRSP), la Direction nationale de l'hydraulique et de l'énergie (DNHE) et du service d'hygiène du Mali. Pour l'École nationale d'ingénieurs, Bamako, Mali. (Montant de 240,000.00 CAD).
 - this project proposes to examine, through geological studies, the exposure of the Bamako aquiferous underwater sheet to human and animal pollution; determine the dimension of the pollution; and estimate its evolution in order to propose inexpensive corrective measures for use in wells and waste disposal. (Montant/amount 240,000.00 CAD)

- * Project 89-1017, Hydrogeology - Bénin Phase II avec un cofinancement de la Société béninoise d'électricité et d'eau (SBEE), de la direction de l'hydraulique. Pour l'Université nationale du Bénin - Cotonou

- it will continue research on the geology of the area; assess the drinking water/salt water interface; design a mathematical model of the system to be used in various exploitation scenarios; and establish vulnerability maps of the superficial water bearing strata. (Phase I of this project began studies on the hydrogeology of the area.
(Montant/amount 375,105.00 CAD)

- * Project 80-0119, Water Loss - Ecuador), avec un cofinancement Municipal Company for Drinking Water and Sewerage System (EMAPA). Pour Universidad Central del Ecuador, Quito, EC.
 - this project will evaluate the hydraulic efficiency of the water supply network in the city of Ambato in Central Ecuador, assess its state of disrepair, determine the present demand for water and set up a repair and maintenance program for the system. (Montant/amount 11,420.00 CAD)

- * Project 83-0152 Repidisca - Consolidation Phase III avec un cofinancement de l'U.N.E.S.C.O. Pour Pan American Health Organisation (PAHO) Washington, D.C. - CEPIS, QUO 4377, Lima, Peru.
 - phase I of the project provided for the planning and design of the information network while phase II undertook its pilot operation. Phase III will enable CEPOS, the Regional Coordinating Centre to strengthen the network through the development of information infrastructures at the country level, and to consolidate the operation and services of the Regional Coordinating Centre. (Montant/amount) 538,900.00 CAD)

Dnipro River Rehabilitation Program

APPROXIMATE PROJECT VALUE	5.28 M USD
INSTITUTIONS FINANCING PROJECT	Foreign Affairs and International Trade Canada Several public and private concerns
DURATION	April 1994 to March 1997
LOCATION	Ukraine

TYPES OF SERVICES PROVIDED	Environmental studies Technical assistance & advisory services Process evaluation and selection Management information systems Institutional strengthening/restructuring Training and transfer of technology Project monitoring & evaluation
----------------------------	--

DESCRIPTION OF PROJECT

The project has three components : 1) human resources development in environmental management, policy, and public education; 2) environmental information systems; 3) water quality surveys, environmental audits, «green technologies» and municipal water technologies. This project is the first environmental rehabilitation project undertaken in Ukraine and it is expected to be followed quickly by complementary projects supported by the US, UK and other countries.

DESCRIPTION OF SERVICES PROVIDED BY IDRC

IDRC is implementing the program with the Ukrainian Ministry of Environmental Protection. Proposals from local research organizations are screened, selected, funded and coordinated. IDRC set-up a coordinating office in Kiev and ensures timely Canadian counterpart inputs. Training of Ukrainian managers and researchers takes place both in Ukraine and in Canada.

IDRC is also arranging for miscellaneous private and public sector inputs, which represent one third of the project's cost.

Snow & Ice Hydrology

APPROXIMATE PROJECT VALUE	4.25 M USD
INSTITUTION FINANCING PROJECT	Canadian International Development Agency
DURATION	October 1990 to December 1996
LOCATION	Pakistan

TYPES OF SERVICES PROVIDED	Research design/evaluation Project management/administration (on behalf of client) Technical assistance & advisory services Training and transfer of technology Project post-evaluation Project monitoring & evaluation
----------------------------	--

DESCRIPTION OF PROJECT

About 80% of the Indus River flow originates from snow and glacier ice melt in the mountains of Northern Pakistan. The country's livelihood depends upon the water of the Indus for its irrigation and power generation. The goal of the project is to improve living conditions in Pakistan through increased energy production and agricultural output resulting from improved water management.

The project activities consist of designing and establishing a high altitude remote sensing hydrometeorological network, as well as a calibrated hydrologic model for the Upper Indus Basin in Pakistan. The network was successfully established using Meteor Burst technology for telecommunications. The project also includes the involvement of Pakistanis in all phases of the project as well as their training to independently and sustainably operate the system.

DESCRIPTION OF SERVICES PROVIDED BY IDRC

IDRC has the overall responsibility for the project, including monitoring and evaluation. Much of the technical assistance component was contracted to British Columbia Hydro International Limited (BCHIL). IDRC remains intimately involved in the implementation of the training strategy. IDRC and BCHIL involve Pakistanis in all phases of the work as doers and not as observers. Thus, their training is optimized.

IDRC
ACTIVE PARTNER FUNDED RESEARCH ACTIVITIES
as at 31 March 1995

DIVISION	TITLE	NUMBER	(1) PRINCIPAL PARTNER	TYPE	EXTERNAL FUNDING	TOTAL	AGREEMENT COMPLETION DATE
ISSD	DEBT RECORDING AND MANAGEMENT SYSTEM (L40S)	90-0157-00	ASIAN DEVELOPMENT BANK	Co-funding	6,333		30/06/95
ASRO	ADB REGIONAL ASSISTANCE FOR EDUCATIONAL SUPPORT PROGRAM	92-8003-00	ASIAN DEVELOPMENT BANK	Research management	299,125		30/09/94
ASRO	ENVIRONMENT MANAGEMENT CAPACITY (CAMBODIA)	94-8001-00	ASIAN DEVELOPMENT BANK	Research management	728,000	1,033,458	06/02/97
ASRO	ECONOMIC AND SOCIAL HIV/AIDS PREVENTION STRATEGIES FOR NORTHERN THAI WOMEN: OPERATIONS RESEARCH	91-0221-01	AIDS TRUST FUND	Co-funding	55,000	55,000	31/12/95
PRES	UNCTD: ESTABLISHMENT OF THREE WORKING GROUPS	93-0904-01/J3	CARNEGIE CORPORATION	Research management/Advisory service	35,000	634,774	30/09/95
EARO	AFRICAN TECHNOLOGY POLICY STUDIES NETWORK (ATPS)	92-0418-00	CARNEGIE CORPORATION	Secretariat	599,774		31/12/95
PRES	AGENDA 21	93-0903-00	CIDA	Co-funding	30,000		30/10/95
ROSA	ECONOMIC POLICY RESEARCH FOR POST-APARTHEID	92-0900-00	CIDA	Co-funding	1,400,000		31/03/97
CAID	EXPERT/ADVISORY SERVICES FUND COUNTRY FOCUS	92-0801-00/01	CIDA	Research management/Advisory service	2,384,270		31/03/97
ISSD	LIBRARY AND INFORMATION SERVICES NETWORK (LISN)	92-0609-00	CIDA	Research management	1,500,000		31/12/94
PRES	AGENDA 21	93-0903-00	CIDA	Co-funding	20,000		31/03/95
HSD	MOUSTOUAIRES INPREGNEES ET LE CONTROLE CONNUNAUTAIRES DU PALUDISME	92-1053-01	CIDA	Co-funding	75,750		31/03/97
SARO	STRATEGIES AND FINANCING FOR HUMAN DEV. IN INDIA	93-8308-00	CIDA	Co-funding	249,000		30/06/97
HSD	MALANIA INTERVENTION FOR CHILD SURVIVAL (AFRICA)	93-0225-00/01	CIDA	Research management	1,324,250		31/03/97
SSD	ECONOMIC CONSORTIUM (PERU) PHASE II	93-0404-01/J06	CIDA	Co-funding/Advisory service	4,530,163		30/09/99
CAID	VENTURES IN DEVELOPMENT PARTNERSHIPS (VETP)	93-0801-00	CIDA	Secretariat	100,000		31/03/96
WARO	RESEAU SUR LES POLITIQUES INDUSTRIELLES (PHASE II)	93-1351-00	CIDA	Co-funding	1,100,000		31/01/99
SARO	MONITORING HUMAN DEVELOPMENT IN INDIA	93-8307-00	CIDA	Co-funding	250,000		30/06/97
ASRO	NATIONAL ENVIRONMENT ACTION PLAN - VIETNAM	94-5004-00	CIDA	Co-funding	89,600		30/06/94
ISSD	DEBT RECORDING AND MANAGEMENT OUTREACH	90-1039-00/J04	CIDA	Co-funding	777,683		30/06/95
ROSA	PUBLIC ADMINISTRATION POLICY DEVELOPMENT	93-0931-00	CIDA	Research management/Advisory service	4,300,000		31/03/97
ROSA	EDUCATION POLICY DEVELOPMENT	93-0930-00	CIDA	Research management/Advisory service	4,400,000		31/03/97
ASRO	SNOW AND ICE	88-8009-00	CIDA	Research management/Advisory service	5,624,000		30/06/97
ASRO	ASEAN GRAINS POST HARVEST	87-0131-00/J07	CIDA	Co-funding	2,879,100		31/12/93
SARO	BAIF	87-0161-00	CIDA	Co-funding	4,900,000		31/03/96
ENRD	AFNETA	88-0025-00	CIDA	Co-funding	4,367,000		30/09/96
ASRO	POLICY / LAW SUSTAINABLE DEVELOPMENT	93-8006-00	CIDA	Research management	91,190		30/11/94
WARO	PROGRAMME DE TROISIEME CYCLE INTERUNIVERSITAIRE (PTC)	94-8153-00	CIDA	Co-funding	1,000,000		31/01/99
ASRO	VIETNAM NATIONAL ENVIRONMENTAL ACTION PLAN (NEAP)	94-5039-00	CIDA	Research management	14,850		31/03/95
ASRO	VIET	92-0011-01/J43	CIDA	Co-funding	3,600,000		30/06/97
SARO	MONITORING ADJUSTMENT AND POVERTY IN BANGLADESH (MAP)	94-8304-00	CIDA	Research management	839,300	45,846,156	30/09/98

(1) Sorted by principal partner

DIVISION	TITLE	NUMBER	PRINCIPAL PARTNER	TYPE	EXTERNAL FUNDING	TOTAL	AGREEMENT COMPLETION DATE
SARO	INTERNATIONAL NETWORK FOR BAMBOO AND RATTAN (INBAR)	92-1400-00	CIFOR/IFAD	Co-funding/Advisory service	950,950	950,950	30/06/96
CAID	VENTURES IN DEVELOPMENT PARTNERSHIPS (VETV)	93-0801-00	COMMONWEALTH OF LEARNING	Secretariat	50,000	50,000	30/12/94
WARO	METHODOLOGY WORKSHOP FOR SOCIAL SCIENCES RESEARCHERS IN WEST AFRICA	94-8138-00	DONORS TO AFRICAN EDUCATION	Co-funding	52,148	52,148	16/03/95
ASRO	ECONOMY AND ENVIRONMENT PROGRAM FOR SE ASIA	92-0419-00	DANIDA	Secretariat	270,119	270,119	01/01/95
PRES	DNIPRO RIVER REHABILITATION PROGRAM	93-0905-01	DEF. EXT. AFFAIR	Research management/Advisory service	3,693,900	4,750,000	31/03/97
PRES	DNIPRO RIVER REHABILITATION PROGRAM	93-0905-02	DEF. EXT. AFFAIR	Research management/Advisory service	1,056,100		31/03/97
SSD	WORKSHOP ON SOCIAL POLICY IN A GLOBAL SOCIETY	93-4309-04	EMPLOYMENT & IMMIGRATION CA.	Co-funding	10,000	10,000	
PRES	AGENDA 21	93-0903-00	ENVIRONMENT CANADA	Co-funding	5,000		15/06/95
HSD	REPORT ON PERSISTENT ORGANIC POLLUTANTS	94-4239-00	ENVIRONMENT CANADA	Research management	149,997		01/07/95
HSD	HEALTH & ENVIRONMENT DIRECTORY	94-4248-00	ENVIRONMENT CANADA	Research management	3,000	159,997	31/03/95
ISSD	THESAURUS MANAGEMENT SYSTEM	94-0612-00	FAO	Research management	30,000	30,000	30/09/96
CAID	FEASIBILITY STUDY: ALTERNATIVE APPROACH TO FUNDING SUSTAINABLE AND EQUITY	93-0902-00	FORD FOUNDATION	Co-funding	101,632		01/09/95
SARO	SARO SMALL ACTIVITY RE: PROF. S. GUHAN	93-5064-09	FORD FOUNDATION	Co-funding	4,500	106,132	31/03/95
ASRO	INFORMATION DISSEMINATION (IBPGR)	93-8005-00	IBPGR	Research management	163,756		24/12/93
ASRO	INFORMATION DISSEMINATION (IBPGR)	93-8017-00	IBPGR	Research management	70,542	234,298	31/12/93
SARO	NAGALAND PROJECT	94-8308-01/02	ICEF	Co-funding	5,373,913	5,373,913	1/12/2000
ENRD	STRATEGY FOR INTERNATIONAL FISHERIES RESRCH. (SIFR)	92-0006-00	ICOD	Secretariat/Advisory service	25,000	25,000	
CAID	VENTURES IN DEVELOPMENT PARTNERSHIPS (VETV)	93-0801-00	I.L.S.D.	Secretariat	50,000	50,000	31/03/95
CAID	VENTURES IN DEVELOPMENT PARTNERSHIPS (VETV)	93-0801-00	INDUSTRY CANADA	Secretariat	40,000	40,000	31/03/95

DIVISION	TITLE	NUMBER	PRINCIPAL PARTNER	TYPE	EXTERNAL FUNDING	TOTAL	AGREEMENT COMPLETION DATE
PRES ASRO EARO	UNGSTD- ESTABLISHMENT OF THREE WORKING GROUPS ECONOMY AND ENVIRONMENT PROGRAM FOR SE ASIA RESEARCH PROGRAMME ON INSTITUTIONAL ECONOMICS IN AFRICA	93-0904-01,3 92-0419-00 94-8503-00	M.F.A. THE NETHERLANDS M.F.A. THE NETHERLANDS M.F.A. THE NETHERLANDS	Research management/Advisory service Secretariat Research management	991,936 442,050 667,533	2,101,519	01/08/95 31/12/97 31/12/97
CAID	VENTURES IN DEVELOPMENT PARTNERSHIPS (WETV)	93-0801-00	MINISTER OF COMMUNICATIONS	Secretariat	350,000	350,000	31/03/94
ISSD	THESAURUS MANAGEMENT SYSTEM	94-0612-00	NATIONAL AGRICULTURAL LIBRARY	Co-funding	41,420	41,420	30/09/96
HSD	INTERNATIONAL INITIATIVE ON TOBACCO POLICY RESEARCH	94-0200-00	NATIONAL HEALTH & WELFARE	Secretariat	250,000	250,000	31/03/95
SSD	NORTH-SOUTH INSTITUTE CONSULTANT CONTRACT	93-4301-06	NORTH-SOUTH INSTITUTE	Research management	22,226	22,226	31/07/94
CAID	VENTURES IN DEVELOPMENT PARTNERSHIPS (WETV)	93-0801-00	N.S.A. BAHAMAS CA	Secretariat	25,000	25,000	31/03/95
CAID	VENTURES IN DEVELOPMENT PARTNERSHIPS (WETV)	93-0801-00	PANICARO FOUNDATION	Secretariat	250,000	250,000	
EARO ENRD	AFRICAN TECHNOLOGY POLICY STUDIES NETWORK BELLANET SECRETARIAT	92-0418-00 94-0604-00	ROCKEFELLER FOUNDATION ROCKEFELLER FOUNDATION	Secretariat Secretariat	263,240 210,000	473,240	31/12/95 01/01/98
PRES ASRO EARO ENRD	UNGSTD- ESTABLISHMENT OF THREE WORKING GROUPS ECONOMY AND ENVIRONMENT PROGRAM FOR SE ASIA ENVIRONMENTAL ECONOMICS TRAINING AND RESEARCH DEV. COUNTRY ADVISORY GROUP TO IDRC & SAREC	93-0904-01,3 92-0419-00 92-5065-04 92-0028-00	SAREC SAREC SAREC SAREC	Research management/Advisory service Secretariat Co-funding Co-funding	70,724 169,375 18,288 251,448	509,835	31/12/95 30/06/94 30/06/95
ASRO EARO PRES	ECONOMY AND ENVIRONMENT PROGRAM FOR SE ASIA ENVIRONMENTAL ECONOMICS TRAINING AND RESEARCH UTILIZING AFRICAN RESEARCH CAPACITY IN CONSULTING	92-0419-00 92-5065-04 94-4905-00	SIDA SIDA SIDA	Secretariat Co-funding Research management	122,220 25,584 68,337	216,141	31/12/95 31/12/95
CAID	VENTURES IN DEVELOPMENT PARTNERSHIPS (WETV)	93-0801-00	TELEGLOBE CANADA	Secretariat	200,000	200,000	31/09/95
CAID	VENTURES IN DEVELOPMENT PARTNERSHIPS (WETV)	93-0801-00	TYEUNEP	Secretariat	66,120	66,120	31/03/95

DIVISION	TITLE	NUMBER	PRINCIPAL PARTNER	TYPE	EXTERNAL FUNDING	TOTAL	AGREEMENT COMPLETION DATE
ASRO	ECONOMY AND ENVIRONMENT PROGRAM FOR SE ASIA	92-0419-00	UNDP	Secretariat	131,318	422,368	31/01/95
ASRO	STRATEGY FOR INTERNATIONAL FISHERIES RESERCH (SFR)	92-0006-00	UNDP	Secretariat/Advisory service	269,500		01/09/95
ASRO	PROTECTED AREAS MANAGEMENT (CAMBODIA)	93-5061-01	UNDP	Co-funding	13,489		31/12/94
ASRO	PROTECTED AREAS MANAGEMENT (CAMBODIA)	93-5061-01	UNDP	Co-funding	1,261		01/10/94
ISD	CANADIAN INTEREST GROUP IN INFORMATICS FOR DEVELOPMENT	93-4402-16	UNESCO CANADA	Co-funding	2,000	2,000	30/06/94
CAD	VENTURES IN DEVELOPMENT PARTNERSHIPS (VETV)	93-0801-00	UNESCO FRANCE	Secretariat	28,000	28,000	01/11/95
HSD	AGRONUTRENTS SECRETARIAT	91-0313-00	UNICEF	Secretariat	128,250		31/12/94
CAD	VENTURES IN DEVELOPMENT PARTNERSHIPS (VETV)	93-0801-00	UNICEF	Secretariat	13,570	141,820	31/12/94
SSD	SMALL ENTERPRISE CONFERENCE	92-4302-04	UNTEM	Co-funding	15,030	15,030	31/12/93
EARO	ENVIRONMENTAL ECONOMICS WORKSHOP	93-5015-05	UNIV. OF GOTEBORG	Co-funding	113,968	139,291	
EARO	ENVIRONMENTAL ECONOMICS TRAINING AND RESEARCH	92-5065-07	UNIV. OF GOTEBORG	Co-funding	25,323		
WARO	RESEAU SUR LES POLITIQUES INDUSTRIELLES (PHASE II)	93-1351-00	USAID	Co-funding	2,143,768		30/09/99
WARO	PROGRAMME DE TROISIEME CYCLE INTERUNIVERSITAIRE (PTCI)	94-8155-00	USAID	Co-funding	1,490,610		31/09/99
SSD	SMALL ENTERPRISE CONFERENCE	92-4302-04	USAID	Co-funding	77,880	3,712,238	31/07/94
HSD	AGRONUTRENTS SECRETARIAT	91-0313-00	WORLD BANK	Secretariat	1,753,958		31/03/2000
HSD	ENVIRONMENTAL CONF. ON THE RECOMMENDATIONS OF THE WORLD DEVELOPMENT REPORT	93-4204-06	WORLD BANK	Co-funding	27,640		
CAD	VENTURES IN DEVELOPMENT PARTNERSHIPS (VETV)	93-0801-00	WORLD BANK	Secretariat	48,784	1,850,382	
PRES	UNCSID ESTABLISHMENT OF THREE WORKING GROUPS	93-0904-01,3	W.R. HEWLETT	Research management/Advisory service	4,190	4,190	31/03/94
TOTAL EXTERNAL FUNDING						570,473,386	79%
TOTAL IDRC FUNDING						18,262,623	21%
GRAND TOTAL						588,736,009	
TOTAL ADMINISTRATION FEE BUDGETS						56,361,218	9%
HSD	AGRONUTRENTS SECRETARIAT	** 91-0313-00/	CDA			16,000,000	
HSD	INITIATIVE INTEGRATING HEALTH INTERVENTION IN EASTERN AFRICA	92-0230-00 93-0228-00	CDA			15,000,000 531,000,000	

Notes:

* % on total external funding

** \$1,000,000 increase in grant

TABLE 6.13

INTERNATIONAL ORGANIZATIONS—*Concluded*

		Payments and other charges		Receipts and other credits		
		Participation, note encashments or other charges	Revaluation	Reimbursements, note issuances, or other credits	Revaluation	
	April 1/1993					March 31/1994
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
BUDGETARY LOANS AND ADVANCES⁽¹⁾						
Global Environment Facility	6,666,667	3,333,333				10,000,000
Less: notes payable	4,666,667	1,800,000		3,333,333		6,200,000
	2,000,000	5,133,333		3,333,333		3,800,000
International Development Association	4,123,758,061	276,333,333				4,400,091,394
Less: notes payable	1,020,202,700	297,891,000		276,333,333		998,645,033
	3,103,555,361	574,224,333		276,333,333		3,401,446,361
International financial institutions—						
African Development Bank	3,468,896			125,000		3,343,896
African Development Fund	1,043,857,507	108,891,667	9,374,993			1,162,124,167
Less: notes payable	551,486,734	119,905,659		108,891,667		540,472,742
	492,370,773	228,797,226	9,374,993	108,891,667		621,651,425
Andean Development Corporation	3,812,566			125,000		3,687,566
Asian Development Bank—Special	27,027,000					27,027,000
Asian Development Fund	1,223,184,043	86,659,767				1,309,843,810
Less: notes payable	568,806,005	32,759,873		86,659,767		642,705,899
	654,378,038	119,419,640		86,659,767		667,137,911
Caribbean Development Bank—						
Agricultural Development Fund	8,600,000					8,600,000
Caribbean Development Bank—						
Commonwealth Caribbean Regional	5,034,000		500,000			5,534,000
Caribbean Development Bank—Special	95,779,050	5,786,500	1,568,750			103,134,300
Less: notes payable	33,371,016	3,368,697		5,786,500		35,768,819
	62,408,034	9,175,197	1,568,750	5,786,500		67,365,481
Central American Bank for Economic Integration	1,874,279			76,500		1,797,779
Inter-American Development Bank—Fund for Special						
Operations	310,815,031	2,413,828	21,012,500			334,241,359
Less: notes payable	37,692,740	7,842,001				29,850,739
	273,122,291	10,255,829	21,012,500			304,390,620
International Bank for Reconstruction and						
Development	25,170,000		2,500,000			27,670,000
International Fund for Agricultural Development	90,207,432					90,207,432
Less: notes payable	35,988,672	4,503,771				31,484,901
	54,215,760	4,503,771				58,722,531
International Monetary Fund	13,805,031		1,371,179			15,176,210
	1,605,289,668	372,151,763	36,327,422	201,664,434		1,812,104,419
Subtotal—Budgetary	4,710,845,029	951,509,429	36,327,422	481,331,100		5,217,350,780
Less: budgetary treatment	2,638,828,845			470,504,828		3,109,333,673
Total—Budgetary	2,072,016,184	951,509,429	36,327,422	951,835,928		2,108,017,107
SUMMARY—BUDGETARY						
Participation	6,983,059,563	483,418,425	36,327,422	326,500		7,502,478,913
Less: notes payable	2,272,214,534	468,051,001		481,004,600		2,285,128,133
	4,710,845,029	951,509,429	36,327,422	481,331,100		5,217,350,780
budgetary treatment	2,638,828,845			470,504,828		3,109,333,673
Total—Budgetary	2,072,016,184	951,509,429	36,327,422	951,835,928		2,108,017,107
GENERAL SUMMARY						
Participation	8,074,860,042	608,180,428	120,702,806	3,778,930		8,799,964,346
Less: budgetary treatment	2,638,828,845			470,504,828		3,109,333,673
Subtotal	5,436,031,197	608,180,428	120,702,806	474,283,758		5,690,630,673
Less: notes payable	2,312,369,015	489,458,471		506,077,527	1,986,959	2,330,975,025
Total	3,123,662,182	1,097,638,899	120,702,806	980,361,286	1,986,959	3,359,655,648

⁽¹⁾ Non-budgetary loans and advances made prior to April 1, 1986 and fully provided for in the allowance for valuation of assets are included with budgetary loans and advances in this table.

PUBLIC ACCOUNTS, 1993-94

TABLE 6.13

INTERNATIONAL ORGANIZATIONS

	Payments and other charges		Receipts and other credits		March 31/1994
	Participation, note encashments or other charges	Revaluation	Reimbursements, note issuances or other credits	Revaluation	
April 1/1993					
\$	\$	\$	\$	\$	\$
NON-BUDGETARY SHARE CAPITAL, LOANS AND ADVANCES					
Canada's subscriptions to the capital of the—					
African Development Bank	90,432,459	3,166,669			93,599,128
Asian Development Bank	164,109,721	13,179,372			177,289,093
Caribbean Development Bank	16,380,590	1,095,410			19,045,734
Less: notes payable	1,981,953				2,529,658
	14,398,637	1,095,410		547,705	16,516,076
European Bank for Reconstruction and Development	59,922,229	30,130,144			98,810,970
Less: notes payable	9,987,038	10,169,558			16,468,495
	49,935,191	40,299,702		15,065,072	82,342,475
Inter-American Development Bank	181,805,744	9,460,145			209,877,381
Less: notes payable	24,148,059	11,197,912			22,410,292
	157,657,685	20,656,056		9,460,145	187,467,089
International Bank for Reconstruction and Development (World Bank)	377,803,766	1,232,217			393,273,581
International Finance Corporation	66,762,166	9,358,994			83,178,787
Multilateral Investment Guarantee Agency	8,074,363	302,033			8,876,896
Less: notes payable	4,037,431				4,438,447
	4,037,432	302,033		401,016	4,438,449
Common Fund for Commodities	3,452,430				
	928,568,487	72,644,329	28,525,352	1,986,959	1,038,104,678
Loans and advances to the—					
International Monetary Fund—					
Enhanced Structural Adjustment Facility	116,211,417	72,736,287			205,939,965
International organizations and associations—					
Berne Union of the World Intellectual Property Organization					
	15,846	2,595			18,441
Customs Co-operation Council	6,093	381			6,474
Food and Agriculture Organization	1,164,142	111,099			1,215,241
General Agreement on Tariffs and Trade	15,716	1,530			17,296
Intergovernmental Maritime Consultative Organization	1,752	176			1,928
International Atomic Energy Agency	309,655	47,761			357,396
International Civil Aviation Organization	82,544	43,217			125,761
International Labour Organization	79,476	7,997			87,473
Paris Union of the World Intellectual Property Organization	75,884	13,428			88,312
United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization	351,294	59,696			951,590
United Nations Industrial Development Organization	355,285	35,749			391,034
United Nations organizations	3,759,817	378,314			4,138,131
World Health Organization	177,010	17,811			194,521
	6,845,094	745,804			7,593,898
Total—Non-budgetary	1,051,645,998	146,129,470	34,375,384	28,525,352	1,251,638,541
SUMMARY—NON-BUDGETARY					
Participation	1,051,800,479	124,762,000	34,375,384	3,452,430	1,297,485,433
Less: notes payable	40,154,481	21,567,470		25,072,922	45,546,892
Total—Non-budgetary	1,051,645,998	146,129,470	34,375,384	28,525,352	1,251,638,541

China

A loan to China was authorized under the *Export Credits Insurance Act*.

Jamaica

A loan has been made to the Government of Jamaica, to provide economic assistance.

The loan agreement has been amended by the following Rescheduling Agreements:

- (a) the Rescheduling Agreement dated October 18, 1985, provided for the deferment of the principal repayment in the amount of \$5,000,000 due on August 9, 1985;
- (b) the Rescheduling Agreement dated June 4, 1987, provided for the deferment of principal repayments totalling \$10,000,000 due on August 9, 1986 and August 9, 1987; and,
- (c) the Rescheduling Agreement dated July 25, 1989, provided for the deferment of principal repayments totalling \$10,000,000 due on August 9, 1988 and August 9, 1989.

United Kingdom

The United Kingdom Financial Agreement Act, 1946

Under authority of the *United Kingdom Financial Agreement Act, 1946*, a credit of \$1,250,000,000 was extended by the Government of Canada to the government of the United Kingdom to facilitate purchases by the United Kingdom of goods and services in Canada and to assist the government of the United Kingdom in meeting transitional post-war deficits in its current balance of payments, in maintaining adequate reserves of gold and dollars, and in assuming the obligations of multilateral trade. The amount of the credit drawn by December 31, 1951 was to be repaid in 50 annual instalments beginning on that date, with interest at the rate of 2 percent per annum, with the final instalment on December 31, 2000.

Deferred principal

The agreement, as amended in 1957, provides for the deferment of interest in respect of the year 1956 and of seven instalments of principal and interest after December 31, 1956, under certain conditions. Interest for 1956, and interest and principal for 1957, 1964, 1965, 1968 and 1976 were deferred. The maturity of the deferrals is to commence December 31, 2001, and continue until December 31, 2006.

North Atlantic Treaty Organization—Damage claims recoverable

Article VIII of the NATO Status of Forces Agreement signed April 4, 1949, as amended, deals with claims for damages to third parties arising from accidents in which a member of a visiting force is involved. This account is charged with the amount recoverable from other states, for claims for damages which took place in Canada, and is credited with recoveries.

The advances are non-interest bearing and have no specific repayment terms.

INTERNATIONAL ORGANIZATIONS

This group records Canada's subscriptions to the share capital of international banks and associations. It also includes loans and advances to other international organizations. Table 6.13 groups these subscriptions, loans and advances according to whether they are treated as a non-budgetary asset, or else as a charge to budgetary expenditure.

Canada subscribes to the share capital of a number of international banks and associations, in some cases providing both paid-in and callable capital. Subscriptions to international organizations do not provide a return on investments but are repayable on termination of the organization or withdrawal from it.

Paid-in capital subscriptions are made through a combination of cash payments and the issuance of non-interest bearing, non-negotiable notes payable to the organization. Although payable on demand, these notes are typically encashed according to the terms of agreements reached between the organization and the participating countries. Canada's subscriptions to the paid-in capital of these organizations are reported in Table 6.13 as a non-budgetary asset.

Callable share capital is composed of resources that are not paid to the banks but act as a guarantee to allow them to borrow on international capital markets to finance their lending program. Callable share capital, which has never been drawn on by the banks, would only be utilized in extreme circumstances to repay loans, should a bank's reserves not be sufficient. They represent a contingent liability of the Government, and are listed with other contingent liabilities related to international organizations in Table 11.14 (Section 11 of this volume).

The major portion of loans and advances to international organizations is given budgetary treatment, since they are made to banks and associations that use these funds to make loans to developing countries at significant concessionary terms. Loans and advances for concessionary lending made since April 1, 1986 are charged directly to budgetary appropriations, and are therefore deducted from the asset values at the end of Table 6.13 under the caption "budgetary treatment". Similar loans and advances made prior to April 1, 1986 were authorized by non-budgetary authorities, but are fully provided for in the allowance for valuation of assets.

Table 6.13 presents a summary of the balances and transactions for share capital, loans and advances to international organizations. Table 11.15 (Section 11 of this volume) presents additional information on contingent liabilities and commitments for international organizations that are disclosed in the notes to the audited financial statements in Section 1 of this volume.

African Development Bank

This account records Canada's subscriptions to the capital of the African Development Bank, as authorized by the *International Development (Financial Institutions) Assistance Act*, and various appropriation acts (including External Affairs Vote L35, *Appropriation Acts No. 1 and No. 2, 1993-94*).

At year-end, authority had been granted for subscriptions of 6,300 paid-in shares and 44,100 callable shares. Paid-in shares are purchased using cash and notes payable that are later encashed.

As at March 31, 1994, Canada's participation to the paid-in capital is \$93,599,128 Cdn for 6,300 paid-in shares. Of these paid-in shares, 2,100 were issued in US dollars. The foreign currency balance was translated into Canadian dollars at the year-end closing rate of exchange (\$1 US/\$1.3835 Cdn). During the year, transactions involving paid-in shares included only an adjustment to revalue amounts subscribed in foreign currencies. No encashment and no additional subscription was made.

The callable shares are subject to call by the Bank under certain circumstances. Canada's contingent liability for callable shares has a current value of \$175,651,308 Cdn and \$380,000,250 US for a total value of \$701,381,634 Cdn.

Asian Development Bank

This account records Canada's subscriptions to the capital of the Asian Development Bank, as authorized by the *International Development (Financial Institutions) Assistance Act*, and various appropriation acts (including External Affairs Vote L35, *Appropriation Acts No. 1 and No. 2, 1993-94*).

At year-end, authority had been granted for subscriptions of 11,110 paid-in shares and 81,433 callable shares. Paid-in shares are purchased using cash and notes payable that are later encashed.

As at March 31, 1994, Canada's participation to the paid-in capital is \$177,289,093 Cdn for 11,110 paid-in shares. Of these paid-in shares, 8,740 were issued in US dollars. The foreign currency balance was translated into Canadian dollars at the year-end closing rate of exchange (\$1 US/\$1.3835 Cdn). During the year, transactions involving paid-in shares included only an adjustment to revalue amounts subscribed in foreign currencies. No encashment and no additional subscription was made.

The callable shares are subject to call by the Bank under certain circumstances. Canada's contingent liability for callable shares has a current value of \$439,147,591 US and \$596,976,219 Cdn for a total value of \$1,204,536,910 Cdn.

Caribbean Development Bank

This account records Canada's subscriptions to the capital of the Caribbean Development Bank, as authorized by the *International Development (Financial Institutions) Assistance Act*, and various appropriation acts (including External Affairs Vote L35, *Appropriation Acts No. 1 and No. 2, 1993-94*).

At year-end, authority had been granted for subscriptions of 2,278 paid-in shares and 8,124 callable shares. Paid-in shares are purchased using cash and notes payable that are later encashed. As at March 31, 1994, 139 authorized paid-in shares had not been acquired. It is planned that this subscription will be completed in 1994-95.

As at March 31, 1994, Canada's participation to the paid-in capital is \$19,045,734 Cdn for 2,139 paid-in shares. These shares were issued in US dollars. The foreign currency balance was translated into Canadian dollars at the year-end closing rate of exchange (\$1 US/\$1.3835 Cdn). During the year, transactions involving paid-in shares included additional subscriptions made through non-interest bearing notes and in cash. As well, an adjustment was made at year-end to revalue amounts subscribed in foreign currencies.

The callable shares are subject to call by the Bank under certain circumstances. Canada's contingent liability for callable shares has a current value of \$49,001,856 US for a total value of \$67,794,067 Cdn.

European Bank for Reconstruction and Development

This account records Canada's subscriptions to the capital of the European Bank for Reconstruction and Development (EBRD), as authorized by the *European Bank for Reconstruction and Development Bank Act*, and various appropriation acts.

At year-end, Canada has subscribed to 34,000 shares, which are being paid over a five-year period starting in 1991, with the paid-in portion accounted for as a proportion of each share. Payments are made using cash and notes payable that are later encashed.

The total value of these shares is \$396,783,400 US, of which 30 per cent is to be paid-in over a five-year period. The rest is subject to call by the Bank under certain circumstances. As at March 31, 1994, Canada has paid \$71,421,012 US and has outstanding notes payable of \$11,903,502 US. These foreign currency balances were translated into Canadian dollars at the year-end closing rate of exchange (\$1 US/\$1.3835 Cdn).

During the year, transactions involving the paid-in portion included subscriptions in cash and through demand notes, encashments of previous notes payable and revaluation adjustments.

Canada's contingent liability for the callable portion of its shares is \$277,748,380 US.

Inter-American Development Bank

This account records Canada's subscriptions to the capital of the Inter-American Development Bank, as authorized by the *International Development (Financial Institutions) Assistance Act*, and various appropriation acts (including External Affairs Vote L35, *Appropriation Acts No. 1 and No. 2, 1993-94*).

At year-end, authority had been granted for subscriptions of 12,382 paid-in shares and 208,776 callable shares. Paid-in shares are purchased using cash and notes payable that are later encashed.

As at March 31, 1994, Canada's participation to the paid-in capital is \$209,877,381 Cdn for 12,382 paid-in shares. These shares were issued in US dollars. The foreign currency balance was translated into Canadian dollars at the year-end closing rate of exchange (\$1 US/\$1.3835 Cdn). During the year, transactions involving paid-in shares included additional subscriptions made through the issuance of non-interest bearing notes, and the encashment of previous notes payable. As well, an adjustment was made at year-end to revalue amounts subscribed in foreign currencies.

The callable shares are subject to call by the Bank under certain circumstances. Canada's contingent liability for callable shares has a current value of \$2,518,554,662 US for a total value of \$3,484,420,374 Cdn.

International Bank for Reconstruction and Development (World Bank)

This account records Canada's subscriptions to the capital of the International Bank for Reconstruction and Development (IBRD), as authorized by the *Bretton Woods and Related Agreements Act*, and various appropriation acts (including Finance Vote L10, *Appropriation Acts No. 1 and No. 2, 1993-94*).

As at March 31, 1994, Canada has subscribed to 44,795 shares, with the paid-in portion accounted for as a proportion of each share. The total value of these shares is \$5,403,844,825 US of which \$114,341,194 US plus \$235,082,539 Cdn has been paid-in. The remaining portion is callable. The foreign portion of the payments was translated into Canadian dollars at the year-end closing rate of exchange (\$1 US/\$1.3835 Cdn). During the year, transactions involving the paid-in portion included additional subscriptions in cash and a revaluation adjustment.

The callable portion is subject to call by the Bank under certain circumstances. Canada's contingent liability for the callable portion of its shares is \$5,069 million US. All shares have been subscribed.

International Finance Corporation

This account records Canada's subscriptions to the capital of the International Finance Corporation (IFC), which is part of the World Bank Group, as authorized by the *Bretton Woods and Related Agreements Act*, and various appropriation acts (including Finance Vote L10, *Appropriation Acts No. 1 and No. 2, 1993-94*).

As at March 31, 1994, Canada has subscribed to 60,122 shares of the IFC. These shares have a total value of \$60,122,000 US, all of which has been paid-in. The paid-in amounts were translated into Canadian dollars at the year-end closing rate of exchange (\$1 US/\$1.3835 Cdn).

During the year, transactions involving paid-in shares included subscriptions in cash and a revaluation adjustment. Under the 1991 General Capital Increase, Canada plans to subscribe to an additional 21,219 shares over the next 4 years evaluated at \$21 million US, which represents a commitment

Multilateral Investment Guarantee Agency

This account records Canada's subscriptions to the capital of the Multilateral Investment Guarantee Agency as authorized by the *Bretton Woods and Related Agreements Act*, and various appropriation acts.

As at March 31, 1994, Canada has subscribed to 2,965 shares, with the paid-in portion accounted for as a proportion of each share. Paid-in shares are purchased using cash and notes payable that are later encashed.

The total value of these shares is \$32,081,300 US, of which \$6,416,260 US is paid-in and the remaining portion is callable. These foreign currency balances were translated into Canadian dollars at the year-end closing rate of exchange (\$1 US/\$1.3835 Cdn).

During the year, the only transactions involving the paid-in portion were revaluation adjustments.

The callable portion is subject to call by the Agency under certain circumstances. Canada's contingent liability for the callable portion of its shares is \$25,665,040 US.

Common Fund for Commodities

This account was established by External Affairs Vote L47b, *Appropriation Act No. 3, 1980-81*, to make payments and issue guarantees and promissory notes in the current and subsequent fiscal years to purchase shares in the first account of the Common Fund for Commodities in accordance with the terms and conditions of the agreement establishing the Common Fund of Commodities.

Canada withdrew its membership in the Common Fund for Commodities (CFC) effective June 9, 1993. Canada's payment to the Fund has been reimbursed and as well Common Fund for Commodities returned two promissory notes to the Bank of Canada.

International Monetary Fund—Enhanced Structural Adjustment Facility

This account records the loan to the International Monetary Fund in order to provide assistance to debt distressed, low-income countries as authorized by the *Bretton Woods and Related Agreements Act*, and various appropriation acts.

As at March 31, 1994, Canada has lent SDR 105,376,250 to the Enhanced Structural Adjustment Facility. This amount was translated into Canadian dollars at the year-end closing rate of exchange (1 SDR/\$1.95433 Cdn). During the year, transactions included a loan in cash and a revaluation adjustment.

Canada has also made budgetary contributions towards an interest subsidy amounting to SDR 19,700,000, which do not appear in Table 6.13.

International organizations and associations

These items represent the historical value of payments made by the Canadian Government to working capital funds maintained by international organizations of which Canada is a member. Participation in the financing of these working capital funds, on the basis of the scale of assessments, is prescribed by financial regulations for membership in the organizations. Payments into the funds are not subject to interest or repayment schedules, but are recorded by the organizations as credits from member states. Payments by Canada were authorized by appropriation acts.

Global Environment Facility

This account records the funding of a facility for environmental funding in developing countries in the areas of ozone, climate change biodiversity and international waters as authorized by the *Bretton Woods and Related Agreements Act*, and various appropriation acts. Advances to the Global Environment Facility (GEF) are made in non-negotiable, non-interest bearing demand notes that are later encashed.

During the year, transactions included advances made through the issuance of notes payable, as well as the encashment of previous notes payable.

As at March 31, 1994, advances to the GEF amounted to \$10,000,000 Cdn. Outstanding notes payable amounted to \$6,200,000 Cdn.

International Development Association

This account records Canada's contributions and subscriptions to the International Development Association (IDA), as authorized by the *Bretton Woods and Related Agreements Act*, and various appropriation acts (including Finance Vote L15, *Appropriation Acts No. 1 and No. 2, 1993-94*). The contributions and subscriptions to the Association, which is part of the World Bank Group, are used to lend funds to developing countries for development purposes, at rates highly favourable to the borrower (no interest, with a 50 year maturity and 10 years of grace). Contributions and subscriptions to IDA are made in non-negotiable, non-interest bearing demand notes that are later encashed.

During the year, transactions included participation through the issuance of notes payable, as well as the encashment of previous notes payable.

As at March 31, 1994, Canada's total participation to IDA amounted to \$4,400,091,394 Cdn. Outstanding notes payable amount to \$998,645,033 Cdn. It should be noted that subscriptions to the Association represent a very small proportion of Canada's total participation.

International financial institutions

This account records loans and advances for assistance to international financial institutions, as authorized by the *International Development (Financial Institutions) Assistance Act*, and various appropriation acts.

In certain cases, loans and advances are made using notes payable that are later encashed. During the year, transactions included loans and advances made in cash and through note issuances, encashments of notes issued in previous years, revaluations for foreign currency fluctuations, and other miscellaneous adjustments.

DOCUMENT

BAD. *Babacar Ndiaye, le président sortant – dont le successeur n'a pu être désigné le 26 mai, à Abuja –, accuse les administrateurs d'«inconduite notoire». Ces derniers répliquent. Ambiance!*

Le grand déballage.

Si quelqu'un connaît les arcanes de la Banque africaine de développement (BAD), c'est bien le Sénégalais Babacar Ndiaye. Bardé de diplômes, il y est entré en 1965, à l'âge de 29 ans, comme chef comptable adjoint. Il a grimpé tous les échelons : de directeur de département en 1978 à vice-président chargé des finances en 1980. En avril 1985, « candidat de l'intérieur » et « banquier de l'année 1984 » selon l'*International Financial Review*, il est élu à la tête de la banque lors de l'assemblée annuelle de Brazzaville. Tout lui réussit : les ressources propres du groupe passent de 7,5 milliards à la fin de 1984 à 29 milliards à la fin de 1989 ; le montant des engagements annuels (prêts et dons), qui était de 1,2 milliard en 1984, atteint 2,8 milliards en 1989 ; la banque obtient l'une des meilleures cotations financières (AAA) bien que le montant de sa dette soit passé de 0,8 milliard à 3,8 milliards de dollars... Résultat : Ndiaye est brillamment réélu, en 1990, pour un deuxième mandat de cinq ans.

Las ! Les relations entre le président, les membres du conseil d'administration (douze Africains et six non-africains) et les principaux bailleurs de fonds se dégradent, sur fond de crise économique africaine. Les impayés s'accumulent dangereusement, les dépenses de fonctionnement augmentent et les actionnaires occidentaux se braquent : sollicités pour souscrire à une augmentation du capital de la BAD et à la reconstitu-

tion des ressources du Fonds africain de développement – le « guichet doux », qui prête à très long terme et pratiquement sans intérêt –, les pays occidentaux, unanimes, réclament davantage de pouvoirs. Les statuts actuels ne leur donnent que le tiers des

droits de vote à la banque et la moitié au FAD, alors qu'ils contribuent à l'essentiel du financement des opérations du groupe.

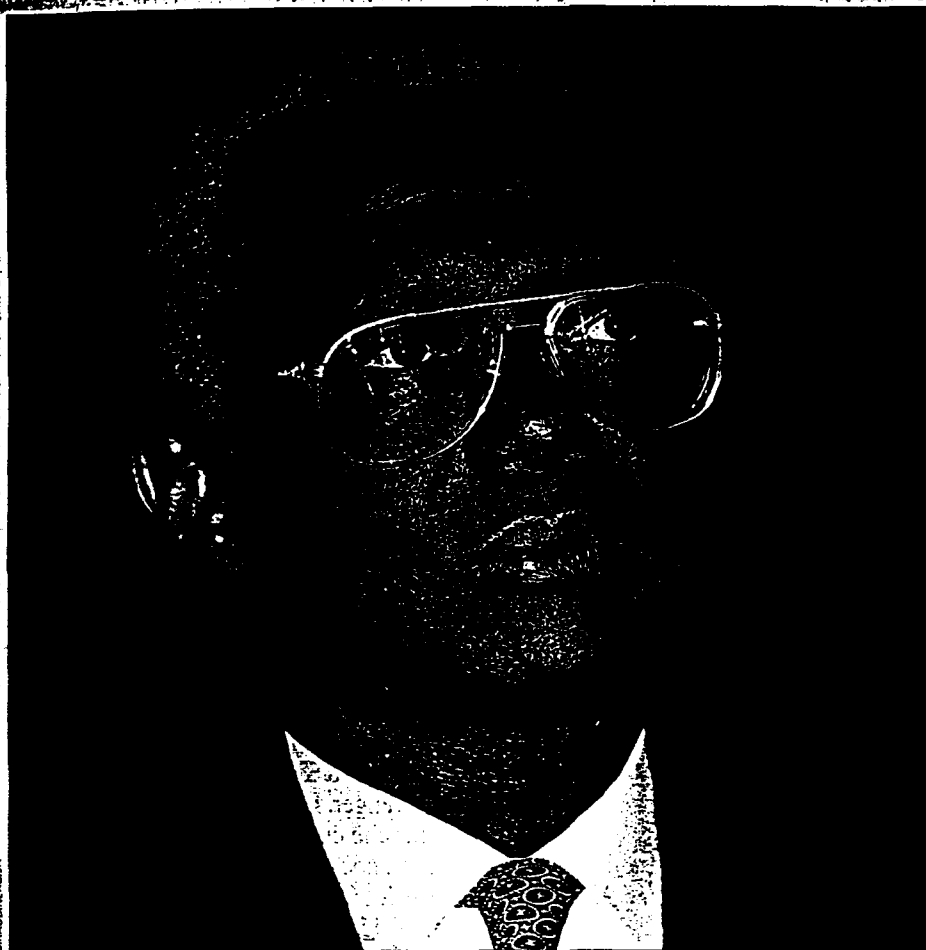
Les négociations s'enlisent et les rapports personnels tournent au règlement de comptes. Les engagements du groupe tombent à 1,4 milliard de dollars en 1994, moitié moins qu'en 1992. Pis, les ressources du FAD sont complètement tarées depuis le 1^{er} janvier 1994. Ses engagements tombent à zéro. Le « chantage

occidental » tant dénoncé par Babacar Ndiaye coûte cher à l'institution panafricaine, la seule qui fonctionnait correctement jusqu'à présent.

Contraint et forcé, il se retire de la course. Mais le blocage est tel que l'élection de son successeur tourne au ridicule, le 26 mai, à Abuja, la capitale du Nigeria, premier actionnaire africain et candidat malheureux à la reprise en main de la banque. Sur ce, le président se fend d'un livre-bilan (*Foi de banquier*) et surtout d'un aide-mémoire dénonciateur de « l'inconduite notoire de plusieurs administrateurs ». Voici de larges extraits de ce dernier document, suivi de la réponse des administrateurs. Edifiant. ■

Samir Gharbi





Babacar Ndiaye : « J'accuse ! »

Au cours des trois dernières années, le problème de gouvernance, dans la mesure où il est lié à l'exercice des responsabilités par le conseil d'administration et la direction, ainsi qu'à l'interaction entre les deux instances, est devenu extrêmement aigu et manifestement préjudiciable aux intérêts de la banque. Les raisons qui expliquent cette situation malheureuse sont nombreuses, mais la plus importante, à mon avis, est le fait que les administrateurs ne sont nullement tenus de rendre compte de leurs actes.

Si certains administrateurs sont consciencieux et constructifs et exercent avec diligence leur mandat, ce n'est pas le cas de la plupart d'entre eux, notamment les plus anciens, qui ont transformé leur bureau en fief personnel d'où ils pèsent de tout leur poids sur toute

tentative visant à contenir leurs excès.

Les excès, irrégularités et inconduites notoires de plusieurs administrateurs ont, en fait, été au centre du combat incessant que j'ai dû mener contre le conseil, des années durant, notamment les dix dernières au cours desquelles j'ai eu le privilège de présider aux destinées de la banque. Jusqu'à présent, j'ai essayé autant que faire se peut d'éviter une confrontation ouverte qui ne pouvait que ternir l'image de marque de la banque.

L'article 36 de l'accord portant création de la banque délègue au conseil d'administration le pouvoir de suspendre le président de ses fonctions sans l'accord préalable du conseil des gouverneurs. Cette délégation de pouvoir ne peut, au mieux, se comprendre que si elle est considérée comme un garde-fou judicieux contre des cas imprévus, bien

que peu probables, qui pourraient éventuellement la justifier. Cependant, cet article est devenu, aux mains de certains administrateurs, l'instrument, inavoué mais omniprésent, d'intimidation et de chantage pur et simple. La menace, voilée mais fréquente, de l'utiliser et mal volonté, depuis toujours, d'éviter à tout prix une crise, ont malheureusement conduit à des concessions qui ont été préjudiciables non seulement à moi-même mais aussi à la présidence en général, ce qui a entraîné l'affaiblissement de la direction et des bureaux du président et des vice-présidents. Le fait que ceux-ci soient nommés par le président et élus par le conseil les expose au même type de chantage que le président, et encourage la tendance à la déloyauté dans des situations nécessitant une prise de position décisive de la part de la haute direction.

N'ayant plus en face d'eux le contre-poids que représentait naguère la présidence, les administrateurs se sont arrogés certains des pouvoirs du président, en obligeant certains départements à leur rendre compte directement, et en intervenant, presque au quotidien, dans les questions de personnel et d'administration. Pis, ils ont transformé leur bureau en centre de coûts aux dépenses illimitées, et d'où certains d'entre eux utilisent abusivement et de manière flagrante les ressources de la banque. Ces abus sont perpétrés par les moyens suivants :

• Missions

Les missions incontrôlées de la plupart des administrateurs sont exagérées et difficilement justifiables, compte tenu du nombre limité de pays mandants qu'ils représentent et des missions qu'ils effectuent occasionnellement dans d'autres pays pour visiter des projets. Au cours des trois dernières années, un administrateur régional a, par exemple, totalisé près de huit mois de mission par an, bien qu'il ne représente que Djibouti et son propre pays. Sur les huit mois, trois en moyenne correspondaient à des congés maladie pour lesquels des indemnités journalières de subsistance et d'autres frais ont été payés par la banque. Pour la plupart des administrateurs régionaux et non régionaux, la durée moyenne de la période consacrée aux missions est de cinq mois par an, dont une partie est généralement payée comme congé-maladie. Si l'on ajoute un mois de congé annuel au temps consacré aux missions, il ressort que la plupart des administrateurs passent plus de la

Missions, congés payés... La plupart des administrateurs

moitié de l'année hors d'Abidjan.

Outre le fait qu'ils passent une bonne partie du temps payé hors du pays hôte, certains administrateurs revendiquent des indemnités journalières de subsistance injustifiées ainsi que d'autres paiements pour des visites privées qu'ils présentent sous forme de mission. Par exemple, un administrateur non régional avait, au cours de diverses missions, passé 55 jours au total au Luxembourg, qui n'est pas un état membre de la Banque mais où se trouve sa résidence. Lorsque cette irrégularité a été portée à son attention, il a soutenu qu'à son avis, il avait droit à des escales au Luxembourg étant donné que tous les vols passant par ce pays étaient des vols de nuit. Les prétendues escales duraient généralement trois à cinq jours.

En ce qui concerne un administrateur régional, qui était en fait le président du comité des finances et du budget, les irrégularités ont consisté à se rendre, parfois ostensiblement, en mission en Mauritanie, destination pour laquelle il existe des vols directs au départ d'Abidjan, mais à faire payer par la banque le coût de son voyage en passant par l'Allemagne où il possède une résidence. Au cours des trois dernières années, cet administrateur a effectué au total 348 jours de mission. L'essentiel de ses missions se limite à 172 jours, tous frais payés, en Allemagne, dont 154 jours de visite médicale qui ont généralement coïncidé avec la période des vacances, en Europe.

• Consultations médicales et congés

Le règlement de la banque qui autorise les membres du personnel élu à effectuer des visites médicales à l'étranger chaque année, s'ils le désirent, est devenu l'objet de flagrants abus, car plusieurs administrateurs utilisent le prétexte de ces visites pour passer des vacances aux frais de la princesse dans diverses parties du monde, tout en demandant que leurs congés annuels et les billets d'avion leur soient payés en espèces. Les administrateurs emmènent généralement avec eux tous les membres de leur famille lorsqu'ils effectuent ces prétendues visites médicales. Leur itinéraire nasse généralement

par les villes de prédilection d'Europe ou d'Amérique du Nord. A titre d'exemple, on peut citer le cas d'un administrateur qui a effectué une telle visite médicale vers la fin de l'année dernière. Son itinéraire était le suivant : Abidjan/Genève/New York/Washington/Londres/Paris/Abidjan. Compte tenu de ce qui précède, il n'est pas surprenant qu'en 1993 le budget des frais médicaux des administrateurs et de leurs familles ait accusé un déficit de 44,6 %, ce qui a amené le conseil à augmenter ce budget du même pourcentage pour l'exercice 1994.

• Transfert d'argent et utilisation des indemnités de représentation

Pour faciliter le paiement des frais de scolarité et autres, les fonctionnaires et les membres du personnel élu sont autorisés à demander à la banque, contre leurs propres chèques en francs CFA, des chèques en devises, qu'ils peuvent avoir besoin d'envoyer à l'étranger, de temps à autre. Bien que les dispositions en vigueur limitent le nombre des demandes à deux par an, certains administrateurs utilisent le poids de leurs fonctions pour exiger et obtenir plusieurs de ces chèques par an. Pis, cette pratique de la part d'un administrateur, qui a demandé deux fois des chèques, a laissé fortement suspecter une opération de blanchiment d'argent. Pour la première demande, il a remis à la BAD deux chèques d'un montant total de 720 000 francs français, soit environ 144 000 dollars, tirés sur des comptes à Nice et à Monaco, et en retour, a demandé à la Banque de lui transférer le montant équivalent en dollars canadiens sur les comptes de ses filles, au Canada. De toute évidence, il aurait été plus simple pour lui de faire transférer les fonds directement de France au Canada. La deuxième demande, qui a aussi été exécutée par la BAD, a été plus surprenante et a fortement donné à penser à une opération de blanchiment d'argent car l'administrateur a demandé à la BAD de transférer 235 000 dollars canadiens sur le compte de son épouse au Canada, contre son propre chèque de 235 000 dollars canadiens tiré sur son compte à Monaco.

Outre le fait qu'elle leur offre la possibilité d'acheter des chèques en devises, la BAD aide aussi les fonctionnaires recrutés sur le plan international et les membres du personnel élu à transférer une partie de leur traitement, mensuellement ou de façon permanente, sur leur compte à l'étranger. Pour ce qui concerne les fonctionnaires, le montant cumulé à transférer ne doit pas représenter plus des deux tiers de leur traitement, étant donné qu'ils ont besoin de l'autre tiers pour vivre à Abidjan. Lorsque l'on se penche sur le cas des administrateurs à cet égard, il en va tout autrement car, au cours des deux dernières années, près de neuf administrateurs ont transféré plus de 70 % de leur traitement à l'étranger. Dans le cas de l'administrateur cité ci-dessus, en rapport avec les demandes de chèques, ses transferts en 1992, 1993 et 1994 ont représenté au total 155,9 %, 57,99 % et 195,42 % respectivement de son traitement...

Il ressort d'une analyse minutieuse des statistiques disponibles que l'une des raisons pour lesquelles plusieurs administrateurs peuvent se permettre de transférer plus des deux tiers de leur traitement à l'étranger chaque année est que non seulement ils crèvent le plafond de leurs indemnités pour frais de représentation, jusqu'à 149 % dans certains cas, mais encore, ils utilisent ces indemnités pour se nourrir et faire la fête plutôt que de recevoir des délégations de leurs pays mandants, ce à quoi ce budget est destiné.

Deux autres pratiques qui permettent à plusieurs administrateurs d'épargner une bonne partie de leurs revenus sont l'utilisation abusive des voitures de la banque, ainsi que de leur téléphone, télex et télécopie, tout cela aux frais de la banque. Selon un rapport détaillé établi par le département de l'administration de la banque, tous les administrateurs enregistrent régulièrement des dépassements du budget d'entretien de leur voiture, de carburant et de communication. Pour plusieurs administrateurs régionaux et non régionaux, les dépassements de coûts ont été très alarmants, allant de 362 % à 564 %. En matière de communication, par exemple, le montant total des dépenses des 18 administrateurs en 1994, au titre du téléphone, du télex et du service de courrier DHL,

rs passent plus de la moitié de l'année hors d'Abidjan. »

a été d'environ 258 millions de francs CFA, soit 573 000 dollars, ce qui représente 21 % de la totalité du budget de communication pour tous les départements de la banque. Les frais individuels de téléphone des administrateurs non régionaux se sont échelonnés entre 9 millions et 19 millions de francs CFA. S'agissant des administrateurs régionaux, ces montants se sont établis entre 4 millions et 15 millions de francs CFA.

● Indemnités de logement

Les administrateurs manipulent incontestablement leur indemnité de logement pour en faire une importante source de revenu supplémentaire. L'indemnité de logement des administrateurs et des vice-présidents avait été fixée, avant le 31 décembre 1991, à 772 894 francs CFA par mois, correspondant au montant du loyer de chacune des villas construites par la BAD et occupées par certains membres du personnel élu. A l'initiative du président du comité des finances et du bud-

plusieurs administrateurs se sont heurtés à une hostilité croissante, à des subterfuges et menaces de leur part. Ma dernière tentative pour faire procéder à un audit interne des missions des membres du personnel élu a été effectivement étouffée lorsque le conseil a décidé, à sa session de décembre 1994, que la direction ne devait accepter aucune demande d'information concernant un administrateur sans l'accord préalable et explicite de l'intéressé...

Lors d'une session spéciale du conseil, tenue récemment, j'ai proposé de recruter immédiatement un cabinet d'audit externe de bonne réputation, pour effectuer un audit détaillé de chaque membre du personnel élu, y compris moi-même, et soumettre son rapport au conseil des gouverneurs avant les assemblées annuelles à Abuja. Comme il fallait s'y attendre, la plupart des administrateurs ont réagi négativement à la proposition, en arguant curieusement qu'un audit externe des membres du personnel élu pourrait entraîner la destruction de la banque.

une fois déclaré, un îlot de crédibilité dans un continent marginalisé. Sa capacité à réaliser la mutation économique tant attendue en Afrique reste intacte, avec une direction et un personnel qui n'ont rien à envier à ceux d'institutions similaires d'autres régions du monde.

La banque doit demeurer solide, maintenir ses brillants acquis et continuer à se revigorer, mettant pleinement à profit ses avantages comparatifs dans un environnement mondial caractérisé par une concurrence de plus en plus acharnée. Pour ce faire, il est indispensable que l'organe suprême de l'institution évalue de manière critique la situation actuelle de la banque, afin de prendre et d'appliquer des mesures décisives, destinées à maintenir la banque dans la bonne voie.

Certaines des mesures que les gouverneurs pourraient envisager pour atteindre cet objectif devraient, à mon sens, comprendre les éléments suivants :

● Amendement de l'article 36

Aucun futur président ne devrait être pris en otage et forcé de faire des concessions pour éviter les crises qui résulteraient à coup sûr de l'invocation de cet article par un conseil se trouvant sous le joug d'un groupe d'administrateurs insouciants et incapables. Les gouverneurs devraient donc envisager la possibilité d'amender l'article, afin de restituer le pouvoir de suspension au conseil des gouverneurs.

● Nouvelle formulation de l'article 37 de l'accord portant création de la banque

Cet article définit les domaines de responsabilité du président et du Conseil d'administration. L'expérience récente a montré que cet article est trop général dans sa formulation et qu'il a amené le Conseil à s'ingérer, en toute impunité et avec des conséquences désastreuses, dans les domaines qui devraient normalement être réservés à la direction. Il faudrait adopter un nouveau libellé de l'article, qui définisse clairement les responsabilités du président et celles du conseil d'administration.

« Cette pratique (...) laisse fortement suspecter une opération de blanchiment d'argent. »

get d'alors, le loyer a été ramené à 600 000 francs CFA par mois, à compter du 15 janvier 1992, sans réduction correspondante de l'indemnité de logement. Après la dévaluation du franc CFA, le loyer des villas BAD était resté à 600 000 francs CFA. Par contre l'indemnité de logement a été doublée à 1 545 800 francs CFA...

Ces facteurs constituent certains des principaux éléments sous-tendant et avivant la crise de gouvernance, qui a poussé ces derniers temps la direction et le personnel à être à couteaux tirés avec le conseil d'administration. Mes efforts visant à limiter certains de ces excès de

Par contre, ils ne verraient pas d'inconvénient à ce que l'audit soit mené par le département de l'audit interne de la banque, qui relève directement du conseil d'administration..

● La banque et les perspectives d'avenir

La banque a indubitablement joué, au cours des trente dernières années, un précieux rôle de catalyseur du développement. Bien qu'elle soit à présent confrontée à un ensemble de problèmes internes et exogènes difficiles, elle reste, comme un gouverneur l'a

Le président subordonne désormais l'institution

● Réouverture des bureaux extérieurs

Le conseil a récemment fermé tous les bureaux extérieurs de la banque, sans justification sérieuse et contrairement à la tendance dans les autres institutions sœurs, ce qui rend la BAD moins présente dans les pays africains que d'autres organisations telles que la banque mondiale et le PNUD. Etant donné que la Banque doit rapprocher ses programmes des bénéficiaires, il est indispensable de rouvrir certains bureaux extérieurs.

● Performance des administrateurs

Compte tenu de leur performance et d'un certain nombre de points que j'ai soulignés plus haut, je regrette de vous informer que la majorité des administrateurs régionaux et non régionaux actuels ne remplissent pas les conditions nécessaires pour rester en poste. Seule la lecture des transcriptions ou l'audition des enregistrements des débats du conseil peut permettre aux personnes exté-

rieures de se faire une idée plus précise de la manière insolente et tout à fait inacceptable dont plusieurs administrateurs se comportent vis-à-vis de la direction et du personnel.

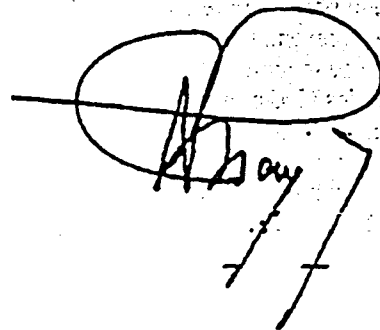
● Mandat des administrateurs

A la lumière de ce qui précède, j'estime que les gouverneurs devraient insister sur la nécessité de limiter à deux les mandats des membres du personnel élu, et cette limite devrait s'appliquer de manière rétroactive. Les arguments avancés par certains administrateurs pour continuer à rester à la banque sont sans fondement. Ni le nouveau président ni les administrateurs nouvellement élus n'auront besoin des administrateurs qui ont exercé plusieurs mandats pour accomplir leur mission.

Ces administrateurs joueraient un rôle destructeur et non constructif si leurs mandats étaient renouvelés une fois de plus. Entre parenthèses, je suis au courant du faux argument avancé par plusieurs administrateurs régionaux à leurs

pays mandants, à savoir que plusieurs des six administrateurs non régionaux devant être réélus, les administrateurs régionaux devraient rester pour s'assurer que le nouveau président bénéficie d'avis équilibrés. Cette désinformation devrait être écartée, car elle n'est qu'une tentative évidente de la part d'un groupe d'administrateurs visant à se maintenir en poste, au risque de pendre comme l'épée de Damoclès sur la tête du nouveau président. ■

Abidjan, le 12 mai 1995



Les administrateurs : «Diffamation et calomnies.»

Le président de la BAD vous a adressé récemment un aide-mémoire daté du 12 mai. Ce document prétend être un bilan des activités présidentielles et des difficultés rencontrées.

Les administrateurs estiment nécessaire de vous faire part de leur stupéfaction, de leur déception et de leur tristesse devant le contenu de cet aide-mémoire. Le président Babacar Ndiaye s'y livre à un exercice de diffamation de certains administrateurs et de calomnies systématiques à l'encontre du

conseil d'administration. Le président accuse le conseil d'être responsable des difficultés et tensions actuelles de l'institution dans le but de défendre sa propre personne et de faire oublier ses propres défaillances.

Les administrateurs ne sauraient s'engager dans une polémique, inévitablement dégradante pour la BAD, en discutant point par point des affirmations fallacieuses et des déformations de l'aide-mémoire. Pour le conseil d'administration, il importe de ne pas se laisser entraîner vers des querelles destructrices

en occultant, ce faisant, les enjeux fondamentaux actuels de l'institution, l'ouverture de négociations sur la future augmentation du capital de la banque et la conclusion de la reconstitution du Fonds africain de développement (FAD). Dans cet esprit de responsabilité, les administrateurs pensent utile de rappeler certaines vérités essentielles.

Le conseil d'administration estime avoir fait son devoir face à une dérive du président qui n'a fait que s'accroître au cours des vingt derniers mois. Tout au long de cette période, le conseil s'est

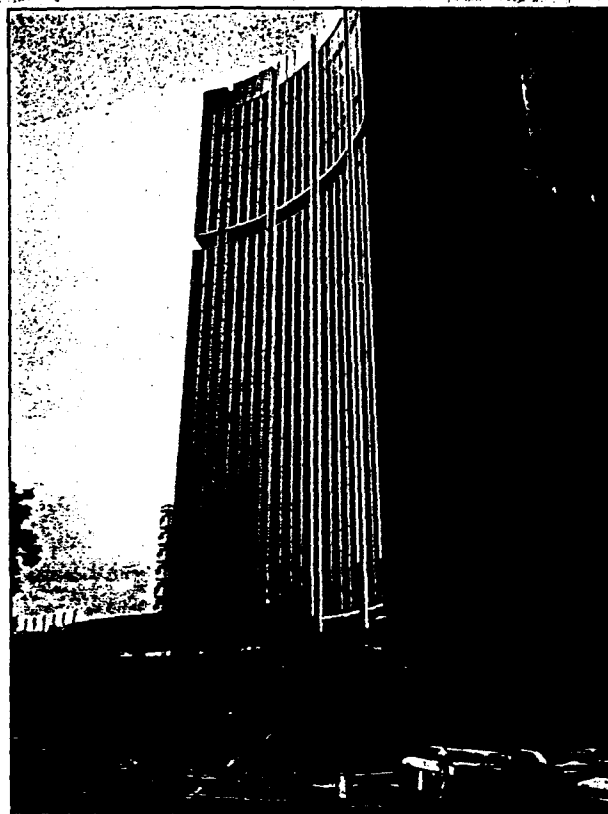
à ses ambitions et frustrations personnelles. »

efforcé de surmonter les tensions personnelles afin de protéger l'institution. L'aide-mémoire prouve que les efforts des administrateurs ont été vains. Le comportement du président apparaît désormais comme subordonnant l'institution à ses ambitions et ses frustrations personnelles.

Contrairement aux accusations formulées dans l'aide-mémoire, le conseil d'administration s'est efforcé d'améliorer la transparence de l'institution et de la faire progresser vers une rigueur et une efficacité accrues.

S'agissant de la transparence, le conseil d'administration a donné à l'audit interne un rôle aussi actif qu'indépendant depuis la crise de septembre 1993 qui avait conduit au départ forcé du vice-président des finances. L'importance des faits et irrégularités révélés (prêts au personnel, avances médicales, frais d'éducation, passation des marchés internes de la BAD, BCCI) a prouvé la profondeur de dysfonctionnements jusqu'alors ignorés par le conseil d'administration, donc par vous-même. Les commissaires aux comptes, à la suite de ces rapports d'audit, se sont inquiétés de la faiblesse, voire de l'absence, d'un système de contrôle financier adéquat dans la Banque. Les gouverneurs devraient enfin savoir que le président s'est révélé réticent, ou même s'est refusé à prendre les mesures d'assainissement qui s'imposaient dans tous ces dossiers.

S'agissant de la rigueur et de l'efficacité, en matière d'organisation ou de budget, le conseil a décidé un allègement des structures de la banque ainsi que réalisé des économies budgétaires. Loin de négliger les recommandations du rapport Knox, le conseil ne peut que vouloir l'application de réformes représentant largement ses décisions antérieures demeurées lettres mortes. Enfin, le



Le siège de la BAD à Abidjan.

personnel et de mise en place de nouvelles structures ne découle pas d'un calendrier irréaliste imposé par le conseil. Ce retard s'explique au contraire par le délabrement du système de gestion du personnel dont l'inefficacité a été mise à jour dans le récent rapport des consultants indépendants associés à l'exercice.

L'aide-mémoire du président Babacar Ndiaye ne peut qu'avoir un effet déstabilisateur sur l'institution. Cet effet est susceptible d'avoir des conséquences néfastes sur la confiance des actionnaires et l'image de la BAD. Cette initiative constitue une manœuvre personnelle révélatrice d'une absence complète d'esprit de responsabilité. Forts de leur conviction de n'avoir fait qu'appliquer les règles actuellement en vigueur dans l'institution, les administrateurs suggèrent aux gouverneurs de commissionner des auditeurs externes indépendants pour examiner le fonctionnement des budgets du président, des administrateurs, des vice-présidents ainsi que pour passer en revue la gestion générale de la Banque et leur faire rapport

vité de la situation, les administrateurs estiment nécessaire de vous informer qu'il apparaît dorénavant impossible au conseil d'administration de travailler efficacement et dignement en se réunissant sous la présidence de Monsieur Babacar Ndiaye. Les administrateurs considèrent qu'il est crucial que le nouveau président de la banque prenne ses fonctions le plus rapidement possible. ■

Abidjan, le 18 mai 1995

P. Moussa

J. Al. Reding

H.M. Schmid

S.D. Scrimshaw

A.M. Sherif

G. Terrefe

B.O. Tonwe

M. Turay

P. Uhel

M. Aboulfadl (Absent du Siège)

S. Bhoojedhur

A. M. Dear

M. Djebbour

L. Dosso

M. Fujishiro

J. Gaspar-Martins

M.S. Koraïem

JE PROPOSE...

BAD: pour une révolution culturelle.



PAR FRANÇOIS
HECKER
Directeur général
honoraire
de la BNP

L'objet social de la BAD, rappelons-le, est « de favoriser le développement économique et le progrès social des Etats membres africains individuellement et collectivement ».

La banque tire ses ressources de ses actionnaires (capital et prêts), de

centaines d'institutions qui lui consentent des avances et du marché international des capitaux, selon la loi de l'offre et de la demande et à des taux compétitifs. Cette masse de capitaux a été utilisée pour financer des projets de développement, à des taux variables selon la nature plus ou moins sociale des projets et la solvabilité des emprunteurs. Du fait de sa compétence dans le choix des projets et la surveillance de leur exécution, elle est parvenue à trouver d'autres prêteurs pour contribuer au financement de projets. Tout allait donc bien, dans un monde qui n'est certes pas parfait...

La crise au sein de l'institution risque de compromettre la solidité du présent et l'espérance du futur. Le piétinement actuel, le risque d'un replâtrage sans consistance vraie, met en cause l'image de la banque, qui se dégrade, et donc aussi sa fondamentale crédibilité. Béchir Ben Yahmed a raison: « Il y a le feu dans la maison. » Il n'y a plus de temps à gaspiller.

Que faire et comment? Proposons une solution qui ne se limite pas au choix des hommes.

Dans une institution collégiale (au

niveau du capital), internationale et politiquement sensible, coexistent, à des niveaux de pouvoir différents, des individualités fortes dont les visions, la formation et les caractères ne s'accrochent pas toujours facilement les uns des autres. Il faut donc un patron pour diriger l'orchestre, un homme de poids avec du charisme et de l'autorité. Mais cela ne suffit pas, il faut aussi des règles du jeu, souples, précises, contrôlables.

Souples, car on ne peut enfermer des hommes et des femmes de qualité et de notoriété dans des carcans trop étroits sans créer, chez eux, la tentation de s'en écarter, voire de s'en affranchir. Mais il faut aussi des règles précises car des relations souples exigent des définitions claires — intelligentes et intelligibles — des domaines relatifs de l'action et de leurs frontières réciproques, mais contrôlables, car le pouvoir sous toutes ses formes — consenties ou annexées — est un élixir dangereux dont le précédent président de la République française, orfèvre en la matière, jugeait ainsi les effets: « Tout homme qui dispose sans contrôle d'un pouvoir va jusqu'au bout de son pouvoir. »

Alors, que faire si le jeu ne se joue pas ainsi? Prier Dieu qu'il aide à trouver les hommes dévoués à l'intérêt général et à la mission africaine, travailleurs et modestes, qui manquent tant à l'institution? Ou bien faut-il changer le cadre dans lequel s'établissent lesdites règles

du jeu? Ou bien les deux? Une meilleure organisation de l'institution peut aider à mettre « the right men at the right places ».

Proposons donc de changer le statut de la banque, en adoptant le système du conseil de surveillance et du directoire. Soit, en termes simples:

- le conseil des gouverneurs demeure, sans changements notables dans ses attributions;

- le conseil d'administration est aboli et remplacé par un conseil de surveillance qui, comme son nom l'indique, conseille, anime, oriente, surveille, contrôle la gestion d'ensemble de la banque, selon les directives du conseil des gouverneurs, se fixe des obligations de résultats pour le directoire et contrôle son fonctionnement grâce aux missions de l'inspection générale. Il ne participe pas directement aux opérations de la banque, mais il autorise collégialement certains prêts et emprunts de très haut niveau. Ses membres ne le sont pas à plein temps et assistent aux séances du conseil selon une périodicité fixée par les statuts. Les conseillers ne perçoivent pas d'émoluments, mais des jetons de présence;

- le président du conseil de surveillance, qui est ou n'est pas permanent, est désigné par le conseil des gouverneurs. Le directoire est un organe collectif de gestion. Le conseil de surveillance nomme son président et définit son rôle dans la gestion collective. Le directoire assure la totalité des responsabilités de la direction générale de la banque;

- l'inspection générale de la banque est directement rattachée au conseil de surveillance, qui fixe le cadre et la périodicité de ses missions dont il rend compte au conseil de surveillance et au directoire.

On peut attendre de ce mode d'organisation du pouvoir plus d'équilibre, plus de modestie, moins d'égoïsme, une efficacité accrue, plus de cohésion et... moins de frais généraux. Une vraie révolution culturelle. ■

« C'est l'image
de la banque
qui se dégrade,
et donc,
ce qui
est fondamental,
sa crédibilité. »

BAD. Après le rendez-vous manqué d'Abuja et avant l'élection d'Abidjan du 25 août, J.A. fait le point sur le dossier.

Neuf questions pour une élection.



1 Un Ivoirien peut-il être président de la BAD ?

L'article 36 de l'accord portant création de la BAD, relatif à la désignation du président, stipule que ce dernier « doit être ressortissant d'un Etat membre régional ». En vertu de cette disposition, la Côte d'Ivoire, en tant que membre régional, peut donc présenter un candidat. Mais un pays peut-il avoir à la fois la présidence et le siège de l'institution ? L'article 39 relatif au « siège et bureaux » n'en dit rien. Il précise simplement que « le conseil des gouverneurs (organe suprême de la BAD composé des ministres des Finances ou des gouverneurs des Banques centrales des pays membres), lors de sa première assemblée, choisit l'emplacement du siège de la Banque, qui doit être situé sur le territoire d'un Etat membre régional... » Juridiquement, rien ne s'oppose donc à ce que la Côte d'Ivoire cumule présidence et siège. Mais le fait est que le fonctionnement de la BAD obéit, pour partie, à des règles non-écrites. Seul un *gentlemen's agreement*, stipule que le pays qui abrite le siège de la BAD ne peut en même temps en briguer la présidence.

2 La Côte d'Ivoire peut-elle empêcher Alassane Ouattara d'être élu, s'il était candidat ?

En principe, les candidats à la présidence de la BAD doivent obligatoirement être présentés par leur gouvernement et parrainés par un Etat membre régional.

Un Etat qui parraine le candidat d'un autre Etat membre ne peut pas présenter son propre candidat.

Reste, bien sûr, le fait que les Etats membres pourront contourner les règles s'ils s'entendent sur un candidat de consensus.

3 La France peut-elle influencer sur cette élection ?

La France possède 50 400 actions du capital de la BAD, ce qui représente 9,5 % du capital-actions détenu par les 24 pays membres non régionaux et lui confère 3,33 % du total des pouvoirs de vote. A titre de comparaison, le pouvoir de vote des Etats-Unis est de 5,82 % et celui du Japon est de 4,80 %.

Il est clair qu'avec une telle part la France ne peut avoir qu'une influence relative sur l'élection du 25 août. A moins qu'elle ne mobilise l'Italie et

La BAD connaîtra-t-elle son nouveau président cette semaine ?

Belgique, avec lesquelles elle forme un groupe au conseil d'administration de la BAD, et le Canada, afin de faire contre-poids aux Américains qui soutiennent la candidature de Timothy Thahane, le candidat du Lesotho.

4 Le Marocain Omar Kabbaj peut-il l'emporter ?

Une donnée essentielle de l'élection à Abuja (24-26 mai) n'a pas été suffisamment relevée : au cinquième tour de scrutin Kabbaj avait obtenu plus de 28 % des voix des pays régionaux contre 15 % pour le Nigérien Abdullai et 18 % pour Timothy Thahane, le candidat du Lesotho. Il en résulte incontestablement un avantage pour le Maroc, qui peut se prévaloir, dix ans après son retrait de l'OUA, d'une réelle influence au sud du Sahara. Rappelons par ailleurs que Hassan II a convaincu Jacques Chirac, le président français, de faire campagne pour Kabbaj en Afrique francophone.

Le Marocain pourrait aussi faire le plein des voix arabes. D'autant que le Mauritanien Mohamed Salem Ould Lekhel, qui avait la préférence des pays arabes, a décidé de ne plus se représenter. A Abuja, l'Egypte, deuxième actionnaire de la BAD après le Nigeria, et la Tunisie avaient voté pour le Mauritanien. Mais lorsque ce dernier s'était retiré au troisième tour, leurs voix s'étaient reportées sur le candidat marocain. Toutefois, deux grandes inconnues demeurent : l'attitude des Etats-Unis et les intentions du Nigeria. Washington qui fait campagne pour Timothy Thahane, le candidat du Lesotho, entend peser de tout son poids sur l'élection comme en témoigne la lettre adressée début juillet par Bill Clinton au roi du Maroc. Le président américain demande à Hassan II de retirer purement et simplement la candidature de Kabbaj.

Quant à Lagos, on craint qu'il réédite l'« exploit » d'Abuja en jouant le blocage à fond.

5 En cas de blocage, que se passera-t-il ?

Le conseil des gouverneurs pourrait désigner un des cinq vice-présidents pour assurer l'intérim jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de 1996 qui aura lieu en principe à Abidjan en mai 1996. Dans l'intervalle, les règles de l'élection du président devraient être modifiées.

6 L'Algérien, Ferhat Lounès, vice-président chargé des Opérations centrales, a-t-il des chances de devenir président intérimaire ?

Il a les mêmes chances que les quatre autres vice-présidents. Il a peut-être la faveur du Conseil d'administration, surtout, après sa mise à l'écart par Babacar Ndiaye au lendemain des assemblées annuelles d'Abuja. Mais c'est le conseil des gouverneurs qui choisit le président intérimaire.

7 Quel est le montant des arriérés de la BAD ?

En 1993, le rapport Knox estimait à 700 millions de dollars (350 milliards de F CFA) les arriérés de la BAD. Grâce à l'application des sanctions à l'encontre des mauvais payeurs, le stock d'impayés s'élève aujourd'hui à 500 millions de dollars. Avec près de 200 millions de dollars d'arriérés, le Zaïre reste le plus gros débiteur de la Banque.

8 La BAD peut-elle être liquidée ?

Malgré le problème des arriérés, l'exploitation de la BAD est bonne. Elle dégage encore des bénéfices, ce qui n'est d'ailleurs pas la vocation d'une banque de développement, et sa dette bénéficie toujours de la meilleure cote (AAA) sur les marchés financiers internationaux. Sa liquidation n'est pas donc justifiée. Evidemment, les partisans de cette solution, mettent en avant les problèmes de « gouvernance » et les difficultés des Africains à désigner un nouveau président. Problèmes qu'une simple modification des statuts pourrait résoudre.

9 Les non-régionaux peuvent-ils prendre le contrôle de la BAD ?

Les 24 pays non-régionaux détiennent actuellement le tiers du capital et disposent de six sièges au conseil d'administration de la BAD. Ils sont les principaux souscripteurs aux augmentations du capital de la Banque et les plus gros contributeurs au Fonds africain de développement (FAD), qui profite aux pays les plus démunis. Aujourd'hui, ils bloquent et la cinquième augmentation du capital et la reconstitution du septième FAD. Objectif : porter leur part du capital de 33 % à 50 % et, partant, prendre le contrôle de la BAD. L'impasse dans laquelle se trouve cette institution les conforte dans leur position. ■

Assou Massou



277878

ECONOMIE

ETATS-UNIS

Le déficit enfle.

■ Le déficit de la balance commerciale américaine s'est considérablement accru au mois de juin et a atteint les 11,31 milliards de dollars. Une situation, selon le ministère du Commerce, qui s'explique en grande partie par un affaiblissement des exportations américaines dont l'effet néfaste a prévalu sur un ralentissement des importations de voitures et de biens de consommation. Ce déficit est, en outre, en augmentation de 2,4 % par rapport à celui du mois de mai qui avait atteint 11,05 milliards de dollars. Le record ayant été atteint au mois d'avril avec 11,42 milliards de dollars.

Cette évolution a surpris les analystes américains qui estimaient que le ralentissement de l'économie inciterait les consommateurs à réduire leurs importations.

POLOGNE

Daewoo investisseur N° 1.

■ En investissant en Pologne 1,1 milliard de dollars le constructeur automobile coréen Daewoo est devenu le plus gros investisseur étranger du secteur économique polonais.

ALLEMAGNE

Virgin jette l'éponge.

■ La société Virgin qui est parvenue, en 25 ans, à bâtir à travers le monde un véritable empire de magasins de disques et de musique sous l'enseigne des Virgin Mégastores, vient de décider de fermer son dernier magasin en Allemagne. Présent dans ce pays depuis 1990, Virgin s'était implanté dans trois villes, Francfort, Hambourg et Berlin. Et d'autres villes devaient suivre, tout spécialement dans l'ex-Allemagne de l'est. « Nous fermons car nous n'avons pas réussi à être aussi performants que sur nos autres marchés » a déclaré Alistair Kerr, directeur général Europe de la société Virgin Retail Europe.